

LIVRE BLANC

#FemmesCOP25

13 JANVIER 2020

Femmes Santé Climat

Suite à la COP 25, avançons ensemble.



EN PARTENARIAT AVEC

unicef  pour chaque enfant

Photo haut de couverture :

© Cyrielle Hariel



Photo bas de couverture :



© UNICEF/UN055820/Sokhin

Kiribati, 2014.

Le 5 novembre 2014, un garçon se rend de l'école à son domicile du village d'Aberao, au sud de Tarawa, à Kiribati. Kiribati est l'un des pays les plus touchés par l'élévation du niveau de la mer. À marée haute, de nombreux villages sont inondés, ce qui les rend inhabitables.

AVERTISSEMENT

Ce livre blanc représente les points de vue des différents participants à la date de publication. Ces personnalités ne peuvent garantir la pérennité des informations présentées après la date de publication. Tous les noms de produits, de marques ou de sociétés cités dans ce livre blanc sont des marques de leurs propriétaires respectifs.

Création graphique :

Marie Paule Stéphan
mstudio@netc.fr

Publication : décembre 2019

ISBN : 978-2-9550378-8-1

© Livre blanc Femmes Santé Climat.
Tous droits réservés.



Kenya, 2011. Le 9 juillet, deux filles transportent du bois de chauffage pendant une tempête de poussière dans une zone réservée aux nouveaux arrivants dans le camp de réfugiés de Dagahaley, dans la province du Nord-Est, près de la frontière entre le Kenya et la Somalie. Le camp fait partie des trois camps de Dadaab, situés près de la ville de Dadaab, dans le district de Garissa. © UNICEF/UN114742/Holt

SOMMAIRE

Editorial

Louisa Renoux et Isabelle Blin

P. 4

UNICEF

P. 5

Préface de
Jean-Marie Dru

P. 6

Sondage de
U-Reporters

P. 8

U-Report

P. 9

Témoignage
de U-Reporters

Élise Amary

P. 10

Témoignage
de U-Reporters

Laura Bellois

P. 11

Témoignage
de U-Reporters

Célia Chenin

P. 12

Témoignage

Élodie Grimoin

P. 13

Témoignage
de U-Reporters

Victoria Maskell

P. 14

Témoignage
de U-Reporters

Lee Ann Michel

P. 15

Témoignage

Caroline Muhwezi

P. 16

Témoignage
de U-Reporters

Emmanuela Shinta

P. 17

Témoignage
de U-Reporters

Zainab Yunusa

P. 18

**QUAND LES
GRANDS GROUPES
S'ENGAGENT**

P. 19

ENGIE

P. 19

**GENRE &
DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

P. 20

Emma Letellier

P. 20

**LES START-UP
ENGAGÉES**

P. 22

BPI France

P. 22

Barjane

P. 23

Dervenn

P. 23

Isahit

P. 24

jho

P. 24

Panafrica Shoes

P. 25

Plastic Odyssey

P. 25

We4Planet

P. 26

Texte préparé pour la COP22 Texte préparé pour la COP24
Texte préparé pour la COP23 Texte préparé pour la COP25



Fiji, 2016. Le 25 février 2016, Waisake (4) joue dans les ruines de ce qui était autrefois sa classe dans le village de Yaqeta, groupe d'îles Yasawa. Il joue avec les jouets qui ont survécu à la colère du cyclone Winston. Il ne sait pas quand il pourra retourner à la maternelle. ©UNICEF/UN011364/Sokhin



Chine, 2013. Le 25 avril, protégée de la pluie par un grand parapluie, une fillette de 6 ans écrit dans son journal intime un lieu d'hébergement temporaire pour personnes déplacées par le tremblement de terre, dans le canton de Longmen, comté de Lushan, dans la province du Sichuan. ©UNICEF/UNI140431/Heting

LES TÉMOINS

P. 27

- 01. Sonia Bahri
P. 27
- 02. Nora Barsali
P. 28
- 03. Annie Battle
P. 28
- 04. Sandy Beky
P. 29
- 05. Marie Boucaud
P. 30
- 06. Danielle Bousquet
P. 31
- 07. Beryl Bouvier Di Notta
P. 32
- 08. Myra Braganti
P. 32
- 09. Merete Bujo
P. 33
- 10. Delphine Caroff
P. 34
- 11. Sabah Chraibi
P. 34
- 12. Frédérique Cintrat
P. 35
- 13. CNFF
P. 36
- 14. Béatrice Cornic
P. 37
- 15. Chiara Corraza
P. 37

- 16. Annie Coutarel,
Juliette Renavand-
Petiot, Marie-Sophie
Houis-Valletoux
P. 38
- 17. Marianne
de Battisti
P. 41
- 18. Christophe
Desgranges et Jimmy Zou
P. 41
- 19. Aicha Detsouli
P. 42
- 20. Sarah Diouri
P. 43
- 21. Gala, Trèfle rouge
P. 43
- 22. Yannick Glemarec
P. 44
- 23. Benoît Golitin
P. 45
- 24. Claude du Granrut
P. 46
- 25. Charlotte Groppo
P. 46
- 26. Isabelle Guitton
et Alric Baral
P. 47
- 27. Cyrielle Hariel
P. 48
- 28. Isabelle Hilali
P. 49
- 29. Alain Houpert
P. 49
- 30. Nathalie
Hutter-Lardeau
P. 50

- 31. Alban Jarry
P. 51
- 32. Chantal Jouanno
P. 52
- 33. Honorine Koenig
P. 52
- 34. Naima Korchi
P. 53
- 35. Véronique
Lacam-Denoël
P. 53
- 36. Catherine Ladousse
P. 54
- 37. Sarah Manta
P. 55
- 38. Blandine Métayer
P. 57
- 39. Francisca Miranda
P. 58
- 40. Françoise Morvan
P. 59
- 41. Minetou Ndiaye
P. 60
- 42. Yveline Nicolas
P. 61
- 43. Anna Pirtskhalava
et Céline Guedes
P. 62
- 44. Laurence Rossignol
P. 63
- 45. Michèle Sabban
P. 63
- 46. Muriel de
Saint Sauveur
P. 64

- 47. Florence Sandis
P. 65
- 48. Patricia Savin
P. 66
- 49. Vicky Sommet
P. 66
- 50. Myriam Ullens
de Schooten
P. 67
- 51. Catherine Vidal
P. 68
- 52. Marie-Michelle
Vassilou
P. 68
- 53. Sylvianne
Villaudière
P. 69
- 54. Pascale Vion et
Anne-Marie Ducrou
P. 70

ART

P. 71

- Ysé Brisson
P. 71
- Marion Gaborit
P. 71
- Milène Guermont
P. 73
- Marc Oberon
P. 74
- Nos contributrices
et contributeurs
P. 75
- Nos soutiens
P. 75



Louisa RENOUX, Présidente de Femmes Santé Climat, Administratrice de Parité assurance, Digital Ladies & Allies et Assemblée des Femmes de Paris, Experte en Assurance et associée dans un Cabinet de conseil.

@louisarenoux



Isabelle BLIN, Vice Présidente de Femmes Santé Climat, Administratrice d'ONU Femmes France, Vice-Présidente du CNFF, membre de DLA&A, Past-Présidente de SupplémentdElles, Ancienne Avocate à la Cour, puis Responsable de programme dans un Groupe d'assurance.

@isabelle_blin

En 2015, avec les accords de Paris, nous prenions conscience de l'impact du changement climatique sur les femmes et les filles : elles représentent 70 % des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour ; elles assurent plus de 80 % de la production agricole dans les pays en voie de développement et passent 3 fois plus de temps à collecter de l'eau mais elles ne possèdent que 2 % des terres et ne touchent que 10 % des revenus. Elles ont 14 fois plus de chance que les hommes de périr en cas de catastrophe naturelle. Leur rôle est central au sein de la famille en matière d'éducation et de prévention. Depuis 2015, nous avons rassemblé chaque année des témoins autour de notre livre blanc et des nombreuses conférences et ateliers pour partager les expériences réussies à Paris, à Marrakech, à New York (lors des trois dernières CSW), à Madrid, à Naples... et nos partenaires sont toujours plus nombreux.ses.

Cette année, pour la quatrième édition du livre, nous retrouverons à nouveau les U-Reporters d'UNICEF qui ont fait progresser leur plateforme, le R20 qui a lancé son fonds vert, les entrepreneur.e.s intégrant les Objectifs de Développement Durable toujours plus nombreux.ses avec le soutien de BPI France, la jeunesse toujours plus fortement mobilisée mais aussi de grandes entreprises qui ont décidé de s'engager et de contribuer à notre livre élargissant toujours plus le cercle de nos témoins et de nos lecteurs. •

La CSW 63 (Commission on the Status of Women) - New York - Mars 2019



“
UNICEF
”



Vanuatu, 26 novembre 2015.

Village d'Itaita, Middle Bush, Tanna, où la communauté a pris le temps de jouer aux jeux traditionnels ou au Nawakilan, comme on les appelle. Parce que chaque enfant et chaque adulte méritent le droit de jouer. © UNICEF/UN0335079/Josh Estey

CHANGEMENT CLIMATIQUE

La position d'UNICEF dans la lutte pour un meilleur avenir des enfants



Le 23 septembre 2019, au siège des Nations Unies, la jeune militante suédoise pour le climat, Greta Thunberg (16 ans), prend la parole lors du dialogue entre les jeunes et le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres (à gauche). ©UNICEF/UNI207491/Pak

En septembre 2019, l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) s'est entièrement focalisée sur les changements climatiques. Les Nations unies ont accueilli le Sommet Action Climat où des millions de jeunes du monde entier ont défilé pour exiger une action. Les défenseurs de la jeunesse ont uni leurs forces pour le Sommet des Nations unies sur le climat et la jeunesse. C'est la première fois qu'une génération mondiale d'enfants grandira dans un monde qui se fait de plus en plus dangereux et incertain en raison des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Il est temps d'inverser la situation parce que le monde a moins de onze ans pour procéder à la transformation nécessaire pour éviter les pires impacts du changement climatique.

Dans une lettre adressée aux enfants du monde entier à l'occasion du 30^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, la directrice générale d'UNICEF, Henrietta H. Fore, a indiqué que le changement climatique était sa principale source d'inquiétude pour leur avenir. « Il semble évident que tous les enfants ont besoin de ces bases

pour maintenir une vie saine: un environnement propre, un air pur à respirer, de l'eau à boire et des aliments à manger – et il semble étrange de faire valoir ce point en 2019. Cependant, le changement climatique peut potentiellement porter atteinte à tous ces droits fondamentaux et à la plupart des progrès réalisés en matière de survie et de développement des enfants au cours des trente dernières années. Il n'existe peut-être aucune menace plus grave pour les droits de la prochaine génération d'enfants. »

Quelle est la position d'UNICEF sur ce sujet d'actualité ?

Le monde ayant la responsabilité collective et l'obligation de s'attaquer aux obstacles empêchant les enfants de grandir dans un environnement durable, propre et sûr, UNICEF appelle à une protection accrue des enfants contre les effets du changement climatique. L'Assemblée générale des Nations unies, qui a placé cette année la jeunesse à l'avant-garde, a fourni à UNICEF une plateforme idéale pour démontrer sa position et aider les enfants à faire entendre leur voix sur le sujet.

UNICEF a veillé à ce que les intérêts des enfants soient représentés lors d'une session extraordinaire de haut niveau sur le 30^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, en encourageant les jeunes à participer au Sommet sur le climat de la jeunesse.

UNICEF a également offert une plateforme à la jeune militante Greta Thunberg et à 14 autres enfants appelant à une action contre le changement climatique. Greta a expliqué que le trentième anniversaire de la Convention était une étape importante au cours de laquelle elle et d'autres jeunes appelaient les États

membres à tenir leur promesse de défendre les droits des enfants. Elle a clairement expliqué pourquoi ne pas lutter contre le changement climatique violerait leurs droits. UNICEF a organisé une conférence de presse à l'intention des jeunes manifestants pour s'adresser aux médias.

UNICEF défend sa neutralité et souligne son rôle consistant simplement à offrir une plateforme aux enfants sans influencer leurs propos.

« Ces événements nous ont rappelé que nous ne pouvons pas bâtir un avenir meilleur et plus durable sans l'énergie, les idées et l'engagement d'un enfant, d'un jeune, a déclaré la directrice générale Henrietta H. Fore. UNICEF continuera de chercher des moyens d'écouter la voix des plus jeunes citoyens du monde ».

Augmenter la résilience au changement climatique dans tous les services

Au-delà de l'Assemblée générale des Nations unies, UNICEF reconnaît l'importance de faire face au changement climatique à travers ses programmes. Protéger les enfants des effets du changement climatique nécessite de mettre davantage l'accent sur l'adaptation et le financement et d'accroître la résilience des services sur lesquels les enfants dépendent le plus, tels que l'eau, la santé, l'éducation et la nutrition. Cela comprend la réduction de l'impact d'événements météorologiques extrêmes, par exemple en concevant des systèmes d'alimentation en eau capables de résister aux cyclones et à la contamination par l'eau de mer. Cela implique de renforcer les structures scolaires et d'appuyer les exercices de préparation. L'amélioration et le soutien des systèmes de santé communautaires sont tout aussi critiques parmi les nombreuses stratégies d'atténuation. Augmenter la résilience de ces services est l'un des meilleurs outils qu'UNICEF puisse fournir aux enfants dans un climat en mutation et préserver les opportunités des générations futures.

Les possibilités d'innovation sont considérables et offrent des possibilités de partenariats et d'investissements avec le secteur privé. L'énergie renouvelable dans les cliniques de santé, par exemple, peut améliorer l'accès aux applications de santé numériques. Les drones peuvent identifier où installer des panneaux solaires sur les toits. Et la télédétection peut localiser les eaux souterraines et gérer les ressources en eau avec efficacité.

Atténuer les effets du changement climatique pour et avec les enfants

UNICEF travaille avec des partenaires aux niveaux mondial et local afin que les enfants puissent vivre dans un environnement sûr et propre. Le travail se concentre sur les quatre approches suivantes :

- **Placer les enfants au centre des stratégies et des plans d'intervention en matière de changement climatique.**

UNICEF travaille avec les gouvernements et les partenaires pour faire en sorte que les enfants fassent partie intégrante des stratégies de lutte contre le changement climatique et des plans d'intervention en cas de catastrophe. Seize pays disposent à présent de plans nationaux d'adaptation/d'atténuation des changements climatiques tenant compte des

besoins des enfants, élaborés dans le cadre de programmes appuyés par UNICEF.

- **Reconnaître les enfants comme agents de changement.**

Les enfants et les jeunes peuvent faire face aux risques liés au climat en faisant valoir leurs points de vue, leurs opinions et leurs préoccupations, en identifiant et en recherchant des solutions et en promouvant des modes de vie durables sur le plan environnemental. Comme à l'Assemblée générale des Nations unies, UNICEF travaille avec les jeunes pour faire entendre leur voix au moyen de plateformes, de campagne de sensibilisation et de la participation à des événements.

- **Protéger les enfants de l'impact du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.**

UNICEF soutient des initiatives visant à rendre les écoles, les centres de santé, les services d'eau et d'assainissement et d'autres services essentiels au bien-être des enfants, résistants aux chocs climatiques et environnementaux. UNICEF aide les gouvernements, par exemple, à mettre en place des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène adaptés au climat; énergie durable et réduction des risques de catastrophe dans les écoles; et énergie durable et réduction des risques de catastrophe dans les centres de santé.

- **Réduire les émissions et la pollution.**

Réduire les émissions de gaz à effet de serre est crucial pour faire face à la crise climatique. UNICEF s'emploie à améliorer la surveillance de la pollution atmosphérique et les activités de plaidoyer, en particulier dans les pays et les régions où ces systèmes sont rares ou inexistantes. UNICEF est également dédié à la durabilité environnementale dans ses propres opérations et a créé un fonds interne pour soutenir les initiatives d'écologisation.

Les bureaux de pays font preuve de créativité pour favoriser la résilience au changement climatique

En 2018, 51 bureaux de pays travaillaient sur des questions liées au climat, à l'énergie ou à l'environnement, et 28 pays ont déclaré avoir mis en place des programmes intégrant les enfants dans leurs efforts pour promouvoir la résilience au changement climatique. L'un d'eux est la Côte d'Ivoire, qui a lancé une initiative visant à transformer les déchets plastiques en salles de classe. Au cours de l'Assemblée générale des Nations unies, une salle de classe partielle a été installée pour partager les travaux novateurs d'UNICEF sur le changement climatique. En préparation de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP25) à Madrid en Espagne en décembre 2019, UNICEF a toujours la possibilité et l'obligation de développer et de mettre en œuvre de telles idées novatrices. •

Jean-Marie DRU,
Président d'UNICEF France
@jeanmariedru



Pour chaque enfant, un air pur !

Les solutions des U-Reporters contre la pollution de l'air

La question de l'environnement et du climat est un thème qui passionne les jeunes générations. En témoignent les différentes grèves et marches pour le climat initiées par la jeune Suédoise Greta Thunberg, notamment avec plus de 4 millions de jeunes mobilisés dans le monde le 21 septembre 2019.



Il apparaît clairement que les jeunes se sentent très concernés par les questions environnementales ; et ils ont de quoi ! Ils sont les premières victimes des dégâts actuels et seront vraisemblablement spectateurs des dégâts de demain. Pour alerter sur les effets de la pollution de l'air sur les enfants, UNICEF France et ses partenaires ont réalisé un diagnostic sur la pollution atmosphérique de nos villes et ses effets sur les enfants, accompagné de recommandations concrètes. Dès lors, il paraît légitime, pertinent et nécessaire d'entendre ce que les jeunes proposent pour rendre l'air de leur pays plus respirable.

Les principaux résultats du sondage

- Près de 90 % des U-Reporters estiment que la question de la pollution de l'air est sensible et urgente.
- Seulement 20 % des U-Reporters estiment vivre dans un environnement sain avec un air pur.
- 31 % des U-Reporters affirment ne pas avoir d'alternatives à la voiture. Parmi ceux-ci, 76 % seraient prêts à changer de comportement si les infrastructures le permettaient (routes praticables en vélo, transports en commun accessibles...)

Quelles sont les recommandations des U-Reporters ?

Une grande partie des U-Reporters préconise **la démocratisation des véhicules peu polluants**. L'interdiction de véhicules particulièrement polluants dans certaines villes comme Paris est considérée par une large partie des U-Reporters comme un outil de « discrimination sociale » si elle n'est pas accompagnée de réelles mesures dites positives comme l'aide à l'achat de véhicules propres ou la baisse généralisée du prix des voitures électriques ou hybrides.

Cela va de pair avec **le développement des services de transports en commun** ; les U-Reporters demandent à ce que les réseaux de bus, de train et de tramways soient plus étendus et qu'ils couvrent davantage de zones rurales. Dans ce sens, les U-Reporters sont majoritairement favorables à une tarification solidaire généralisée des transports, voire pour certains à la gratuité totale des transports en commun, pour inciter les usagers à les prendre plus souvent.

Un travail de **réaménagement de l'espace urbain** est également préconisé par certains U-Reporters qui considèrent qu'il faudrait mettre en place davantage de zones piétonnes (notamment dans les centre-villes et à proximité de certains endroits comme les écoles) mais également d'espaces verts destinés à purifier l'air. Des initiatives comme « la journée sans voitures » sont également plébiscitées par quelques U-Reporters.

Toujours selon les U-Reporters, il faudrait que les pouvoirs publics investissent davantage dans **la recherche et le développement des énergies vertes**. En effet, la technologie au service de l'environnement apparaît être un des enjeux phares de la décennie à venir car face aux défis liés au dérèglement climatique, les jeunes font confiance à la science et aux scientifiques pour que des solutions soient trouvées.

Un dernier constat apparaît clairement dans les réponses des U-Reporters : **la pollution de l'air est l'affaire de tous**. À ce titre, tous les acteurs doivent être sensibilisés (les enfants notamment) et tous doivent être tenus responsables (notamment les entreprises et groupes privés dont les activités participent à la pollution de l'air).

Retrouvez les résultats du sondage sur la pollution de l'air :
<https://france.ureport.in/v2/opinion/1065/>

U-Report: un outil innovant pour porter la voix des jeunes



Jeunes bénévoles UNICEF France au festival Youth we can.
© UNICEF France

Qu'est-ce que U-Report ?

Depuis juin 2016, UNICEF France a rejoint le réseau international de U-Report (plus de 60 pays), l'outil numérique de mobilisation et d'engagement des jeunes. Avec **plus de 20 000 utilisateurs en France**, soit une communauté de 20 000 jeunes citoyens engagés, UNICEF France encourage et engage les jeunes (13 à 30 ans) à la participation citoyenne grâce à de courts sondages envoyés sur leurs smartphones via Facebook, Twitter et Viber.

À quoi ça sert ?

Destinés à renforcer la démocratie participative, les sondages U-Report abordent des questions importantes telles que l'accès et la qualité des services sociaux de base mais également l'éducation et la santé ou encore l'environnement, la technologie et la culture. **L'objectif: les informer et leur permettre de s'exprimer, de débattre et de donner écho à leurs interrogations en faisant entendre leur parole dans les débats publics.**

Nouveautés 2019

Depuis la rentrée 2019, la communauté internationale des U-Reporters partage un **tout nouveau site Web***, après plusieurs mois de travail entre la Côte d'Ivoire, la France (premier pays européen), l'Ukraine, le Brésil ou encore la Tanzanie. Le nouveau site est optimisé pour une utilisation sur smartphones, répondant ainsi aux nouveaux usages des jeunes, et permet une plus grande lisibilité des résultats des sondages. Ce sera plus facile d'utilisation pour tous, partenaires (médias, institutions, associations...) comme jeunes utilisateurs!

L'année 2019 marque aussi un nouvel élan pour la communauté de jeunes engagés grâce à un **partenariat international avec Viber**, une application de messagerie instantanée utilisée par plus de 500 millions de personnes dans le monde! Le centre d'innovation d'UNICEF (basé à New York) est partenaire de cette plateforme, qui permet de promouvoir l'engagement numérique des jeunes sur les sujets qui les concernent.

Mais U-Report France ne s'arrête pas là car l'année 2020 réserve de beaux projets et de belles surprises alors restez connectés !

Et si vous n'êtes pas encore inscrits, il suffit d'envoyer un message privé à **@UReportFrance** sur Facebook Messenger, Twitter ou Viber.

* <https://france.ureport.in>

Sensibiliser les lycéens au développement durable

Chaque année en France, ce sont 800 millions de tonnes de déchets qui sont produits et qu'il faut pouvoir traiter, recycler. Lorsque j'ai réalisé à quel point l'être humain peut être un élément nocif, mais également actif pour la planète, j'ai décidé d'agir à mon échelle.

Depuis quelques années, les enseignants nous parlent dans toutes les matières au lycée du développement durable, d'actions à réaliser... Puis il y a deux ans, nous avons créé dans notre lycée la Commission Colibri. La première année nous a permis de sensibiliser les lycéens au développement durable avec une action sur la gestion du papier. Nous nous sommes alliés à l'association Feuille d'Érable. Des boîtes étaient placées dans les salles de classe où nous récupérions le papier, celui-ci était récolté et expédié à l'association.

En parallèle de notre association avec Feuille d'Érable, en septembre 2017, nous nous sommes mis en lien avec l'entreprise Paprec. Nous avons placé une benne dans la cour de l'école pour récolter le papier, et Paprec nous reprenait le papier à la tonne, les bénéfices étant reversés à l'association Colibri pour nous permettre d'élargir nos actions.

Lors de notre deuxième année d'action, une commission à propos du gaspillage alimentaire s'est créée. Cette commission a dans un premier temps fait des enquêtes par rapport au gaspillage alimentaire à la cafétéria du lycée et a également permis, en parallèle de la COP 23, de mettre des couverts en métal à la place de couverts en plastique. D'ici l'année prochaine, les assiettes en plastique seront également supprimées. De plus, l'entreprise de restauration Convivio a mis en place des bacs de tri alimentaire permettant de récupérer les aliments pour les recycler et ainsi limiter le gaspillage alimentaire.

Pour cette 3^e année, nous avons décidé de nous doter du label E3D pour booster les opérations, élargir le champ d'action de Colibri et permettre également de motiver tous les élèves autour des projets et pas seulement les membres de Colibri.



Un des projets futurs qui a été proposé pour permettre de limiter le gaspillage alimentaire est de créer une "table d'échange", ce qui habiliterait des élèves ayant pris un surplus d'aliments de permettre à d'autres élèves de les consommer et ainsi limiter les pertes.

Le but à terme est de limiter autant que possible le gaspillage alimentaire mais également de fédérer autant de personnes que possible autour du projet de recyclage du papier pour observer des résultats probants.

Et vous vous demandez sûrement pourquoi Colibri ? Car le battement d'ailes d'un colibri à un bout de la planète peut créer un tsunami à l'autre bout de la planète.

Notre but est d'agir à notre échelle, pour faire une véritable différence à l'échelle mondiale. •



Élise AMARY, 17 ans.

PRÉSENTATION DE MON PROJET

Un lycée est une infrastructure qui gaspille et jette du papier et de la nourriture en grande quantité. Nous avons voulu agir à notre échelle pour permettre de limiter ce gaspillage avec des actions menées par la Commission Colibri en association avec des entreprises. Cette année nous allons nous doter du label E3D pour élargir notre champ d'action.

Le projet UNIPEV du lycée Paul Émile Victor d'Osny

C'est parce que parler de demain c'est réfléchir et agir aujourd'hui que le lycée Paul Émile Victor d'Osny et son Conseil de la Vie Lycéenne entreprennent depuis trois ans de nombreux projets en faveur du développement durable en mettant la jeune génération au cœur de cette réflexion.

Un certain nombre de projets ont vu le jour, notamment avec l'installation d'un potager pédagogique à vocation intergénérationnelle, d'un poulailler et d'un composte; la mise en place d'une bibliothèque troc de livres et d'une collecte de bouchons de bouteilles au foyer des élèves; un travail autour du tri sélectif et de la lutte contre le gaspillage alimentaire au restaurant scolaire avec l'installation d'une table à partage et d'un bar à salade.

Le livre blanc a permis de mettre en valeur ces initiatives locales, de rencontrer de nombreuses personnes et d'interpeller directement les décideurs. Il a également été un accélérateur de la démarche du lycée. C'est ainsi qu'est né un club UNICEF, baptisé Unipev, pilote en matière de développement durable.

Depuis son lancement le 8 novembre 2018, en présence de plusieurs personnalités, le projet Unipev a permis de créer une dynamique nouvelle au sein de l'établissement.

Les actions déjà mises en œuvre se sont ainsi développées et de nouveaux projets ont pu voir le jour. Ce fut le cas avec la mise en place d'une collecte dans toutes les classes et espaces de l'établissement permettant de recycler le papier, les cartouches d'encre et les fournitures scolaires usagées; l'installation de trois



ruches et la création d'une micro-entreprise autour de ces dernières permettant de récolter et vendre le miel; la plantation d'arbres fruitiers et d'une jachère fleurie pour les abeilles ou encore l'installation d'un mur végétal et de nichoirs.

Ces projets ont eu des retombées positives pour le territoire, ont apporté un changement concret pour de nombreuses personnes et permis de construire une culture de la solution. •



UNIPEV

Unipev est l'une des manifestations quotidiennes de la volonté partagée par la jeunesse de porter sa voix sur cette thématique qui nous concerne tous et de montrer qu'elle aussi peut se mobiliser pour construire l'avenir, notre avenir.

Il n'est qu'un des nombreux exemples existants permettant de constater la conscience de la jeunesse quant au monde qui l'entoure et la société dans laquelle elle vit; sa capacité à concevoir et concrétiser des projets engagés et à mobiliser autour d'elle pour les faire grandir chaque jour un peu plus.

C'est à partir de ces expériences, pour raconter ces parcours et mettre en avant la diversité des profils qui composent la jeunesse qu'est née l'association Visages de Jeunes.

Laura BELLOIS, Présidente de Visagesdejeunes, fondatrice d'UNIPEV et U-Reporter.

@laura_bellois



Faites-nous confiance !

Célia Chenin a profité de son année de césure au Brésil pour pousser d'autres jeunes à agir contre le changement climatique avant de revenir en France où elle a poursuivi son combat.

Entre la première et la terminale, j'ai bénéficié d'une année de césure en 2015-2016 pendant laquelle je suis allée vivre au Brésil. J'ai habité auprès d'une famille installée à Santos, une ville du littoral, à quelques kilomètres de São Paulo. Un jour, alors que je regardais l'océan, je me suis rendu compte que bientôt, si nous n'agissions pas, ce superbe paysage n'existerait plus à cause de la montée des eaux. Je me suis demandé si les jeunes autour de moi étaient conscient-es des conséquences du changement climatique et du fait que ce dernier risquait d'affecter irrémédiablement leur vie.

Je ne voulais pas rester sans rien faire alors j'ai contacté l'UNICEF Brésil et j'ai sollicité les élu-e-s des mairies aux alentours et les chefs d'établissements scolaires pour que des discussions dans les écoles aient lieu sur cette problématique. Et ça a marché. Au bout de six mois, je suis intervenue dans une quarantaine de classes pour parler à des élèves d'âges différents et issus de tous les milieux sociaux. Lors de ces échanges, beaucoup de projets ont émergé, et à ma grande surprise, toutes les idées provenaient des élèves eux-mêmes.

Pourquoi les adultes persistent-ils à dire que les jeunes sont totalement désintéressés et qu'ils sont inactifs ? Mon but aujourd'hui est de montrer qu'il suffit de les informer et de leur donner les ressources nécessaires pour agir. Pendant ces semaines passées à parler avec des jeunes, j'ai compris que nous pouvions accomplir de grandes choses.

De nombreux projets se sont concrétisés. Les enseignant-e-s et les mairies ont aidé les établissements à réaliser des semaines de sensibilisation sur le changement climatique. Certains ont même mis en place des dispositifs pour que leur cantine s'inscrive dans la dynamique du « zéro déchet » et des jeunes se sont organisés pour créer, inventer et innover pour changer leur quotidien.



Je suis consciente que l'on n'a pas tout changé du jour au lendemain, mais il a suffi que nous discutions et que les adultes nous fassent confiance pour que beaucoup d'idées se concrétisent en actions. Après mon départ, ces initiatives se sont poursuivies et les jeunes sur place continueront à les mettre en œuvre et à faire en sorte que d'autres jeunes leur succèdent. Je souhaite que ce dialogue entre les adultes et les jeunes se développe, car nous faire confiance, c'est aussi s'assurer que nous aurons toutes les clés en main pour préparer notre avenir. •



Pendant mon année de césure, j'ai aidé l'UNICEF Brésil en 2015 à mettre en place le dispositif U-Report, qui interroge les jeunes sur les grands sujets de société. Les résultats de ces sondages servent ensuite à interpeller les pouvoirs publics. L'objectif est de donner à ces jeunes la possibilité de remédier aux problèmes qu'ils rencontrent. Au moins 400 jeunes y ont pris part dans la région dans laquelle j'habitais. Beaucoup ont ensuite pu relayer les résultats de ces sondages aux autorités locales lors des réunions de Conseils de jeunes.



Célia CHENIN, 18 ans, est étudiante en première année à Sciences Po. Jeune ambassadrice de l'UNICEF, elle a participé à la COP21 en 2015 à Paris et a rencontré Nicolas Hulot à cette occasion.

@CheninCelia

Les jardins suspendus de Babylone dans nos villes

Le mobilier urbain végétalisé par Urban Canopee: un exemple de solution d'adaptation.

La nature et la biodiversité me passionnent depuis toute petite, et j'ai toujours été très intéressée par les questions liées à la gestion environnementale, qui prend une place sans cesse croissante dans les prises de décision publiques, économiques, industrielles et individuelles.

C'est donc tout naturellement que je me suis tournée vers une école d'agronomie. Pendant ma formation ingénieure AgroParis-Tech, j'ai voulu découvrir et appliquer mes connaissances dans le domaine de l'éco-conception et de l'architecture durable, moi qui ai toujours été citadine.

Souhaitant donc apporter ma pierre à l'édifice, et rendre nos villes plus vivables, plus respirables, et plus végétales, j'ai effectué un stage au sein de l'Université d'Architecture de Delft aux Pays-Bas, au cours duquel j'ai co-rédigé un ouvrage sur les *green infrastructures*.

Ayant également une expérience dans la performance environnementale et énergétique des bâtiments, acquise dans un bureau d'étude, ma double casquette m'a alors permis de co-fonder le projet Urban Canopee.

J'ai aussitôt cru à ce magnifique projet, qui je l'espère va contribuer au bien-être de l'Homme et de la planète.

Nous avons construit ce projet fin 2016 avec une équipe de chercheurs de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, qui travaillent depuis plus de dix ans sur la conception de structures et armatures légères.

Nous sommes partis du postulat que nos villes font maintenant face à trois enjeux majeurs, que vous devez tous maintenant bien connaître: une densité humaine élevée, des températures alarmantes et un besoin de restauration de la biodiversité.

Nous avons eu l'idée d'utiliser ces structures légères et modulaires pour les végétaliser et les greffer sur la ville.

Urban Canopee développe des solutions de lutte contre les effets du changement climatique par la végétalisation urbaine. Îlots de fraîcheur naturelle, ces canopées sont dépolluantes et sources de biodiversité. Ce mobilier urbain autonome végétalisé contient un kit solaire et un système d'irrigation intelligent et connecté, pour rendre nos villes plus vertes et résilientes!

Notre premier modèle « Corolle » permet de végétaliser 35 à 50 m² et, en les assemblant en bouquets, nous réinventons dans nos villes les jardins suspendus de Babylone.



Ces bénéfices sont multiples et permettent:

- d'ombrager un espace public;
- de climatiser naturellement la ville en déployant des îlots de fraîcheur;
- de rétablir de la biodiversité urbaine;
- d'améliorer la qualité de l'air;

Et par conséquent, d'améliorer la qualité de vie de nous, citoyens.

Nos premières expérimentations seront à Toulouse puis à Paris en 2019 (lauréat Quartiers d'Innovation Urbaine), puis nous commencerons la commercialisation de nos structures à l'occasion de notre participation au CES 2019 de Las Vegas.

Nous développons actuellement un programme R & D pour proposer de nouveaux modèles aux acteurs de la ville, notamment pour les toitures, les façades et les espaces privés. •

“Nous réinventons dans nos villes les jardins suspendus de Babylone.”

Avec **URBAN CANOPEE**, nous réinventons les jardins suspendus de Babylone dans nos villes, pour lutter contre les effets du changement climatique.

Élodie GRIMOIN, 27 ans.

@UrbanCanopee



OURAGAN IRMA

U-Report Global mobilise ses équipes pour protéger les personnes en danger

L'UNICEF n'a pas de frontières et quand la vie d'enfants est en danger, la communauté internationale s'empresse d'intervenir pour les protéger.

8 SEPTEMBRE 2017. Samedi soir à Panama, dimanche matin à Bangkok, le beau milieu de la nuit en France. Qu'est-ce que cela a à voir avec l'ouragan qui se forme aux Caraïbes ? Cela signifie que nous ne perdons pas de temps une fois que nous avons décidé d'utiliser tous les canaux dont dispose l'UNICEF afin de diffuser les consignes et les recommandations susceptibles de sauver des vies.

U-Report est une plateforme que l'UNICEF et ses partenaires utilisent pour susciter du changement social. Nous nous en servons généralement pour recueillir l'opinion de jeunes et d'adolescents et la partager avec nos partenaires. Cependant, lorsqu'une catastrophe naturelle se profile à l'horizon, nous pouvons l'activer afin d'envoyer des messages courts et percutants à ceux qui risquent d'être frappés par les intempéries pour les aider à assurer leur sécurité ainsi que celle de leurs proches.

À Panama, l'UNICEF lance l'alerte samedi soir : un ouragan de grande ampleur se prépare. Après une brève discussion via WhatsApp, Dennis Larson, conseiller régional « Communication pour le Développement » et moi-même, coordinatrice régionale U-Report à Panama, décidons de faire de U-Report un outil pour communiquer les informations essentielles. Nous avons besoin de l'aide du Centre mondial de l'innovation de l'UNICEF. Un rapide mail ou deux plus tard, James Powell passe à l'action depuis Bangkok et nous donne le feu vert pour diffuser à grande échelle la page U-Report Global sur Facebook dans les pays qui se trouvent sur le passage de l'ouragan Irma. De Saint-Christophe-et-Niévès à Antigua, d'Haïti à la Barbade, notre but est de faire connaître au plus grand nombre les recommandations de base qui permettent de sauver des vies. Dans cette région du monde, cela signifie que l'information doit être disponible en anglais, en espagnol et en français.

Quelques heures plus tard, Chris Brooks, directeur de campagne U-Report Global, commence à élaborer les messages et à les faire



diffuser dès son réveil à 6 heures du matin. Une fois réveillée, je me charge, depuis Panama, d'adapter au format U-Report les messages préparés par l'équipe du bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes chargée des urgences. Maria Luisa Sotomayor, coordinatrice U-Report Global au Chili, vérifie la version espagnole et c'est ensuite au tour d'Emmanuelle Grandaud, Loïc Druenne et Nouriatou Ntieche de faire une traduction française depuis la France.

C'est un effort mondial qui a permis, en l'espace de 24 heures, d'envoyer des messages de consignes de sécurité et de recommandations à 2500 personnes. La nuit dernière, entre 21 H et minuit, toutes les 10 secondes, un nouveau U-Reporter, qui se connectait depuis Panama, avait accès aux informations sur Irma. Irma est désormais classée comme ouragan de catégorie 5, ce qui correspond au niveau le plus élevé des tempêtes. Il est susceptible de ravager des vies, des bâtiments ainsi que des moyens de subsistance. Les messages que nous postons sur Facebook permettent d'atteindre davantage de personnes au cours de ces heures cruciales qui précèdent l'arrivée de l'ouragan. Chaque heure, plus d'une centaine de personnes choisit de recevoir ces messages qui expliquent comment se protéger. Grâce à cela, nous serons ensuite dans la mesure de garder contact avec ces U-Reporters et d'identifier leurs besoins si jamais ils sont touchés par les fortes pluies, les coulées de boue, les raz-de-marée et les rafales de vents forts. Ainsi, nous pouvons mener notre mission, protéger les enfants et adolescents, à bien. La puissance de la communauté mondiale est parfois oubliée... à tort, car une équipe internationale nous permet de réagir rapidement. U-Report Global a pour but de provoquer le changement social et soutient l'idée même d'une communauté mondiale. Alors que l'ouragan Irma s'intensifie au-dessus de l'Atlantique, nous espérons qu'il épargnera ceux qui se trouvent sur son passage et que les U-Reporters et leurs proches seront capables d'utiliser les informations envoyées pour rester en sécurité. •

Victoria MASKELL, 34 ans, est coordinatrice régionale U-Report pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Son rôle est de mobiliser la communauté des jeunes U-Reporters pour faire entendre leur voix de manière innovante dans des enjeux à fort impact, comme pour changer la loi sur les mariages précoces au Salvador ou pour fournir des informations vitales et essentielles aux victimes des ouragans en 2017. @varmaskell



Tout le monde peut faire un effort, en commençant par des choses simples

Éco-déléguée dans son lycée en région parisienne, Lee Ann Michel veut être force de proposition pour les jeunes de son établissement afin de changer les habitudes pour que tou-te-s adoptent des comportements plus vertueux envers l'environnement.

Il y a encore peu de temps, je ne connaissais pas du tout le sujet du changement climatique. Mais une enseignante nous a montré plusieurs vidéos relatives à cette question et les chiffres mis en avant m'ont particulièrement touchée. J'ai pris conscience qu'il y a urgence à agir vite et que nos actes ont des conséquences directes sur l'environnement.

Je me suis renseignée de mon côté et j'ai découvert la youtubeuse Laetitia Birbes, qui a lancé sa chaîne et son blog *Le corps, la maison, l'esprit*. Elle pratique le zéro déchet, c'est-à-dire qu'elle a totalement changé de mode de vie pour ne plus utiliser d'emballages et réduire au maximum sa consommation. C'est l'une des personnes qui m'a fait évoluer. J'ai commencé par agir chez moi, en triant mes déchets, en économisant l'eau et l'électricité. Mon père, qui pratique la permaculture, a été très content que je m'engage dans le même sens pour la planète.



J'ai voulu que l'on mène aussi des actions dans mon lycée, qui a été labellisé E3D (Établissement en démarche de développement durable). J'ai été élue déléguée de ma classe et comme neuf autres élèves du lycée, j'ai voulu devenir une éco-déléguée. Je lance des projets liés au développement durable en demandant l'utilisation de papier recyclé, en incitant à utiliser le moteur de recherche Ecosia, qui utilise une large partie de ses bénéfices pour planter des arbres dans plusieurs pays. Pour motiver les autres élèves à l'utiliser au quotidien, je leur fais remarquer qu'il



s'agit d'un moteur de recherche comme les autres, sauf qu'il y a un geste positif en plus. Plus nous serons nombreux à l'utiliser, plus nous pourrons changer les choses.

J'aimerais également que les élèves de mon lycée pratiquent le tri : il faut que les jeunes changent leurs usages concernant leurs déchets. À long terme, on pourrait même faire du zéro déchet. Pour l'instant, la direction du lycée nous laisse gérer les projets seuls, mais elle sera certainement plus impliquée si nous sommes beaucoup à participer à ces initiatives.

Pour les jeunes qui ne savent pas quoi faire pour changer les choses et qui cherchent par quoi commencer, je leur conseille de faire des efforts de leur côté. Il suffit de débiter par des choses simples comme faire le tri et jour après jour faire attention à sa consommation en eau et en électricité. Ces gestes de base peuvent vraiment améliorer les choses. •

Lee Ann MICHEL, 18 ans, vit en région parisienne. Engagée en faveur de l'écologie et de la biodiversité, elle est éco-déléguée dans son lycée. Elle est U-Reporter depuis avril 2017.

@leeann_michel



Autonomiser les jeunes au Nigeria par l'utilisation du U-Report

Caroline Muhwezi est l'administratrice du U-Report au Nigeria. Avocate de formation, passionnée par le travail avec les jeunes et l'utilisation des réseaux sociaux et autres plateformes créatives d'échange social. Durant sept ans, elle a travaillé sur le U-Report en Ouganda, au Nigeria et en Italie et est passionnée par l'engagement des jeunes.

Tout a commencé à l'âge de 15 ans, après avoir remporté le titre de meilleur orateur dans un concours d'éloquence inter-écoles. Après avoir remporté ce prix, j'ai reçu un appel de l'UNICEF Ouganda m'informant que j'avais été sélectionnée pour représenter les enfants à la Session spéciale de l'assemblée générale des Nations Unies à New York en 2002. Cela marqua le début de mon parcours en tant que défenderesse des droits des enfants, des jeunes et des femmes.

En 2010, je fus choisie par l'UNICEF pour faire une allocution lors du tout premier Forum de la Jeunesse Africaine à Kampala en Ouganda. Ce fut une nouvelle étape clé dans ma vie qui marqua le début de ma carrière à l'UNICEF en qualité de Consultante jeunesse participative et engagée.

Au cours des huit dernières années, j'ai travaillé avec des jeunes sur une plateforme nommée U-Report, basée sur la gratuité des sms et des médias sociaux pour la communauté.

Actuellement, au Nigeria, cette plateforme a connu une progression et atteint les 3 millions d'utilisateurs, le plus vaste mondialement sur plus de cinquante pays.

À travers l'utilisation de sms gratuits et des médias sociaux, les jeunes ont pu avoir accès à l'information lors d'épidémies survenues dans le pays, telles que le choléra, suite aux inondations dans plusieurs États du Nigeria.

Par l'usage de U-Report, nous avons informé les U-Reporters des signes et symptômes du choléra et des recommandations à suivre pour maintenir leurs proches et eux-mêmes sains et saufs.



Caroline MUHWEZI, 32 ans.

@carolbarebo



“Cela paraît toujours impossible, jusqu'à ce que cela devienne réalité.” Nelson MANDELA

Par l'usage de U-bots, les U-Reporters ont également pu recevoir des informations sanitaires vitales sur le VIH et le SIDA, les technologies et d'autres sujets d'actualité en temps réel.

40 % des utilisateurs de la plateforme étant des filles et des jeunes femmes, U-Report explore les moyens d'inciter plus de femmes à s'inscrire sur la plateforme.

Motiver à travers des *Live-Chats* accroît la mobilisation des jeunes femmes à prendre les rennes. Par exemple, l'un d'entre eux fut organisé avec des jeunes femmes de l'État d'Anambra ayant développé une application mobile pour détecter les faux médicaments.

Des *chats* en direct ont également été entrepris sur la gestion de l'hygiène menstruelle et plus de 3000 questions ont trouvé réponse en moins de 48 heures de la part d'une équipe d'opérateurs et d'analystes travaillant pour la plateforme.

Au démarrage, au Nigeria, l'idée était d'atteindre un million de jeunes des pays chefs de file de l'économie de l'Afrique et dans les nations les plus peuplées utilisant U-Report dans la première année.

Aujourd'hui, nous voyons plus grand et espérons atteindre jusqu'à 20 millions d'U-Reporters, les mettre en relations avec leurs dirigeants et fournir un retour d'expérience sur les problèmes débattus sur la plateforme. Le partenariat entre WhatsApp et U-Report a récemment mis en évidence que le potentiel est énorme et nous sommes très enthousiastes au vu des opportunités que cela représente pour les jeunes.

Plus de 70 % de la population du pays étant jeune, UNICEF Nigeria espère autonomiser plus de jeunes et faire entendre leur voix sans laisser personne à la traîne. •

Changement climatique : on ne peut pas rester sans rien faire

Emmanuela Shinta a lancé le mouvement Youth Act Campaign pour lutter contre les fumées toxiques qui empoisonnent la vie de son peuple indigène, les Dayaks. Ceux-ci vivent dans les forêts du Kalimantan central, en Indonésie.

J'ai assisté à ce que certaines personnes qualifient de pire catastrophe environnementale du XXI^e siècle : les fumées toxiques dans le Kalimantan central, en Indonésie, en 2015.

Les flammes ont ravagé ma terre natale. Des bébés et des enfants hurlaient en essayant de respirer. Des mères essuyaient leurs larmes pendant qu'elles amenaient leurs enfants à l'hôpital. Des pères étaient submergés et tentaient d'éteindre le feu qui dévorait leurs plantations et leurs foyers. Je l'ai vu de mes propres yeux. Le sommeil m'échappe à chaque fois que je me souviens de la façon dont les gens avaient soif d'oxygène, mouraient à cause de l'air empoisonné et n'avaient aucun endroit où aller pour s'abriter de cette épaisse brume. C'est pour cela que j'ai voulu changer les choses.

C'est ainsi qu'a été lancé le mouvement Youth Act Campaign le 2 mars 2016. Notre devise : « Nous ne sommes que des gens ordinaires, mais nous refusons l'idée de rester sans rien faire. » Nous mobilisons des jeunes du Kalimantan central pour qu'ils et elles s'impliquent activement dans la lutte contre les feux de forêt et les fumées toxiques. Ces incendies ont éclaté chaque année ces vingt dernières années.

Tandis que notre mouvement grandissait, nous nous sommes concentré·e·s sur la nécessité de sensibiliser le plus grand nombre dans la région de Palangkaraya, la capitale du Kalimantan central, et les îles environnantes pour informer les gens sur les phénomènes climatiques qui affectaient nos vies. Nous avons organisé des séminaires, des projections de films, des débats au sein de 27 communautés, écoles et universités. Nous avons souligné l'importance de l'engagement des jeunes dans ce mouvement. Nous avons recueilli des histoires et réalisé des vidéos pour éduquer et convaincre.

Au-delà de ces missions de sensibilisation, nous avons assuré l'entraînement de 28 jeunes volontaires pour les faire entrer dans la Brigade des jeunes sapeurs-pompiers. Ces jeunes sont désormais en mesure d'intervenir immédiatement quel que soit l'endroit où survient un incendie. Nous avons aussi mis en place un service d'aide aux victimes des fumées toxiques en distribuant du matériel (des masques et des bouteilles d'oxygène), en proposant



Emmanuela, à gauche sur la photo, lors d'un entraînement de jeunes pompiers volontaires.
© Emmanuela Shinta

une assistance médicale avec des médecins et des infirmier·e·s de la région, et nous avons construit un abri contre la fumée qui peut sauver jusqu'à 40 adultes et 60 enfants.

J'ai eu l'honneur de représenter Youth Act Movement à des événements nationaux et internationaux. Mon documentaire sur les incendies, les fumées toxiques et Youth Act Movement, intitulé « Quand les femmes luttent » a été projeté au Freedom Film Festival de 2016 à Kuala Lumpur, et à l'ASEAN People Forum de 2016 à Dili, au Timor oriental.

Notre mouvement ne s'arrêtera pas tant que le Kalimantan central ne sera pas libéré des feux de forêt et des fumées toxiques. Le changement climatique existe ! Le Kalimantan était autrefois un des poumons du monde, mais il est devenu l'un des plus gros contributeurs en oxyde de carbone. Cela me touche directement car c'est ma terre natale, un endroit où mon peuple, les Dayaks, vit. Nous, les indigènes, connaissons depuis longtemps cet environnement et nous dépendons de la forêt. La perte, c'est perdre notre culture et notre identité et c'est pour cela que nous luttons pour sa préservation. •

Emmanuela SHINTA a 25 ans. Réalisatrice et militante, elle a mis ses compétences au service de la lutte contre le changement climatique et a contribué à fonder le mouvement Youth Act Campaign en Indonésie.

@EmmanuelaShin



L'objectif de développement durable le plus important (ODD)

Zainab Yunusa promeut les droits des femmes et des jeunes ainsi que la santé et les droits sexuels et reproductifs. Elle est aussi engagée dans la sensibilisation des jeunes aux objectifs de développement et encourage leurs contributions individuelles pour réaliser des progrès impactant en matière de développement durable.

“**M**adame, vous avez de l'argent ou de la nourriture à me donner, moi faire la lessive pour vous” une voix retentit, me réveillant ce matin-là. La jeune femme vivait dans la maison d'à côté et offrait ses services de blanchisserie en échange d'argent ou de nourriture. Lors de cette conversation, j'ai découvert qu'elle était au chômage et qu'elle n'avait pas d'instruction. J'ai également réalisé qu'elle était mère de quatre enfants, dans sa fin de vingtaine et enceinte de son cinquième enfant. Son mari avait décidé qu'il était contre l'usage de contraceptifs et la laissait en supporter les pires conséquences. Son seul recours était de mendier et de faire des petits boulots pour se nourrir elle, ses enfants et parfois même son mari.

“C'est la somme de petits impacts qui conduisent finalement à un impact important et puis à des impacts majeurs.”

C'est pour cette raison que je me suis engagée comme bénévole pour le programme du Service citoyen international à Kwali, dans l'État régional d'Abuja au Nigeria. J'ai interagi avec les membres de la communauté et découvert que ma voisine n'était que l'une des millions de femmes victimes de normes culturelles, religieuses et sociétales répandues au Nigeria. La plupart des femmes reconnaissent qu'elles n'ont pas le contrôle de leur santé sexuelle et reproductive, et particulièrement de leur propre fertilité, ce qui invalide leur autonomisation. Il est en fait tabou pour certaines d'entre elles d'évoquer les questions liées au planning familial auprès d'une certaine partie de leur communauté.

Cette nouvelle découverte m'incita à de nouvelles actions. Même si je n'avais pas les moyens de retourner la situation financière des femmes de la communauté, j'étais déterminée à accroître la sensibilisation à la santé et aux droits sexuels et reproductifs au sein de la communauté dans les écoles secondaires.



Zainab Sunmisola YUNUSA, 24 ans. En 2017, j'ai rejoint l'équipe de bénévoles du Service citoyen international au Nigeria où j'ai découvert les objectifs du développement durable. Nous sommes un groupe de jeunes engagés pour la réalisation des objectifs mondiaux par la prise de conscience au travers d'activités domestiques, spécialement à l'attention des jeunes tout en promouvant la valeur des petits efforts individuels accomplis. @zainabzy_



L'objectif est d'avoir un nombre accru de filles et jeunes femmes de la communauté en état de prendre de meilleures décisions quant à leur santé sexuelle et reproductive et d'éviter qu'elles ne connaissent le même sort que la majorité actuelle des femmes de la communauté.

Mon équipe et moi-même avons visé les directeurs d'écoles secondaires et leur avons demandé d'informer leurs élèves en matière de santé publique et reproductive. La plupart des écoles ont rejeté notre demande en arguant à plusieurs reprises que les élèves (âgés de 16 à 20 ans) étaient trop jeunes pour être pervertis par des informations à caractère obscène. Après des réunions consécutives deux écoles ont finalement accédé à notre requête.

Lors de la Journée mondiale de la population de 2017, nous avons tenu des sessions de discussions et souligné les bienfaits du planning familial auprès d'environ 100 jeunes filles et garçons des écoles secondaires où nous nous étions rendus en visite. Cette session interactive révéla que les élèves connaissaient quelques méthodes du planning familial mais avaient peu de connaissances en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs. À l'issue de la présentation, un bon nombre d'étudiants étaient bien informés.

Nous avons également organisé un séminaire pour adultes (21 ans et plus) et à l'issue de la présentation, trois femmes ont décidé d'avoir recours au planning familial.

Dans la mesure où il est prouvé qu'il existe un lien entre une croissance démographique plus lente et le développement économique et la santé environnementale, je suis convaincue que ces femmes autonomisées ont indirectement contribué à la concrétisation de cet objectif de développement durable, y compris de mesures en faveur du climat.

Et donc, à la fin de notre stage, les nouveaux bénévoles se sont vus remettre les retours d'expérience et les rapports de recommandations pour les prochaines étapes afin d'assurer la pérennité de cette activité.

Un mentor a dit un jour: « C'est la somme de petits impacts qui conduisent finalement à un impact important et puis à des impacts majeurs! ». L'objectif de développement durable le plus important est tout objectif qui vous pousse à avoir le plus grand impact, peu importe la quantité de petits impacts que vous devez réunir dans le processus. •

Act for people, planet and profit

Le monde s'est fixé un objectif d'une audace incroyable en même temps que d'une absolue nécessité: parvenir à la neutralité carbone en 2050. Le temps presse, le diagnostic est connu, largement partagé dans le monde entier et pourtant l'humanité n'est toujours pas sur la courbe qui permettrait une limitation à 2 degrés du réchauffement climatique. Les émissions de gaz à effet de serre continuent de croître sur tous les continents, même en Europe. L'année 2018 a établi un triste record d'émission à un rythme plus élevé qu'en 2017, + 2,7 % contre + 1,6 %.

La montée des populismes inquiète et menace les objectifs de l'accord de Paris. Des mouvements de protestations, comme les gilets jaunes en France, interpellent les décideurs que nous sommes sur les conséquences du renchérissement des énergies fossiles, et à terme de leur fin, sur leur pouvoir d'achat et donc leur mode de vie et les mécanismes de solidarité, notamment territoriale. Des mouvements de jeunesse quant à eux demandent une action déterminée pour lutter contre le changement climatique et permettre que le monde que nous leur préparons demeure vivable.

On ne comprend pas ces mouvements si on ne les voit pas comme les deux faces d'une même pièce. Nous arrivons à la fin d'un cycle, celui au cours duquel l'humanité a massivement transformé les ressources naturelles, notamment les énergies fossiles, en richesses. Cela nous a ouvert les portes d'un développement sans précédent, à un coût écologique considérable. J'ai acquis la conviction que nous ne sortirions pas de la contradiction apparente entre fin du monde et fin du mois en continuant avec ce modèle. Un nombre croissant d'hommes et de femmes à travers le monde en sont conscients et changent avec les moyens à leur disposition, leurs consommations et leurs habitudes pour qu'elles reflètent leurs exigences éthiques et environnementales.

En tant qu'acteur du secteur de l'énergie, concerné au plus haut point par la question des émissions de gaz à effet de serre, il nous appartenait plus tôt et plus vite que les autres de faire cette transformation.

Notre modèle était de vendre de l'énergie et d'être rémunéré pour cela. Désormais, nous aidons nos clients à consommer moins, à consommer mieux et nous sommes rémunérés pour cela. Quand nous avons dit cela nous avons été pris pour des naïfs mais les résultats sont là. Le pari était que nous allions être préférés, préférés par le client, préférés par les talents, préférés tout simplement. En trois ans, - 50 % d'émissions de CO2, retour à la croissance, - 14 % en 2015, + 5 % en 2018 et une meilleure profitabilité. Il ne faut donc pas opposer l'intérêt général et l'économie. Common good et good business.

La crise climatique fonctionne comme un révélateur des fractures du monde. Elle les accentue et prépare d'autres crises, sanitaires, migratoires, sociales celles-là. Elle sert aussi de wake-up call. Chacun comprend bien qu'il faut changer de modèle. Ma conviction est que ce sont les entreprises qui comprendront cela plus vite que les autres qui développeront des modèles économiques plus respectueux des personnes et de la planète. Ces modèles sont *in fine* les seuls durables au sens écologique comme économique. Ce sont les 3P qui nous servent de ligne de conduite chez Engie.: planet, people, profit.

Les changements nécessaires pour aborder la crise climatique contribueront à réinventer nos façons de produire, de vivre, de nous déplacer, de nous loger. Ils contribueront à construire une société plus inclusive et respectueuse de tous et notamment des plus fragiles parmi les femmes et les enfants. •

Isabelle KOCHER est Directrice générale d'ENGIE.



“
Quand les
grands Groupes
s'engagent
”

Le renforcement de capacités au service de l'action climatique féministe

En 2016, Tosi Mpanu-Mpanu, président du groupe des pays les moins avancés à la CCNUCC, déclarait : « *On ne devient pas négociateur de la CCNUCC du jour au lendemain. Les processus de négociation internationaux ne sont pas faciles et les négociations de la CCNUCC sont particulièrement complexes [...] ce sont les débuts les plus durs. Mais si vous vous y prenez bien, vous pouvez faire un bon bout de chemin* ».

Il est essentiel de renforcer les capacités des institutions, des décideurs et de ceux qui travaillent sur le terrain aux niveaux international, national et local. Tous les pays en développement n'ont pas toujours les capacités suffisantes pour faire face aux nombreux défis posés par le changement climatique. L'importance de renforcer ces capacités à lutter efficacement contre les changements climatiques est reconnue depuis longtemps par les parties aux négociations, par le biais de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (1992), du Protocole de Kyoto (1997) et de l'Accord de Paris (2015).

Faire comprendre et défendre la place particulière des femmes dans le cadre des négociations climatiques n'est pas toujours chose aisée. C'est l'une des raisons pour laquelle le renforcement de capacités spécifiquement dédiées aux femmes est l'un des moyens les plus efficaces pour leur permettre de participer de manière équitable aux dialogues qui décident de leur avenir, dans leurs pays.

À la COP24 à Katowice, le Comité de Paris pour le renforcement de capacités (PCCB pour Paris Committee on capacity building) a créé une série de manifestations au Centre de renforcement des capacités et déployé des outils¹ via les médias sociaux, pour contribuer au renforcement des capacités aux niveaux national, régional et local.

L'article 11 de l'Accord de Paris fait référence au renforcement des aptitudes et des capacités des pays en développement pour leur permettre de faire face aux changements climatiques et intensifier l'action climatique mondiale. Le renforcement de capacités est également l'un des thèmes centraux du plan d'action sur le genre, adopté à la 23^e Conférence des Nations Unies sur le Climat (COP23). Ce plan d'action sera actualisé à la COP25 et verra le renforcement de la prise en compte de cette dimension.

Depuis plus de dix ans, l'Initiative Européenne pour le Renforcement des Capacités (ECBI pour European Capacity Building Initiative) veille à rendre équitables, pour les pays en développement, les négociations sous la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'ECBI applique pour cela une stratégie en deux axes : d'une part, former de nouveaux négociateurs, d'autre part, faciliter les interactions entre les négociateurs principaux des pays en développement et les négociateurs européens, et ce afin que les parties comprennent mieux leurs positions respectives et puissent travailler dans un climat de confiance.

1. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/PCCB_%20concept%20note_6Nov.pdf

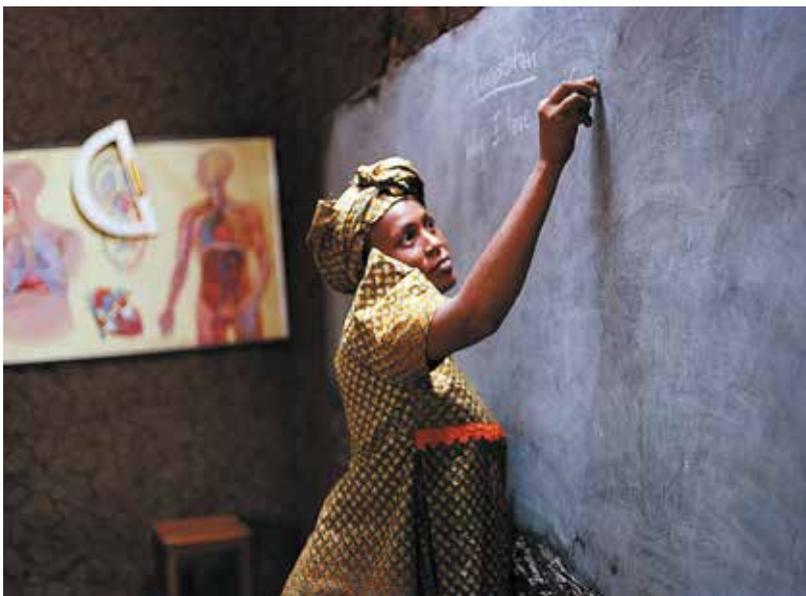


Emma LETELLIER, Point focal France Genre & Climat, Coordinatrice de l'équipe européenne de négociations climatiques (CCNUCC), Experte Genre et Biodiversité auprès de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB).

En amont de la 24^e réunion des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Environnement et changement climatique Canada et le Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères ont financé un atelier de renforcement de capacités sur les changements climatiques ² destiné aux femmes issues d'Afrique subsaharienne. Organisé par l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD), en partenariat avec l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO), ce projet visait à renforcer la capacité de femmes francophones dans les négociations climatiques internationales.

Ce projet s'inscrivait dans la lignée du partenariat franco-canadien pour le climat et l'environnement lancé par le Président de la République française et par le Premier ministre du Canada en avril 2018. Cet atelier a permis de développer chez une vingtaine de négociatrices francophones désignées par treize pays d'Afrique subsaharienne, des compétences et des outils d'aide à la négociation en vue de leur participation aux Conférences des Parties. Une seconde édition de cet atelier s'est tenue en 2019 à Kigali au Rwanda.

En mai 2019, sous présidence française du G7, le gouvernement français a lancé l'initiative GREAT² pour Gender Responsive Environmental Action & Training. GREAT est une coalition multi-acteurs, réunissant 13 pays développés et en développement, ainsi que plusieurs entreprises multinationales et organisations internationales. L'objectif de cette coalition est de proposer des actions concrètes pour réduire les conséquences du changement climatique sur les femmes. Trois axes d'actions ont été ainsi définis: le renforcement de capacités, la création d'un centre de données en ligne et la création d'un forum de discussion destiné au partage de bonnes pratiques.



La seule présence des femmes à la table de décision ne suffit pas à changer les préjugés culturels ou institutionnels. Il existe encore des signes visibles indiquant que les obstacles ne disparaissent pas une fois que les femmes ont rejoint la table des décisions. La participation des femmes doit être porteuse de sens pour que cela se produise. Cela implique une sensibilisation et une mobilisation dépassant la seule notion de genre. Les femmes doivent pouvoir agir et faire entendre leur voix pour influencer sur le changement dans tous les domaines de la prise de décisions, appuyées par le renforcement de capacités, les réseaux et l'accès aux ressources pour renforcer leurs connaissances et leur confiance dans le but de permettre une prise directe sur les changements de comportement dans les sphères de décisions. •

2. http://www.ifdd.francophonie.org/docs_prog18/nego18/Programme_atelier_negociatrices_dakar_19-10-2018.pdf

3. <https://www.elysee.fr/admin/upload/default/0001/04/aef56ee1e-55fe8a7bfea2aa833eb5be6ff643596.pdf>

Les ODD, c'est pas compliqué !

Le 1^{er} janvier 2016 entraînent en vigueur les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Véritables appels à l'action, ces objectifs visent à engager les nations à atteindre des cibles concrètes de prospérité et de protection de la planète à horizon 2030. Cette ambition mondiale peut cependant paraître loin des réalités quotidiennes des entrepreneur.e.s.

Intégrer les ODD à sa stratégie représente pourtant une véritable opportunité de croissance pour les entreprises: innover et transformer en profondeur son modèle économique, répondre aux nouvelles attentes de ses parties prenantes, donner du sens à son activité en ayant un impact positif sur la société et l'environnement...

À ce titre, Bpifrance, l'Agence Lucie, le Global Compact et B & L Evolution ont souhaité célébrer les quatre ans des ODD en créant un parcours e-learning ludique à destination des entrepreneur.e.s, reliant ainsi ODD, enjeux business et norme ISO 26000.

Bpifrance cherche à rendre ces objectifs internationaux plus accessibles aux entrepreneur.e.s. Nous sommes convaincus que les ODD sont un outil très pertinent pour la construction d'une stratégie RSE. Avec cette démarche et celle initiée dans le cadre de son projet « Demain », Bpifrance met tout en œuvre pour anticiper les mutations de l'économie dans ce monde de plus en plus complexe, afin d'aider les entreprises à décrypter les ruptures et les accompagner afin qu'elles s'y préparent au mieux. •

Depuis plus de 15 ans, le pôle fonds de fonds Afrique de Bpifrance soutient l'émergence du marché du capital investissement sur le continent et a réussi à allier performance financière et impact E & S positif. Fort d'une exposition à près de 25 fonds africains et 200 sociétés de croissance africaines sous-jacentes, le prochain véhicule, Averroès Africa, entend lever €100 M, notamment auprès de tiers privés sensibles à ce couple rendement/impact.

Isabelle Bébéar, Directrice des Affaires internationales, BPI France.



Retrouvez cet e-learning sur le site www.bpifrance-universite.fr

Philippe KUNTER, Directeur du développement durable et de la RSE chez BPI France ou sein de la direction stratégie, études et développement.

“
Des start-up
engagées
”



Des projets immobiliers au service du développement durable

En tant que dirigeante d'un groupe résolument engagé vers le développement durable, la question de l'impact du changement climatique sur les femmes et sur l'ensemble de la planète me touche tout particulièrement. Nous avons créé BARJANE, avec mon frère en 2006, avec la volonté de développer l'immobilier logistique de demain : des sites innovants et responsables, créateurs de valeur pour les clients et leurs collaborateurs, pour les territoires et pour la planète. Notre objectif est de créer des projets immobiliers vertueux, qui durent dans le temps et dont nous puissions être fiers.

Notre stratégie RSE s'est structurée grâce à des normes et des engagements que nous avons pris : l'ISO 14001 d'abord, puis le label Lucie, et dès 2015, BARJANE est devenu membre du programme Global Compact des Nations Unies pour soutenir les objectifs de développement durable proposés par l'ONU avec l'agenda 2030.

Les sites logistiques sont des bâtiments qui, par leur taille et leur activité, ont forcément un impact sur l'environnement mais nous avons à cœur, non seulement de limiter cet impact, mais de l'améliorer. Nous installons par exemple sur les toitures de nos bâtiments des centrales photovoltaïques, permettant de produire une énergie renouvelable sans consommer davantage de foncier. Grâce à nos

centrales en exploitation nous produisons aujourd'hui l'équivalent de la consommation électrique annuelle de plus de 4000 personnes.

Pour aller plus loin dans les actions sociétales, nous avons créé la Fondation d'Entreprise BARJANE, avec deux axes de travail : la nature et la cité. Nous soutenons des programmes de reforestation, de préservation d'espèces en danger mais nous réalisons aussi des programmes de développement de la biodiversité sur nos sites logistiques, sur lesquels nous organisons des ateliers de sensibilisation à destination des écoles.

Nous sommes convaincus que les entreprises ont un rôle essentiel à jouer dans la construction d'une société plus stable et plus durable, ainsi que dans la diffusion de nouveaux modèles économiques plus justes envers l'environnement. •

Ingénieur de formation, diplômée de l'Imperial College de Londres, **Julie BARLATIER-PRIEURET**, Directrice Générale de BARJANE, a débuté sa carrière en fusion-acquisition à la Société Générale. Elle s'associe à son frère, en 2006, pour créer BARJANE.



Le génie écologique au service de la biodiversité

Dervenn est une entreprise de génie écologique qui étudie, entretient et restaure des milieux naturels (zones humides, cours d'eau, milieux littoraux, tourbières, prairies...), aussi bien sur des espaces appartenant aux collectivités et acteurs publics que dans le cadre d'opérations d'aménagement privées. 50 % des postes à haute responsabilité y sont occupés par des femmes.

Nous promovons la gestion de la biodiversité par les acteurs locaux à chaque échelle : communauté ou ville, région, État, union d'États...

Nous encourageons ces mêmes acteurs locaux à développer des solutions de lutte et d'adaptation au changement climatique basées sur la nature, par exemple l'aménagement d'espaces végétalisés permettant de réguler les crues, de limiter l'érosion, de lutter contre l'effet îlot de chaleur...

La connaissance, la préservation et la valorisation de la biodiversité et des fonctions écologiques d'un milieu nécessitent

des expertises de terrain qui ne sont pas délocalisables. Elles forment la filière du génie écologique, avec des métiers en plein développement. La filière est jeune ; elle est présente de manière disparate dans les différents pays du monde, l'occasion d'en faire une filière avec une parfaite parité se tient devant nous.

Pour que les femmes et les filles soient des actrices de premier plan, face aux défis du changement climatique, des solutions basées sur la nature, encourageons-les à s'intéresser aux métiers de la biodiversité. •

Ingénieur agronome (AgroParisTech) **Rebecca BRIOT** est directrice adjointe de Dervenn, entreprise d'études et travaux de génie écologique.





Le digital pour autonomiser les femmes

Isahit est une plateforme intelligente socialement responsable qui permet à diverses femmes d'Afrique et d'Asie de réaliser des tâches digitales tout en étant rémunérées afin de réaliser un projet de vie comme continuer ses études ou devenir entrepreneur. Nous pensons que le travail est le

meilleur moyen pour redonner de la dignité et contribuer à réduire la pauvreté.

Isahit est une Tech For Good française qui propose aux entreprises une plateforme d'impact sourcing digitale en mode self-service ou via une interface programmatique (API), pour le traitement de tâches digitales ne pouvant être prise en charge par une intelligence artificielle.

5 % des revenus d'isahit sont alloués à un programme Isahit Help qui permet d'aider et de soutenir les plus défavorisées à travers l'éducation et l'aide à la connexion à internet.

Aujourd'hui isahit donne du travail digital à plus de 1000 femmes à travers 21 pays et a pour ambition de donner du travail à plus de 10 000 personnes d'ici 3 à 4 ans. •



Isabelle MASHOLA,
Fondatrice et Présidente d'Isahit



« Juste & Honnête » Des protections responsables

Jho, ça veut dire « Juste & Honnête ». Un mantra qui nous guide depuis le début et qui nous a permis d'accueillir une équipe de personnes à fond avec ces valeurs. Tout est parti d'un scandale, qui nous a fait réaliser que les protections hygiéniques sont des produits de première nécessité, pour toutes les filles et les femmes et que, pourtant, aucune réglementation n'existe dessus. On y retrouve ainsi des produits tout simplement interdits dans des gels douche mais qui pourtant entrent dans la composition des protections hygiéniques, en contact avec la partie la plus fragile et perméable du corps de la femme. L'idée de jho est ainsi née en septembre 2017, de deux entrepreneuses nantaises.

Nous avons commencé par écouter des femmes, beaucoup de femmes, de 13 à 50 ans, de tous les horizons. Elles étaient comme nous. Elles avaient envie de produits sains et rassurants, et d'une marque qui les respecte. Dans l'équipe jho, on se lève le matin en se disant que tous ensemble, on peut contribuer à changer le quotidien de femmes qui en ont besoin, en France et à l'étranger.

Comment vivre normalement quand on a ses règles et aucun accès à des protections hygiéniques ?

En Afrique, l'UNESCO estime qu'une fille sur 4 ne va pas à l'école pendant ses règles, conséquence du manque d'accès aux produits d'hygiène, mais aussi du tabou très fort qui entoure les règles, en particulier dans les milieux ruraux. Jho soutient le projet Girls Excel porté par l'ONG w4 au nord du Cameroun qui fournit des protections hygiéniques lavables et réutilisables pour apporter une réponse durable aux filles des communautés rurales et des camps de réfugiés. Les équipes de l'association forment aussi les femmes à la fabrication de ces serviettes hygiéniques, ce qui leur permet d'augmenter leurs revenus et d'acquiescer une indépendance économique.

Jho fournit des serviettes hygiéniques et tampons en coton bio à des femmes réfugiées qui vivent dans la rue ou dans des campements de fortune dans le Pas-de-Calais, via les équipes de l'opération Caminor de Gynécologie sans Frontières. Ces femmes ont quitté la pauvreté et la violence de leur pays, elles n'ont rien. Pour elles, les périodes de règles sont très compliquées et menacent leur santé car elles utilisent souvent des tissus qu'elles n'ont pas la possibilité de laver. À Abidjan, jho soutient l'association Cavoequiva qui recueille les jeunes filles, parfois encore des enfants, victimes de l'exploitation sexuelle ou de l'exploitation au travail. Enfin, jho est fier de soutenir l'ACARS, un foyer d'accueil d'urgence, basé à Saint-Étienne, pour les femmes et leurs enfants victimes de violence. •



Coline MAZEYRAT, Cofondatrice de JHO
et lauréate 2019 des [profit for non-profit]
Awards.



Une fois le constat partagé, il faut agir!

Chez Panafrica Shoes, nous avons construit un modèle d'entreprise soucieux de l'impact social, économique et environnemental à toutes les étapes de la fabrication de nos baskets. Pour favoriser les artisans locaux au Burkina Faso, nous avons choisi d'ouvrir un centre de tissage à Ouagadougou où les femmes sont formées à des techniques de teinture et de tissage qui leur permettent d'élargir leur savoir-faire. Nous travaillons à partir de tissus wax produits en Afrique et non en Chine (où il est trois fois moins cher) afin de permettre aux usines africaines de résister à la concurrence. Enfin, les baskets sont assemblées au Maroc dans un atelier respectant les

droits des employés et garantissant des emplois dans la durée. Nous reversons 10 % de nos bénéfices à des associations partenaires, c'est notre dimension « profit for non-profit » pour laquelle nous avons été remarqués à plusieurs reprises. •

Vulfran DE RICHOUFFTZ,
Co-Fondateur de PANAFRICA SHOES et Lauréat
2017 des [Profit for non-Profit] Awards.



« Plastic Odyssey » va faire le tour du monde grâce aux déchets plastiques pour promouvoir des solutions contre la pollution de l'Océan

Ce bateau n'est que la première étape d'un projet bien plus ambitieux. L'équipe vient de boucler un tour de France pour présenter leur prototype et promouvoir leur démarche afin d'attirer des sponsors pour financer l'étape d'après: un catamaran de 25 mètres pour réaliser un tour du monde de trois ans et sensibiliser les populations aux solutions de recyclage des déchets plastiques.

« Il n'y a pas un continent de plastique qu'il suffirait d'aller nettoyer avec un grand filet ».

Seulement 1 % du plastique reste en surface. Le reste se décompose en microparticules qui entrent dans la chaîne alimentaire avec des effets sur l'homme qui restent encore inconnus. On ne pourra pas nettoyer nos océans de nos déchets plastiques des cinquante dernières années. Par contre, nous avons une responsabilité collective à endiguer le flux et à amorcer la transition. En plus de la mission de sensibilisation, l'équipe de Plastic Odyssey planche sur la mise au point de machines « low tech » pour recycler les plastiques, dont une machine pour fabriquer de nouveaux objets à partir du plastique recyclé. Un autre système permet de transformer les déchets non recyclables en diesel et essence. « Nous broyons les plastiques pour les réduire en paillettes de 5 mm environ ». Les plastiques sont ensuite chauffés à 420 °C dans une première cuve qui va « casser les molécules et permettre leur évaporation ». L'étape de distillation peut alors

commencer. Pour 4 à 5 kg de déchets plastiques traités par heure, la machine permet d'obtenir 3 litres de carburant (75 % de diesel et kérosène, 25 % d'essence). La technique est déjà employée à l'échelle industrielle dans certains pays, mais « au lieu d'avoir une usine de plusieurs hectares, notre pyrolyseur fera la taille d'un conteneur maritime transportable. Et au lieu de 1 million d'euros, il en faudra une dizaine de milliers pour l'acheter ».

Nous travaillons également depuis plusieurs mois sur un capteur de tri simplifié, pour rendre possible le recyclage de plastiques à petite échelle, le tri étant la première étape dans le processus. Là encore, la réduction des coûts est potentiellement vertigineuse. « Notre objectif est d'être sous la barre des 100 euros, contre 15 000 euros pour les capteurs ultra-sophistiqués que l'on trouve dans les usines de recyclage européennes ».

Pour l'heure, l'expédition Plastic Odyssey est financée par des entreprises mécènes, et bientôt du sponsoring. Ensuite, →

Simon BERNARD, Fondateur du projet
Plastic Odyssey et Lauréat du concours Green
Tech verte du ministère de l'Environnement.
Sa devise: « Oublie que t'as aucune chance et
fonce ».



→ l'équipe veut créer une société qui pourrait commercialiser ses solutions de recyclage low tech. « Toutes nos machines seront en *open source*, c'est-à-dire que n'importe qui pourra nous copier. Nous voulons démontrer que ce modèle est économiquement

viable. À terme, je suis convaincu que ce sera la norme. Notre économie va progressivement basculer d'un modèle basé sur la concurrence et la compétitivité vers un autre, basé sur la coopération ».

WE4PLANET

<http://we4planet.fr>

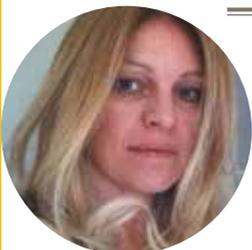
Pour relever le défi de l'urgence climatique, il faut s'engager à titre individuel et collectif, collaborer avec toutes les parties prenantes

Peu de choses ont changé depuis que nous avons commencé à prendre conscience de l'urgence climatique. D'ailleurs, en dépit des accords de la COP 21 et des alertes du GIEC et l'ONU, les émissions de carbone liées à l'énergie continuent d'augmenter dans notre planète (+1.4 % en 2017 selon l'Agence Internationale de l'Énergie). Plusieurs questions sont à se poser : est-ce possible de changer ou bien l'inertie du système est telle que la tâche est au-delà de nos capacités ? Avons-nous le temps de changer ou bien est-il déjà trop tard... ? Dans tous les cas, pour relever le défi, un changement drastique de nos modes de vie s'impose. Et ce changement, d'après mon expérience dans le développement de programmes d'accompagnement à la réduction de l'empreinte carbone pour écoles et grandes entreprises, n'est pas évident, même pour les plus convaincus. Ma conviction est que pour relever le défi de l'urgence climatique, et accélérer le passage à l'acte dans les solutions existantes, il faut absolument s'engager à titre individuel et collectif et collaborer avec toutes les parties prenantes. C'est pourquoi je me suis engagée dans plusieurs initiatives et invite les lecteurs de ce livre blanc à s'informer pour les rejoindre :

- À l'échelle de l'État, je soutiens, au travers mon implication dans l'**Association des Shifters**, les neuf propositions pour décarboner l'Europe de **The Shift Project**^[1] – un think tank guidé par l'exigence de la rigueur scientifique qui œuvre en faveur d'une économie bas carbone, qui s'est donné comme mission d'éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique, en France et en Europe.
- À l'échelle organisationnelle et individuelle, nous essayons, avec une petite équipe, d'apporter notre goutte d'eau avec le

développement de **WE4PLANET**^[2], une plateforme gratuite et collaborative, qui permet aux particuliers et professionnels de découvrir, partager et accélérer des milliers de solutions pour le climat et le développement durable. Les solutions sont réparties sur une dizaine de catégories : climat/énergie, économie circulaire, style de vie... Les utilisateurs, guidés par les algorithmes de recherche et les étiquettes, peuvent y découvrir, par exemple, des solutions comme Antismog, un boîtier qui permet de réduire jusqu'à 80 % les émissions de gaz polluants de n'importe quel véhicule, ou encore Veggup, une application qui accompagne ses utilisateurs vers une alimentation plus végétale et responsable avec des recettes personnalisées.

- En parallèle, j'ai créé **GREENTOPIA**^[3], une agence spécialisée dans l'accompagnement au changement, le conseil stratégique et la communication responsable. Avec cette structure, j'ai eu le plaisir d'accompagner, parmi d'autres, la **Fondation Nature & Découvertes**, qui œuvre pour la biodiversité, les **[profit for Non Profit] Awards**^[4], des prix qui récompensent depuis neuf ans les entreprises altruistes et responsables, ou encore l'**UNESCO** au travers les programmes de recherche appliquée que j'accompagne en tant que tutrice à l'**ISIT**, une école de management et relations internationales.
- Enfin, je suis membre actif et ambassadrice locale à Paris de l'organisation philanthropique **1 % for the Planet**^[5], un réseau international d'entreprises, associations et individus travaillant ensemble pour une planète saine et qui regroupe en France plus de 200 entreprises et 500 associations environnementales, et soutiens l'association à l'origine des initiatives autour de la thématique **Femmes Santé Climat**^[6]. Il faut dire qu'en tant que femme, mère et asthmatique, l'action de sensibilisation de cette dernière association, qui œuvre en partenariat avec l'**UNICEF**, me touche très fortement, car l'enjeu climatique est avant tout un enjeu de santé. Des milliers de personnes, dont des enfants, meurent chaque année à cause des pollutions et du dérèglement climatique. •



Marta RIEGOVILA est Fondatrice de WE4PLANET – plateforme de référence pour découvrir les solutions pour le climat et le développement durable, gratuite et collaborative – et GREENTOPIA – Agence conseil en stratégie et communication responsable. Elle est également engagée dans diverses associations agissant pour un monde plus durable.

LinkedIn: martariegovila - **Twitter:** @MRVStartUp, @We4Planet_ **Facebook/Instagram:** @We4Planet

1. THE SHIFT PROJECT, www.decarbonizeurope.org
2. WE4PLANET, www.we4planet.com
3. GREENTOPIA, www.greentopia.fr
4. Fondation Nature & Découvertes, www.fondation-natureetdecouvertes.com
5. [profit for Non Profit] Awards, www.profitfornonprofitawards.com
6. 1 % For The Planet, www.onepercentfortheplanet.fr
7. Association Femmes Santé Climat, www.climat-sante.org

L'excellence des femmes pour trouver des solutions aux défis de la santé, de la sécurité alimentaire, de la biodiversité et du changement climatique

Les femmes jouent un rôle clé dans la transmission des savoirs et le développement des sociétés. Renforcer leurs capacités et leur donner les moyens d'agir permet d'accélérer l'accès à l'éducation des enfants et des adultes, à la santé, au développement, à la démocratie.

Au cours de mes différentes fonctions à l'UNESCO, d'abord en tant que responsable du programme d'éducation à la Santé et au VIH/SIDA puis comme Chef de la section de la coopération internationale dans l'enseignement supérieur et des politiques scientifiques, l'égalité entre les genres, qui est une priorité de l'Organisation, a toujours occupé une place centrale dans l'appui aux politiques nationales d'éducation, de recherche et d'innovation scientifique pour le développement durable. La création de réseaux de femmes dans ces différents domaines est aussi vitale pour renforcer leurs solidarités et créer des espaces d'échange et de partage au niveau associatif ou universitaire. J'ai eu le privilège et le plaisir d'initier ou de soutenir des réseaux inter-académiques comme par exemple entre le Maroc, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Brésil sur la gestion raisonnée de l'eau par les femmes. Ces réseaux font partie des nombreuses Chaires UNESCO sur la problématique du genre, désireuses de partager leurs modules de formation et les résultats de leurs recherches.

Le Programme L'Oréal-UNESCO pour les Femmes et la Science que j'ai conduit au cours des cinq dernières années, met en lumière l'excellence et encourage des femmes scientifiques de tous les continents à continuer à faire progresser la connaissance pour trouver des solutions aux grands défis comme celui de la santé, de la sécurité alimentaire, de la biodiversité et du changement climatique. Seulement 28 % des chercheurs dans le monde sont des femmes. Nous nous privons ainsi d'une bonne partie des talents de l'humanité!

Auprès de la Commission Nationale Française pour l'UNESCO et de son programme de bourses UNESCO-L'Oréal, je contribue à promouvoir la place des jeunes femmes scientifiques de talent et à les encourager à poursuivre leurs recherches au niveau doctoral et postdoctoral. Les travaux de bon nombre d'entre elles sont porteurs d'espoir pour la lutte contre le changement climatique et leurs effets.

Je reste convaincue que les bourses et les prix pour les femmes, notamment à travers l'émulation qu'ils suscitent et les rôles modèles qu'ils créent, sont des instruments de politique efficaces dans la lutte contre le changement climatique. Je me réjouis de la décision de la Ministre de l'Environnement et Présidente de la COP 21, Ségolène Royal, de créer un Prix *Femmes et Climat en Afrique*. •

Sonia BAHRI a dirigé jusqu'en 2015 la Section des politiques scientifiques pour le développement durable et le Prix L'Oréal-UNESCO For Women In Science dont elle a été la Secrétaire Exécutive. Elle est actuellement conseillère du Président de la Commission nationale française pour l'UNESCO, pour les Sciences et le Développement Durable et membre du comité Scientifique du Programme Peace Studies (Lamsade-Université de Paris Dauphine).



“
Les Témoins
du Livre Blanc
”

Nous avons une chance formidable, saisissons-la !

Face à l'urgence climatique, nous avons une chance formidable, celle de pouvoir collectivement et individuellement encore agir pour protéger l'environnement et les générations futures. Saisissons-la.

Ne passons pas à côté de la COP22, une opportunité unique et irréversible pour le cours de l'humanité, à commencer par les femmes et les enfants qui sont les premières victimes du changement climatique. C'est une question d'avenir pour la vie sur terre, qu'elle soit humaine, animale ou végétale, c'est une question de justice mondiale vis-à-vis des populations des pays en voie de développement qui subissent les conséquences désastreuses du bouleversement environnemental dont nous sommes responsables pour l'essentiel, c'est une question de responsabilité collective vis-à-vis des générations en devenir.

Nul ne peut aujourd'hui ignorer les faits : le dérèglement climatique a un impact d'abord sur la santé des femmes et des



Nora BARSALI est Présidente de News RSE et du Club des Entreprises Responsables. Fondatrice des Trophées Défis RSE, Fondatrice du Collectif des Ambassadrices et Ambassadeurs de l'égalité.

enfants qui naissent confrontés à des problèmes endocriniens, des malformations de toutes sortes. La pollution influe sur les déterminants sociaux de la santé des populations affectant les conditions de vie quotidienne, l'eau potable, l'air pur, l'agriculture, la nourriture, le logement et tous les paramètres de sécurité, santé, bien-être, éducation qui en découlent.

Si rien n'est fait, on estime qu'à partir de 2030, c'est-à-dire demain, le changement climatique entraînera des dépenses de santé astronomiques, provoquera 250 000 décès supplémentaires par an, pour la plupart dans les pays en développement qui sont les moins préparés.

Les femmes sont aujourd'hui exposées quotidiennement à petite dose à tous ces risques, environnementaux, sociaux, sanitaires qui ont déjà un impact à court terme, car toxiques pour leur grossesse, et qui se prolongeront sur le moyen et long terme à travers leurs enfants.

Les femmes doivent donc prendre la mesure du changement climatique sur leur santé et agir en conséquence en se mobilisant à travers des associations, des démarches collectives, des réseaux sociaux. Avec la COP22 les femmes qui ont des responsabilités ont cette chance de se faire entendre, de se mobiliser, de changer le cours de l'humanité. Et c'est aux femmes que les générations futures devront leur avenir. Saisissons cette chance de nous inscrire dans l'histoire avec responsabilité. •

Égalité des sexes et développement humain

Au fondement de toutes les actions en faveur d'un développement durable, il y a la prise de conscience progressive que si les humains continuent à détruire systématiquement leur environnement, ils se détruiront eux-mêmes à terme. Comme le dit avec son humour noir le philosophe et écologiste engagé Yves Paccalet « *l'Humanité disparaîtra, bon débarras* ».

L'objectif du développement durable, c'est de poursuivre l'aventure humaine dans des conditions que nous estimons souhaitables pour nos enfants. Le respect des équilibres naturels, la gestion raisonnable des ressources de la planète, la lutte contre le réchauffement climatique et ses effets calamiteux, objet de la COP 21, sont essentiels. Mais fondamentalement, le développement durable exige une réforme de la pensée, une extension de ce qui distingue l'humain

du monde animé et inanimé : son niveau de conscience, son intelligence, la gestion éclairée de ses rapports avec la nature dont il est issu (nature veut dire naissance), de ses relations avec le vivant et avec l'ensemble des humains.

Le développement durable de l'humanité repose sur le développement de notre humanité individuelle et collective. Et parce que l'humain est toujours inachevé, il est perfectible.

Et il existe un formidable levier de développement, de dépassement des potentialités humaines : l'égalité entre les femmes et les hommes.

Comment notre part d'humain, pourrait-elle s'accroître, sans la multiplication des intelligences, dont la moitié est actuellement sous-exploitée ; sans la mixité, le métissage des idées et des expériences masculines et féminines ? Comment réaliser avec une vision borgne que nous sommes faits de masculin et de féminin,

qu'il n'y a de bien vivre possible que dans la solidarité des humains entre eux et avec leur environnement ? Comment promouvoir « la solidarité, seul remède à la complexité » comme nous le répète Edgar Morin, si nous ne sommes pas au départ solidaires et égaux entre sexes. Et dès lors comment résoudre les défis complexes contemporains, politiques, écologiques, économiques, sociaux ? Au Laboratoire de l'égalité, nous tentons de contribuer à l'intelligence individuelle et collective en développant une culture de l'égalité entre les sexes qui est non seulement juste et équitable mais profitable à tous. Nous concentrons nos actions sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, car l'autonomie économique est la condition de l'émancipation des femmes, du déploiement et de la validation de leurs compétences et de leurs talents.

Nous observons que malgré les différences d'échelle notre expérience est applicable aux pays moins favorisés que les nôtres. Ainsi l'accès à un travail ne suffit pas dans le monde entier à assurer l'égalité, les femmes ont beau être de plus en plus présentes sur le marché du travail, elles représentent la majorité des travailleurs pauvres (en France 70 %). Nous nous mobilisons donc sur les conditions nécessaires à une véritable égalité professionnelle : ÉDUCATION, formation, orientation, partage des tâches, mixité des métiers, égalité de traitement (notamment en matière de santé), de statuts, des salaires, éviction du sexisme au travail, déminage des stéréotypes archaïques⁽¹⁾ pour aider les femmes à conquérir l'égalité et à prouver qu'une culture de l'égalité est porteuse de solutions universelles.

« *Ne dites jamais que c'est naturel afin que rien ne passe pour immuable* » Bertold Brecht.

Qu'il s'agisse des pays occidentaux ou des pays pauvres, nous pouvons constater que le sexisme de genre a les mêmes racines, le POUVOIR aux mains des hommes, et la séparation arbitraire des rôles entre les sexes, (on sait qui occupe les plus valorisants). Les conséquences sont aussi universelles, à des échelles différentes

évidemment : grande vulnérabilité aux accidents de la vie et de la nature, précarité, pauvreté, pathologies, insécurité des femmes et des enfants, sexisme généralisé... Un atout quand même, dans ce cortège de handicaps, les responsabilités millénaires des femmes dans le domaine de la famille, de l'éducation, de l'alimentation, de la santé, leur rôle, en agriculture, en font des actrices majeures en matière de gestion des ressources et des partenaires éclairées pour les décisions qui engagent l'avenir de la planète et de l'espèce humaine, si elles ont accès aux instances de décision.

Les travaux des organisations internationales publiques et privées montrent que le degré de démocratie des pays est lié à celui de l'égalité des femmes et des hommes, que le niveau du PIB est corrélé avec l'éducation et la professionnalisation des femmes. Que parmi les sources de dégradation de la planète, la démographie et le creusement des inégalités économiques sont primordiales, ce qui devrait justifier la libre contraception et l'égalité économique.

La remise en question des rapports inégaux entre les femmes et les hommes qui structurent les sociétés depuis le fond des âges, sont une condition du « bien vivre » pour toutes et tous, du bon usage des ressources matérielles et immatérielles de la planète, d'un nouvel humanisme digne de ce nom. Ces rapports sont anciens certes, mais pas naturels contrairement à ladite sagesse populaire. Ils sont donc modifiables. Il faut les modifier. Nous y travaillons. •

1. Ces différents aspects sont traités dans les ouvrages de la collection Égale à égale. 14 titres à ce jour.

Annie BATTLE est membre du Laboratoire de l'Égalité. Codirectrice de la collection Égale à égale gérée en partenariat avec les Éditions Belin.



@SandyBeky

SANDY BEKY

Grandir à Madagascar

A Madagascar, le pays où j'ai grandi, la trajectoire des cyclones a été modifiée par les effets du changement climatique et leur nombre a quasiment triplé en trente ans. L'élévation du niveau de la mer, la perturbation des saisons et des précipitations menacent la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et les systèmes de santé publique.

Une situation qui place le pays en 5^e position dans la liste des pays les plus vulnérables au changement climatique (classement Maplesoft 2012). Une situation que connaissent nombre de pays pauvres dans le monde. Et au cœur de ces désastres naturels, des millions de femmes qui représentent 70 % du 1,3 milliard de personnes en situation d'extrême pauvreté. Elles portent, avec leurs enfants, le plus lourd fardeau des répercussions

économiques, sanitaires et sociales du changement climatique. Cette grande vulnérabilité à laquelle font face les femmes ne peut que m'interpeller parce que je suis moi-même une femme engagée depuis de nombreuses années dans ce combat que bien d'entre nous, dans nos pays respectifs, menons pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de la société. Cet engagement, je le mène depuis plus de dix ans à travers le réseau Professional Women's Network Paris dont j'ai été Présidente de 2013 à 2015 et plusieurs programmes que j'ai initiés et portés (*mentoring, reverse mentoring, executive shadowing*) pour accompagner le développement de carrière des femmes. Ces dernières années, j'ai fait une passerelle entre la nécessité de construire une société plus inclusive et plus mixte →

avec l'urgence de trouver les moyens de faire face aux enjeux environnementaux qui sont un défi humanitaire sans précédent. Je me suis spécialisée en économie circulaire, un modèle économique qui invite à repenser durablement les modes de production et consommation afin d'inscrire nos décisions, comportements et actions dans une logique de protection et régénération de l'environnement.

Sur cette passerelle, j'ai fait, en 2014, la connaissance de Caroline Dulac qui vendait de la maroquinerie, des sacs en tissus, et des articles de papeterie sur un marché. Intriguée par les différentes matières dans lesquelles sont faits les articles exposés, j'écoute Caroline me parler de Pottias, son entreprise écoresponsable et solidaire. Pottias récupère des bâches publicitaires, mais aussi des kilomètres de ceinture de sécurité et des kilos de chambre à air en provenance de casses de voitures et de l'industrie



Sandy BEKY est Présidente de KyoSei Leadership et dirigeante associée de IMV Management Partners, entreprises de conseil en stratégie leadership et économie circulaire.

automobile pour fabriquer ses articles de maroquinerie. Les sacs en tissus sont exclusivement fabriqués avec des chutes de l'industrie textile et côté papeterie elle m'apprend que pas un seul arbre n'est coupé! Le papier de ses carnets est fait avec de la bouse d'éléphants de Jaipur en Inde. Et le processus de nettoyage de la bouse d'éléphants se fait sans aucune addition de détergent ou de substance chimique. L'eau du nettoyage étant même réutilisée comme engrais dans les champs avoisinants. Un véritable cercle vertueux pour la passionnée d'économie circulaire que je suis! Mais ce qu'il y a de plus beau et plus fort dans ce projet entrepreneurial, c'est la collaboration avec des entreprises sociales indiennes dont le but est de favoriser la participation économique des femmes dans la société indienne, leur donner un emploi, un moyen de subsistance et permettre à leurs enfants de recevoir une éducation.

Caroline Dulac et ses partenaires sociaux en Inde sont un très bel exemple qui concilie une réponse économique, environnementale et sociale aux enjeux les plus critiques de notre planète en plaçant des femmes au cœur du dispositif.

Si les femmes sont les premières victimes du changement climatique, elles ont aussi un rôle fondamental à jouer dans l'adoption de modes de consommation, de gestion des ressources naturelles et de production durables et garants d'un meilleur environnement pour tous. •

Femmes Santé et Climat

Le changement climatique n'épargne personne sur son sillage... mais les impacts sont différenciés. Les populations les plus pauvres sont terrassées plus durablement par ces effets. Parmi le 1,2 milliard de personnes qui ont un revenu inférieur à un dollar par jour, 70 % sont des femmes¹. Productrices des productions des pays du sud de 60 à 80 %², les femmes sont les premières à devoir faire face aux phénomènes de sécheresse, désertification et inondations³. La planète se meurt, mais elle pourra renaître en accueillant d'autres vies. Quid des femmes qui y sont et meurent 14 fois plus que les hommes? Elles s'éteindront. Et avec elles, eux, un à un. Demain. À moins que chacune et chacun ne se saisisse de ce demain en devenir qu'est aujourd'hui, et décide d'agir. À échelle micro ou macro: toute action compte, et chaque grand projet a commencé par un petit pas. Wangari Maathai a commencé par planter un arbre, avant d'être lauréate du Prix Nobel de la Paix. Bien avant que son ONG Friendship n'atteigne les 800 employé.e.s et aide dix millions des personnes les plus touchées par le changement climatique, Runa Khan a voulu qu'une femme n'ait plus à choisir entre se guérir d'une cécité et nourrir ses enfants⁴.

Que serait devenue Runa Khan, cependant, sans moyens économiques? C'est un prêt qui a ouvert la porte à son devenir: des ressources économiques éclosent tous les chemins des possibles. C'est justement parce que l'*empowerment* économique des femmes est si fondamental à leur autonomie, leur pouvoir

d'action, leurs réalisations, qu'il est au cœur de l'engagement et du plaidoyer de Business Professional Women (BPW). À travers l'organisation de l'Equal Pay Day (EPD) chaque année, et les actions de sensibilisation concernant la faible présence des filles et des femmes dans les STEM (Sciences, Technologie, Engineering, Mathematics), BPW vise à enrayer les inégalités salariales, contrer la féminisation des métiers et promouvoir un égal accès des femmes aux métiers – en trois mots, atteindre l'égalité professionnelle.

À l'échelle mondiale, les deux tiers du temps de travail sont couverts par des femmes. Pour autant, seulement 10 % du revenu total leur revient. En possession de moins de 8 % des terres, elles reçoivent moins de 5 % des prêts bancaires⁵. Si elles avaient un égal accès aux ressources productives, elles augmenteraient la production agricole de 20 % à 30 %, permettant par là même de nourrir 150 millions de personnes en plus⁶. Plus généralement, si les salaires et l'accès au travail des femmes étaient égaux à celui des hommes, les femmes gagneraient 9 milliards de dollars au total, ce qui ensuite contribuerait à la réduction de la pauvreté, et à un développement plus durable⁷.

Il est temps que les femmes, pionnières de l'environnement, à travers la création de l'Agenda 21, adopté en 1992 au Sommet de la Terre de Rio, retrouvent leur place de premier plan⁸. Il est temps que de premières victimes, elles deviennent premières actrices des négociations climatiques sur le plan international. Que leur expertise en termes de connaissances de l'environne-

ment et de gestion des ressources naturelles soit enfin mise au service de ces négociations produirait un double objectif : les rendre forces de proposition en termes de stratégies d'adaptation au changement climatique ?

1. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/174000029.pdf>
2. <http://www.genreenaction.net/Femmes-de-mais-productrices-mais-victimes-de-la.html>
3. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/174000029.pdf>
4. <http://www.lejdd.fr/International/Runa-Khan-une-aristocrate-au-service-des-plus-pauvres-763645>
5. <http://www.adequations.org/spip.php?article363>
6. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/174000029.pdf>
7. <https://www.bpw-international.org/blog/categories/listings/leading-equality>
8. Dossier Femmes Environnement, par Égalité, Adéquations et Genre en action.
9. <http://www.onufemmes.fr/cop-21-les-enjeux-de-lintegration-des-femmes-dans-la-lutte-contre-le-rechauffement-climatique/>

Ce sera ensemble, femmes et hommes, que nous pourrons atteindre cet objectif. En m'impliquant au sein de BPW, j'ai apporté quelques débuts de pierres à l'édifice. Et vous, quel projet allez-vous porter ? •

Féministe et humaniste trilingue, Marie BOUCAUD est membre de Business Professional Women (BPW) et III^e Représentante de l'IFBPW (International Federation of Business Professional Women) devant l'UNESCO. Ancienne incubatrice de WoMen'Up, membre des équipes d'organisation du Women's Forum for the Economy and Society (2016) et du Forum JUMP (2017), Marie aime penser hors des sentiers battus et écrire, tout en créativité et mindfulness. Son credo ? « They didn't know it was impossible, so they did it. »



DANIELLE BOUSQUET

@dabousquet

06

Les femmes actrices de la lutte contre le dérèglement climatique

Dans notre plaidoyer « *Les femmes actrices de la lutte contre le dérèglement climatique* », nous avons souligné la nécessité d'intégrer l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes dans l'Accord de Paris, d'associer à parts égales les femmes dans les processus de décision internationaux (COP) et nationaux (Contributions NDC et Plans d'adaptation de chaque État), et de leur assurer un égal accès aux financements et aux nouvelles technologies. Le dérèglement climatique a des conséquences encore plus graves pour les femmes que pour les hommes dans les pays



Affiche du Ministère de la Santé de la République de Guinée. ©Yves Charbit.

en développement. Rappelons que la majorité des pauvres sont des femmes, elles représentent 70 % du 1,2 milliard de personnes vivant avec moins d'un dollar/jour dans le monde. Au quotidien, le dérèglement climatique affecte plus sévèrement les femmes pauvres que les hommes : la raréfaction des ressources naturelles allonge les trajets – il leur faut aller chercher l'eau et le bois toujours

plus loin –, augmente leur temps de travail et précarise leurs conditions de vie. Et, lorsque survient une catastrophe climatique, elles sont plus vulnérables, car elles ont davantage de contraintes (seules avec les enfants, analphabétisme...) : 80 % des victimes du cyclone Sidr au Bangladesh (2007) étaient des femmes et des filles. Dans les zones sinistrées ou frappées par les changements climatiques, les soins de santé et l'accès à la contraception sont souvent réduits à néant, entravant davantage la capacité des femmes à espacer les naissances, condition clé de leur autonomisation.

Reconnaître les femmes comme actrices de la lutte contre le dérèglement climatique. En dépit de ces obstacles et des discriminations qu'elles subissent, les femmes luttent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux impacts du dérèglement climatique : elles innovent sur tous les continents en recourant à l'agriculture de conservation (qui réduit les besoins en eau et engrais et fixe le carbone) ; en aménageant des réservoirs adaptés d'irrigation et d'eau potable ; en créant des chaînes complètes de recyclage des déchets, en mutualisant leurs savoirs et leurs modestes financements...

Et pourtant, leurs actions, souvent menées à l'échelle locale, sont peu valorisées et trop rarement financées. Actrices →

Danielle BOUSQUET est militante féministe et politique française, ancienne députée, Past-présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes.



→ méconnues de cette lutte, les femmes sont peu associées aux décisions à l'échelon national comme dans les négociations internationales. Les femmes seront d'autant plus efficaces qu'elles pourront être autonomes et exercer pleinement leurs droits.

La mobilisation des femmes et des associations féministes en amont de la COP 21 au Bourget a permis d'obtenir que figure dans le préambule de l'Accord de Paris la mention explicite du respect par les États de leurs engagements en matière de Droits humains [...], d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes. Par ailleurs, la nécessité de prendre en

compte le genre figure également sous les articles relatifs à l'adaptation et au renforcement des capacités. Le *Programme de travail relatif au genre* adopté à Lima a été reconduit et étoffé lors de la COP 22 à Marrakech pour deux ans, il faut lui accorder l'expertise et les financements nécessaires pour qu'il contribue à réduire les inégalités entre les sexes, valorise la contribution des femmes à la lutte contre les dérèglements climatiques et leur permette à la fois d'y participer et d'en bénéficier pleinement, à tous les niveaux, pour conforter leur autonomisation. •

Concilier performance financière et engagement sociétal

Le modèle friedmanien centré sur la création de valeur au seul bénéfice de l'actionnaire trouve-t-il ses limites dans le contexte actuel d'une finance durable qui se devrait de soutenir une croissance plus inclusive, plus respectueuse de l'environnement ? Les scandales sur les conditions de travail (drame de Rana Plaza au Bangladesh), le travail des enfants, l'inégalité des chances (pour 100 hommes promus, 79 femmes sont promues managers) ou les écarts salariaux hommes/femmes traduisent une montée des inégalités et porte la question sociale et la répartition de la richesse au cœur des préoccupations de notre société.

Quel rôle doit tenir la finance durable dans sa contribution à soutenir les entreprises responsables et engagées pour l'intérêt général ?

L'émergence des entreprises à mission, ou dite de « purpose » dans le monde anglo-saxon engage une voie nouvelle pour l'expression d'une ambition sociale auprès des parties prenantes.

Faut-il encore opposer les salariés aux actionnaires ? le facteur de production « travail » doit-il être considéré comme la seule variable d'ajustement ?

Pourtant, sélectionner des entreprises qui intègrent une ambition sociale forte et partagée pourrait délivrer plus de performance sur le long terme. De nombreux travaux académiques soutiennent cette thèse d'une meilleure productivité et performance de l'entreprise grâce à une plus grande mixité, un renforcement du bien-être des employés et de leur employabilité, des bonnes pratiques auprès de ses fournisseurs.

Pousser les frontières de l'ISR, dans l'investissement à impact pour distinguer davantage les sociétés dont le modèle de croissance intègre un impact social mesurable dans l'organisation de l'entreprise et auprès de ses parties prenantes permet donc de réconcilier la création de profit avec une croissance pérenne et plus juste.

Le double concept de rentabilité financière et extra-financière dépasse celui de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise. Ainsi, sélectionner des entreprises sur leur performance et leur impact social mesuré au travers de leur ambition sociale et d'indicateurs spécifiques d'impact social, ouvre désormais la voie de l'investissement à impact sur les actions cotées. Jusque-là réservé au monde de l'économie sociale et solidaire ou du Private equity, l'investissement à impact sur les émetteurs côtés élargit la responsabilité de la finance durable. •



Gérante actions pendant quinze ans sur les petites et moyennes valeurs, **Beryl BOUVIER DI NOTA** s'est résolument orientée vers l'ISR et tout particulièrement vers l'investissement à impact positif sur les actions européennes ces dernières années. Beryl est responsable de l'impact investing chez OFI Asset Management.

Le digital au service de la COP 21

Soutenir la COP 21, c'est envisager le futur avec conviction et s'appuyer sur l'intelligence collective pour sensibiliser les esprits et activer des solutions durables. De quels leviers disposons-nous pour agir ? De vous et du digital *of course* !

Le digital et les femmes sont les bras armés pour faire bouger les lignes ! Alors que Paris est en passe de rivaliser Londres avec l'ouverture en avril de la station F, profitons de ce super-écosystème bouillonnant pour sensibiliser chacune de ces start-up afin d'apporter une contribution active à ce grand projet.

Passons de l'idée à la mise en œuvre. Nos réseaux de femmes et mixtes sont autant de leviers à activer. Comment? Appuyons-nous sur le networking, activons ce puissant booster!

Précédemment Vice-Présidente du réseau Oudinot, membre active du réseau EPWN avec le Prix *Entrepreneur responsable*, j'ai eu le privilège d'interviewer Navi Radjou, co-auteur du livre *L'innovation Juggaad/Innovation frugale*, comment devenir ingénieux, créer des systèmes D, faire plus avec moins dans un environnement toujours plus complexe et contraignant.

Renault-Nissan, L'Oréal, Air Liquide... ont adopté cette démarche d'innovation disruptive et développé des solutions ingénieuses et respectueuses de notre environnement.

Mobilisons ce réseau et celui des start-up pour faire bouger les lignes. Qu'en pensez-vous?

Avec cet esprit agile, les entrepreneurs changent les contraintes en opportunités. Appuyons-nous sur ce magnifique réseau pour sensibiliser les décideurs, les collaborateurs pour mieux les impliquer. Hackons le système!

J'ai été auparavant Chief Business Officer de la start-up Never Eat Alone, une application mobile qui permet aux collaborateurs de grandes entreprises de déjeuner avec leurs collègues. Un véritable booster de décroisement et de convivialité. Et cela pourrait être également une belle occasion de sensibiliser les collaborateurs de grands groupes sur les enjeux de la COP21, voire de faire émerger des solutions nouvelles en mode disruptif pour accompagner l'agenda actuel. Bottom up en action!

Prenons l'exemple des smart cities porté par Gérard Mestrallet et poursuivi par Isabelle Kocher du Groupe Engie. L'idée est de concevoir le développement futur de la ville, et gérer de manière intégrée les flux d'énergie, d'eau, de déchets ainsi que la mobilité.

Les smart cities sont de véritables projets d'innovation urbaine et sociale dans le prolongement des solutions technologiques portées par les énergies renouvelables. Les smart cities de demain seront plus amicales, vertes et humaines. Elles s'appuieront sur une meilleure optimisation des ressources qui sont limitées et prendront en compte les besoins de chacun. C'est une invitation à l'économie du partage.

La digitalisation est un pilier des smart cities, elle ne remplacera pas l'humain mais le renforcera. En 2030, 60 % de la population mondiale vivra en ville. En 2025, 37 villes dépasseront les 10 millions d'habitants. La gestion des mégapoles est un enjeu crucial pour préserver nos ressources et améliorer notre mieux vieillir ensemble. Créer des partenariats innovants pour améliorer la qualité de vie des habitants. Sensibiliser les collaborateurs à ces enjeux sociaux et sociétaux permettra de créer des modèles de fonctionnements participatifs, plus inclusifs.

La réduction des consommations d'énergie et/ou des pollutions, la réduction des impacts environnementaux tout au long du cycle de vie des produits sont au cœur de nos enjeux de demain. Nos *digital native* sont prêts à bousculer leurs pratiques habituelles, et vous?

En vue de la COP 22, activons nos réseaux de femmes et d'hommes qui s'inscrivent dans une démarche citoyenne en intégrant la dimension économique, environnementale et sociale. •

Myra BRAGANTI a été associée de Marie Schneegans, créatrice de la start-up "Nevereatalone" une forte expérience en « Change management » et en « Digital transformation ». Elle est également ancienne responsable d'EPWN. Chief Business Officer de « Move your Body ».



@digital_ladies

MERETE BUJO

Sororité et solidarité: les Digital Ladies and Allies soutiennent le collectif « Femmes Santé Climat »

Les Digital Ladies and Allies (DLA) est une association fondée en 2018 composée de plus de 200 membres, femmes et hommes, engagés dans l'action et la promotion des femmes dans le numérique. En effet, la parité dans ce secteur est un levier d'autonomisation des femmes. Mais surtout, c'est un véritable accélérateur d'innovation pour notre planète dont l'urgence ne nous permet pas d'exclure 50 % de l'humanité pour créer les solutions globales!

Or, depuis une trentaine d'années, la parité dans les filières numériques se dégrade et seulement 33 % des salariés dans l'industrie numérique aujourd'hui sont des femmes, dont 75 % dans les

fonctions supports (RH, administration, finance, communication...). À terme, si la représentation des femmes ne progresse pas, nous courrons un vrai risque d'exclusion dans ce secteur, qui de plus est en manque de talents pour répondre aux enjeux. →

Merete BUJO, CDO BPCE et fondatrice du Do tank "Digital Ladies and Allies".



→ Comme le collectif « Femmes Santé Climat », l'urgence nous a poussés à agir à travers un *do tank* et la publication d'un livre blanc « *Mixité & Performance Numérique* » recueillant les propositions et best-practices de nos membres présentant quatre grands axes thématiques que sont l'éducation, la formation, la visibilité et l'attractivité. Il a pour vocation d'ouvrir le débat sur la place qu'occupent les femmes dans les métiers du numérique et d'agir pour favoriser la transformation des représentations actuelles, et cela dès le plus jeune âge.

Le changement climatique est une urgence pour l'humanité et les femmes en sont les premières victimes. Les DLA soutiennent via leur influence sur les réseaux sociaux les propositions et actions de « Femmes Santé Climat », car pour pouvoir accéder au numérique, les femmes doivent d'abord survivre ! Renforcer la visibilité et agir en solidarité et en sororité, ce sont les valeurs que partagent les DLA et le collectif « Femmes Santé Climat ». •

Les entreprises aussi ont un rôle à jouer

Entre 2030 et 2050, l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) estime à 250 000 décès supplémentaires par an dus au changement climatique en raison notamment de la malnutrition, du paludisme, de la diarrhée et du stress liés à la chaleur.

C'est un fait indéniable : le changement climatique augmente significativement les risques sanitaires et les problématiques d'accès aux soins et à la santé partout dans le monde.

Le changement climatique a déjà – et va continuer – à répandre les maladies vectorielles. Prenons par exemple le cas de la dengue, une maladie transmise par le moustique et qui provoque des fièvres et des douleurs osseuses et articulaires dont on recense 400 millions d'infections par an dans le monde. Au cours des cinquante dernières années, le territoire touché par cette maladie a été multiplié par 30, faisant passer le nombre de pays infectés de 10 à 128 et touchant ainsi une population totale de 4 milliards de personnes. Heureusement, après des années de recherche et de développement, le premier vaccin contre cette maladie est disponible.

Les allergies se développent également en raison de la pollution de l'air et cette pollution, selon l'OMS, est responsable de près de 3,2 millions de morts prématurées par an soit plus que le sida et le paludisme réunis. Par ailleurs, l'OMS évalue le nombre de personnes asthmatiques dans le monde à 235 millions.

Face à cette situation, les acteurs de la santé doivent se mobiliser pour rechercher de nouveaux médicaments ou solutions de santé pour combattre les conséquences sanitaires du changement climatique. La recherche et le développement est leur raison d'être, leur mission. Mais ils se doivent aussi d'être des acteurs exemplaires dans cette lutte, notamment par la réduction de leurs impacts environnementaux. Par exemple, de nombreuses entreprises de santé ont mis en place des politiques ambitieuses de réduction de leurs émissions carbone atteignant pour certaines une neutralité carbone.

Je fais partie de celles et ceux qui ont toujours défendu que chacun à un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique et que les entreprises doivent également se mobiliser, qu'elles soient petites, moyennes ou multinationales. Les entreprises sont des acteurs majeurs du développement durable au travers de leur politique de responsabilité sociétale.

En juin 2015, le *Lancet*, célèbre journal scientifique, publiait « *la lutte contre le changement climatique est une urgence médicale et la meilleure occasion de faire progresser la santé humaine pour les générations à venir* »¹, alors que tous les acteurs s'engagent et saisissent cette opportunité ! •

1. The Lancet, Health and climate change: policy responses to protect public health, <http://www.thelancet.com/journals/lancet/article>, Juin 2015.



Delphine CAROFF est Directrice des Affaires gouvernementales Biogen. Ancienne directrice Responsabilité Sociétale, les Entreprises du Médicament (Leem).

Climat, santé et femmes: un pari sur l'avenir

Les femmes marocaines qui ont traversé la frontière des deux millénaires ont connu des changements significatifs dans leur quotidien. Des droits inscrits dans des textes jusqu'à la loi suprême qui projette la parité, une maternité plus maîtrisée et un accès au savoir plus ouvert.

Le combat pour l'égalité n'a été ni facile ni aisé et il demeure un chantier en construction. Le réel et les textes ne convergent pas toujours et la quête pour plus de démocratie et un égal accès aux fonctions de pouvoir reste un pari sur l'avenir.

Le gage de l'avenir, c'est aussi la lutte contre la pauvreté. Elle touche majoritairement les femmes qui subissent, de plus, la contrainte du changement climatique.

Le relief au Maroc est accidenté et son climat est capricieux. Le réchauffement climatique a accentué l'exode rural et les clivages sociaux. Depuis la décennie quatre-vingt, traversée par des années de sécheresse, des femmes se mobilisent pour que leurs concitoyennes dans le rural et celles souffrant de précarité, restent dans leurs terres et puissent avoir les moyens de leur subsistance, quand la santé les y autorise.

Produire suppose une capacité physique; la santé est dès lors un capital précieux. L'insuffisance hydrique et la pollution provoquent des atteintes handicapantes privant les femmes de leur acuité visuelle.

En organisant les caravanes de santé, associant à notre action le savoir des médecins, nous avons réussi à rétablir des centaines de femmes artisanes dans leur fonction de productrices.

Le sud du Maroc est la région qui souffre le plus du changement climatique.

En 2001, c'est une autre caravane de notre association allant vers les populations de Taroudant et du Grand Atlas qui va mettre en place une alternative à la sécheresse reposant sur la solidarité et l'échange de bonnes pratiques pour revisiter les sources de richesse antérieure de la région.

C'est la rencontre avec une figure de l'humanisme, prêchant les valeurs de l'écologie et le retour à la terre nourricière, Pierre Rabhi, qui a permis de revaloriser l'arganier.

Cet arbre mythique renaît depuis cette rencontre entre féminin d'Orient et féminin d'Occident, donnant des ressources nouvelles à des coopératives de femmes, et son usage en cosmétique est la meilleure promesse aujourd'hui, non seulement pour la beauté mais aussi pour la santé.

De là est née l'urgence d'une réflexion-action sur les nouveaux métiers verts, le lancement depuis de l'agro-écologie a donné de nouvelles pistes de productions salvatrices. Les agricultrices, otages des caprices du climat, grâce à des formations et un accompagnement spécifiques, retrouvent la voie de l'égalité dans l'accès au marché et donc de la dignité.

De nos expériences, on retiendra que le réchauffement de la terre, fait de l'humain, ne trouvera de solutions que dans la solidarité sans frontières et sans discrimination basée sur le genre. Les femmes, gardiennes de la terre, ne peuvent être marginalisées des processus de décision, tant leur contribution est incontournable dans les stratégies d'atténuation.

Victimes premières des changements climatiques, elles restent les matrices d'une réconciliation entre la nature et l'homme. •



Sabah CHRAIBI est Présidente Nationale ESPOD (Espace Point de Départ), association marocaine pour la promotion de l'entreprise féminine.

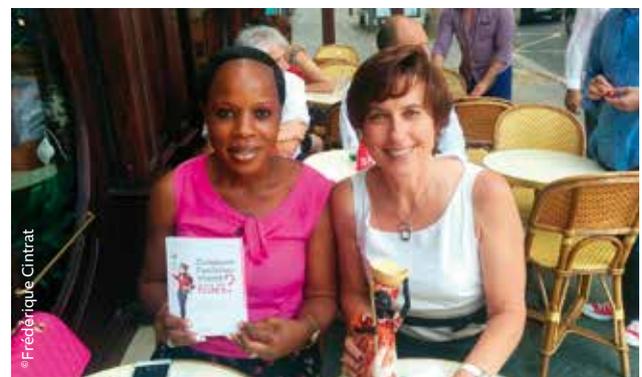
FRÉDÉRIQUE CINTRAT

www.axielles.com

Rencontre avec Anne Pélagie Yotchou du Cameroun

Parce que j'aime me dire que l'entraide, la bienveillance, l'ambition comme « désir ardent de réaliser » l'énergie sont partagées quels que soient les conditions et les lieux de vie, la culture ou le pays. Parce que j'aime penser que les femmes pourront ensemble, si elles s'unissent et agissent, contribuer à plus de solidarité, d'équité. Parce que les réseaux formels, informels et virtuels peuvent aujourd'hui contribuer à agir au-delà de son pré carré. Je salue l'action des réseaux, et m'associe avec fierté à ce livre blanc en tant que soutien entreprise au nom d'**axielles.com**, appli qui favorise justement les connexions professionnelles.

Le fonctionnement en réseau permettant des rencontres exceptionnelles, je voudrais vous faire part de celle que j'ai faite, depuis l'Eure-et-Loir, où je suis installée, en juin 2015, avec Anne Pélagie Yotchou au Cameroun. Nous avons fait connaissance par twitter. Nous étions sur la même longueur d'ondes dans nos publications sur la place des femmes dans la vie économique.



Elle m'a proposé que nous nous rencontrions lors de son passage à Paris, et là, magie du virtuel au réel, nous avons échangé des mots et des petits cadeaux, et elle m'a fait part des actions remarquables qu'elle menait à Yaoundé pour développer l'entrepreneuriat féminin au Cameroun. →

→ Voici quelques éléments de présentation que l'on peut retrouver sur le site de son association¹: « *Engagée pour le développement social et économique des femmes et des filles au Cameroun, Anne Pélagie Yotchou T. est une Entrepreneure sociale et experte en Genre et Développement/Justice transitionnelle. Elle est une des membres fondatrice de l'association Genre en Action. 'Pour moi, l'autonomisation des femmes et des filles est l'une des clés pour faire avancer la justice, l'égalité des genres et éradiquer les violences et discriminations sexistes. Vivement une culture mondiale des droits humains avec une approche égalité femme/homme'.* »

Avec son autre casquette d'informaticienne, Anne Pélagie conduit plusieurs programmes de formations aux TICs en vue



Frédérique CINTRAT est fondatrice de la start-up **axielles.com**, appli facilitatrice de **networking** professionnel. Conférencière et experte sur **l'ambition et les réseaux**. Auteure de **Comment l'ambition vient aux filles?** Ed. Eyrolles.

de familiariser les femmes leaders en milieu rural à l'informatique et booster leur participation dans la gouvernance pour un développement durable en tant qu'actrices principales dans leurs communautés. Actuellement, Anne Pélagie Yotchou coordonne l'organisation CEFAP-Ladies Circle qui est une synergie de femmes – et d'hommes aussi – ayant décidé en 2005 de se regrouper pour apporter leur pierre à la construction d'un Cameroun plus « juste, équitable et inclusif ». Leurs actions prioritaires sont l'avancement des droits sociaux, économiques et culturels des femmes et des filles, la justice, la promotion de la prise en compte du genre dans la gestion des communautés et le soutien multiforme aux femmes et filles en difficulté sociale.

Je voulais tout simplement, à travers ce billet, mettre en lumière Anne Pélagie Yotchou, et rendre un hommage à travers elle à toutes les femmes et tous les hommes qui agissent un peu partout pour contribuer à rendre notre monde meilleur. •

1. <http://cefapladiescircle.free.fr/>

Inégalités mondiales chez les femmes

Les inégalités sont mondiales surtout chez les femmes; le chômage et les impacts du changement climatique influent sur la santé des femmes. Différents points peuvent être abordés et nous tenons à mettre en exergue les deux sujets: « la santé et le travail chez les femmes » et « la paupérisation des familles ».

C'est en France que le temps partiel est le plus élevé en Europe. 30 % des femmes occupent un emploi à temps partiel contre 8 % d'hommes. Il y a le temps partiel choisi et le temps partiel subi. Le plus fréquent chez les femmes est le temps partiel subi d'où une forte précarité.

Ces femmes ont leur santé qui se dégrade compte tenu de leurs faibles ressources, d'où une paupérisation de ces familles. Elles consultent rarement un dentiste.

Également les familles monoparentales sont chaque année en augmentation; en 2016 il a été enregistré 2,6 millions de foyers monoparentaux (INSEE). Il est à noter que 85 % des familles monoparentales sont des femmes...

Selon la CNAM, les déclarations de maladies professionnelles des femmes dépassent celles des hommes.

→ Nos préconisations

- Ouverture de centre de soins = médecins + dentistes = dispensaires.

- Plusieurs enfants ne font pas trois repas par jour:
 - Aide aux femmes sur la nutrition des enfants (lutter contre l'obésité des enfants).
 - Visite d'un médecin, d'un dentiste dans chaque école, chaque lycée et consultation de tous les élèves afin de déterminer les urgences chaque année (il y a bien des infirmières des écoles).
- Inciter les employeurs à proposer un travail à plein-temps avec une aide pécuniaire pour l'employeur ou une aide pécuniaire aux familles monoparentales dans le besoin. •

ALICE BENHAMOU PANETTA - CNFF



Le CNFF se mobilise depuis plus d'un siècle pour que les femmes, 50 % de la population, obtiennent leur juste place et l'égalité dans le milieu familial, professionnel, politique et social. Il combat toutes les formes de violences dont elles sont victimes à travers le monde.

Préserver le littoral

Le réchauffement climatique est une réelle menace pour les populations vivant sur les rivages. L'élévation du niveau de la mer, la recrudescence des événements climatiques exceptionnels et la destruction des barrières naturelles telles que les récifs coralliens engendrent une progression plus rapide de la mer vers la terre.

Face à ce phénomène, les ouvrages de défense ne protègent plus. Parfois, ils sont détruits, parfois, ils accélèrent la destruction des côtes. Or, c'est la côte qui nous protège par l'intermédiaire de la plage, de la dune, des marais et lagunes.

Mon engagement est de reconstituer ou renforcer ces espaces littoraux pour qu'ils puissent protéger les biens et les personnes. Les maisons, les outils de travail, mais également les conduites d'eau potable, les câbles de télécommunication, les routes, etc. sont menacés. Les populations ont peur. Les conditions de travail sont rendues difficiles : par exemple, comment continuer l'aquaculture dans une lagune exposée aux houles en raison de la destruction du cordon dunaire ?

Le repli en urgence est parfois impératif. La femme, bien souvent au cœur de ces activités, est directement concernée. Dans ce cas, elles doivent faire face à des conditions de vie encore plus difficiles, notamment, pour réinstaller leur famille.

Contre la nature est inutile, il faut l'accompagner en renforçant les espaces côtiers dans leurs fonctions de protection. Les houles pénètrent moins rapidement dans les terres lorsque la plage est large, dotée d'un profil incliné et d'un stock sédimentaire suffisant ! Si le repli doit parfois être envisagé, des solutions de protection existent.

Je me suis engagée à les développer, les mettre en œuvre et à en informer les populations.

L'enjeu, aujourd'hui, est de communiquer sur les modes de gestion du littoral afin d'arrêter les mauvaises pratiques (prélèvement de sable pour la construction, artificialisation des littoraux) et de protéger populations et infrastructures de manière pérenne et durable.

Protéger les femmes, renforcer les moyens éducatifs, sensibiliser le grand public et les décideurs sont le gage de la réussite de notre projet. •



Béatrice CORNIC est dirigeante de la société Espace Pur. Lauréate des Concours Clean Tech Open France 2013 et Femmes et Entreprises en Bretagne 2012.

Charte Femmes & Climat du Women's Forum

Le changement climatique a un impact disproportionné sur les femmes : elles représentent environ 80 % des réfugiés climatiques actuels et ont quatorze fois plus de risques de mourir que les hommes lors de catastrophes liées au climat.

Je souhaite que les femmes ne soient pas que des victimes passives du changement climatique mais puissent être pleinement actives et apporter leur valeur ajoutée et leur impact.

D'ailleurs, 75 % des femmes (versus 57 % des hommes) pensent que des changements majeurs de nos modes de vie sont nécessaires pour lutter efficacement contre le changement climatique.

Pour cette raison, « femmes et climat » est l'une des thématiques majeures sur lesquelles le Women's Forum est investi depuis longtemps.

Je suis fière cette année d'avoir lancé les 26 et 27 juin derniers à Kyoto, 22 ans après la signature du Protocole et la veille du G20 la « Charte d'engagement pour les femmes et le climat ».

Cette charte démontre l'impact que les femmes doivent avoir à tous les niveaux, individuel, corporate, institutionnel →



Indonésie, 2007. Le 6 février, un garçon utilise ses chaussures pour pagayer dans un flotteur improvisé, dans les eaux boueuses de Jakarta, la capitale. L'eau est contaminée par des eaux usées, des déchets et des déchets chimiques. ©UNICEF/UNI46670/Estey

→ et politique pour contribuer pleinement à l'accélération de la transition vers une économie plus verte et plus inclusive

Cette charte est le résultat des travaux menés par le Daring Circle (groupe de travail du Women's Forum) sur les Femmes et le climat, porté par la BNP Paribas et l'Oréal, accompagné par KPMG en association avec EcoAct. Cinq leviers clés pour faciliter une action climatique plus inclusive ont été identifiés :



Chiara CORAZZA est Directrice générale du Women's Forum. De nationalité anglaise et italienne, elle est diplômée de Sciences Politiques, et titulaire d'un doctorat en droit. À son arrivée en France, elle est nommée Directeur des affaires internationales de la Région Ile de France (1985-2002), puis Directeur Général de Paris-Ile de France Capitale Économique (2002-2016). Elle est également membre du Conseil d'Administration de la RATP de juillet 2014 à juillet 2019. Elle a été décorée Chevalier de la Légion d'honneur par Christine Lagarde (2009).

- Atteindre en 2030 la parité dans les instances de décisions liées au climat,
- Sensibiliser toutes les générations aux interactions entre genre et climat et favoriser l'accès des femmes et des filles à l'éducation et aux métiers de la transition écologique,
- Faciliter l'accès aux ressources essentielles pour permettre aux femmes de s'engager pleinement en faveur du changement climatique,
- Intégrer les données et considération de genre dans le développement de politiques climatiques inclusives,
- Financer et développer des solutions sociales, économiques et technologiques qui visent à passer l'action climatique à échelle en y intégrant l'égalité femmes.

Vous partagez les mêmes valeurs, ambitions et objectifs ? Engagez-vous en signant ICI la Charte (à titre personnel ou au nom de votre organisation).

Le climat est au cœur des débats du Global Meeting du Women's Forum qui se tiendra à Paris du 20 au 22 novembre 2019. •

Autonomisation et planification familiale : le cas français de la contraception d'urgence appliqué aux étudiantes

Informé sur les risques de grossesses non désirées et sur la contraception d'urgence, une mission de santé publique, relayée par une mutuelle étudiante dans le cadre d'un partenariat à valeur ajoutée avec un laboratoire pharmaceutique.

Le contexte de la contraception d'urgence en France

→ **Les grossesses non désirées : un problème de santé publique**

En France, un tiers des grossesses ne sont pas désirées, deux tiers de ces grossesses non-désirées vont entraîner une IVG. En 2015, 218 100 IVG ont été réalisées. Le taux global d'IVG est stable depuis 2006, mais il évolue ces dernières années selon les âges avec une baisse pour les moins de 20 ans et une hausse pour les 20-24 ans. Pour 1000 femmes en âge de procréer, le taux moyen d'IVG est de 14,4, alors qu'entre 20 et 24 ans, ce taux est de 27. Chaque année, ce sont environ 2,5 millions de Françaises qui s'exposent à un risque de grossesse sans le souhaiter !

En France, 31 % des femmes fertiles, déclarent avoir eu au moins un rapport sexuel non protégé au cours des douze derniers mois. Cette proportion est de 46 % chez les 16-24 ans.

Dans le cas de l'absence totale de contraception, notons une méconnaissance assez générale de la réalité des périodes de

fertilité, considérant que la période à risque n'est qu'au milieu du cycle car l'ovulation a toujours lieu le 14^e jour. En réalité, seules 12 % des ovulations se produisent effectivement le 14^e jour. Aussi, en tenant compte de la durée de vie des spermatozoïdes qui est de cinq jours et de la variabilité de la date de l'ovulation, un rapport non protégé est un rapport à risque de grossesse quelle que soit la période du cycle.

Par ailleurs, 97 % des femmes en âge de procréer et ne désirant pas être enceintes utilisent une méthode de contraception (médicale ou non), pourtant les échecs contraceptifs sont fréquents ; l'étude *Fecond* de 2010 parle du paradoxe contraceptif français.

→ **La contraception d'urgence : une sous-utilisation en cas de comportement à risques**

Après un rapport sexuel non ou mal protégé (accident de préservatif, absence ou oubli de contraception), 28 % des femmes sondées disent n'avoir jamais pris une contraception d'urgence et 26 % déclarent l'avoir déjà prise mais pas systématiquement.

Ce recours non systématique à la contraception d'urgence après un rapport non ou mal protégé s'explique principalement par :

- Le fait que 51 % des femmes ne se sentaient pas en situation de risque car persuadées d'être bien protégées (quelles que soient les circonstances) ;
- 35 % n'ont pas pensé à la contraception d'urgence ;

- Et également, mais dans une moindre mesure, des freins psychologiques : crainte (à tort) d'un possible effet abortif de la contraception d'urgence, d'un risque potentiel de stérilité, d'un impact négatif sur la santé...

La connaissance de la contraception d'urgence et des situations à risque de grossesse non désirée est donc essentielle pour optimiser le recours à la contraception d'urgence et limiter le nombre de grossesses non désirées.

→ **Les progrès induits par les politiques publiques en faveur d'une meilleure information et prise en charge de la contraception d'urgence**

La contraception d'urgence orale permet d'éviter une grossesse non désirée après un rapport sexuel non ou mal protégé. Elle agit en bloquant ou décalant l'ovulation de manière à éviter la rencontre entre l'ovule et les spermatozoïdes pendant au moins cinq jours (durée de vie des spermatozoïdes), empêchant ainsi une possible fécondation.

Les pouvoirs publics ont défini en matière de recours à la contraception d'urgence un cadre facilitant l'accès à cette contraception et ont instauré sa gratuité pour les mineures. Ainsi, on peut se procurer la contraception d'urgence directement auprès du pharmacien.

Il n'est pas nécessaire de passer au préalable par un rendez-vous avec un professionnel de santé (médecin, sage-femme ou gynécologue) puisque le statut de ce médicament permet une délivrance gratuite et anonyme aux mineures, un remboursement si prescription sur ordonnance et une délivrance en non-remboursé en l'absence d'ordonnance. Filles et garçons peuvent se la procurer en pharmacie.

Le positionnement d'une mutuelle d'étudiants en relais des politiques publiques

→ **Le constat d'un recours à la pilule contraceptive en baisse dans la population étudiante**

Depuis sa légalisation en France en 1967, puis par sa large démocratisation et diffusion dans les décennies suivantes, l'utilisation de la pilule contraceptive semblait avoir atteint une certaine stabilité, en particulier dans la population étudiante. Nos enquêtes auprès des étudiantes montrent cependant une diminution de la proportion d'utilisatrices, entre 2009 et 2017 – de 62 % à 48 % pour les étudiantes SMEREP, de 64 % à 51 % pour les étudiantes françaises.

Ces chiffres sont cohérents avec ceux rapportés par l'enquête Fecond de 2010. Elle retrouvait une proportion de 63,5 % des femmes de 20-24 ans utilisant la pilule contraceptive. Accompagnée d'une baisse, inédite depuis 1967, de l'utilisation de

la pilule dans cette frange de la population, non totalement compensée par l'arrivée de nouvelles méthodes contraceptives hormonales, avec, semble-t-il une forte influence des conditions socio-économiques.

Au sein de la population lycéenne, l'usage de la pilule contraceptive reste peu répandu, et en relative diminution ces trois dernières années pour concerner, en 2017, 24 % des lycéennes franciliennes – 32 % en 2015 – et 30 % des lycéennes françaises interrogées – 31 % en 2015. Tandis que près d'un tiers des lycéens – 30 % des lycéens français et 33 % des lycéens franciliens en 2017 – déclarent être entrés dans la vie sexuelle.

→ **La question centrale de l'observance**

Il est intéressant de constater que la principale raison invoquée en cas de grossesse non désirée est l'oubli de pilule – 44 % – bien devant l'absence de contraception – 28 %.

Ces résultats suggèrent un important défaut d'observance vis-à-vis de la pilule contraceptive, pour laquelle un profond travail d'éducation thérapeutique s'avère nécessaire. L'efficacité de la contraception orale étant largement liée à une utilisation régulière, voire rigoureuse pour la pilule microdosée.

→ **Les progrès constatés dans le recours à la contraception d'urgence chez les étudiantes grâce à l'engagement des pouvoirs publics**

La France se distingue par son attitude avant-gardiste quant à l'accès à la contraception d'urgence, la « pilule du lendemain ». Il est observé, ces cinq dernières années, une explosion de la proportion d'étudiantes ayant eu recours à la contraception d'urgence – proportion passant de 18 % en 2011 à 45 % pour les étudiantes SMEREP sexuellement actives et de 15 % à 40 % pour les étudiantes françaises sexuellement actives, entre 2011 et 2017 – pour concerner aujourd'hui près d'une étudiante sur deux. Du reste, la contraception d'urgence semble s'être démocratisée et largement répandue dans la population étudiante, en parallèle de campagnes nationales d'information, notamment en 2012, s'articulant avec humour et empathie autour des risques les plus fréquents : oubli de pilule, accident de préservatif et absence de contraception. L'usage de la « pilule du lendemain » se répand également parmi la population des lycéennes, un quart des lycéennes déclarant y avoir déjà eu recours – 34 % en France et 33 % en Ile-de-France, en 2017.

→ **Une couverture complémentaire santé mise à disposition des étudiantes par la SMEREP facilitant l'accès à la contraception**

Dans le cadre de ses offres complémentaires, la SMEREP propose en particulier un pack « Vivre sa vie », prenant en charge, via un forfait annuel, les pilules contraceptives de dernière génération et les contraceptions d'urgence, dites « pilules du lendemain » →

Annie COUTAREL
est Directrice
générale
de la SMEREP.



Juliette RENAUVAND-PETIOT est
Directeur des ventes
et marketing, HRA.



Marie-Sophie HOUIS-VALLETOUX
est Associée
fondatrice
MX Conseil.



→ ainsi que les préservatifs. C'est, en définitive, pour la SMEREP un moyen d'assurer son soutien aux politiques de santé publique en matière de contraception, ainsi qu'un meilleur accès aux techniques contraceptives des plus jeunes.

→ **Une couverture complémentaire santé mise à disposition des étudiantes par la SMEREP valorisant l'information et l'éducation des jeunes**

En effet, si l'usage de la contraception en France est aujourd'hui massif, quel que soit l'âge des femmes, le nombre d'IVG reste à peu près constant, autour de 200 000 par an. La forte croissance des IVG chez les moins de 18 ans, observée au début des années 2000 s'est ralentie. Nos enquêtes réalisées auprès des étudiantes retrouvent ainsi une globale stagnation du recours à l'IVG ces dernières années, avec, en 2016, 6 % des étudiantes déclarant avoir déjà eu recours à une intervention volontaire de grossesse.

La puissance des partenariats entre les assureurs santé et les laboratoires pharmaceutiques au service d'une meilleure information, prise en charge, accompagnement des patients/assurés

→ **Un vaste débat autour de l'information, de l'accès, et de l'observance de la contraception**

La question de la contraception chez les étudiantes, en particulier par l'usage de la pilule contraceptive qui reste de loin le moyen le plus largement employé par cette frange de la population, fait état d'une situation complexe, regroupant trois principales problématiques.

- D'une part, on observe un défaut d'accès à la pilule contraceptive. De nombreuses voix s'élèvent en France, notamment au sein du planning familial, pour demander la vente sans ordonnance en pharmacie de la pilule, permettant ainsi une meilleure diffusion de ce moyen contraceptif. En particulier auprès de la population jeune chez qui, au-delà du problème des délais de consultation, une certaine « crainte » ou « gêne » peut exister et s'avérer un frein à la consultation d'un professionnel de santé. Le collectif « Libérez ma pilule » auquel participent notamment des pharmaciens, des médecins et le Planning familial, plaident pour une vente sans ordonnance des pilules, en particulier progestatives microdosées.
- D'autre part, nous l'avons vu, le défaut d'observance reste problématique. Dès lors, il est à craindre qu'une vente libre de la pilule diminue d'autant le temps d'éducation thérapeutique, ainsi que celui du dépistage gynécologique, la pilule étant largement prescrite par des gynécologues – pour 70 % des étudiantes SMEREP en 2015.
- Enfin, il existe une profonde détérioration de l'image de la pilule en France depuis les « scandales » sanitaires largement relayés par la presse ces dernières années. Le débat de 2012-2013 autour des pilules de nouvelles générations et des risques qui leur sont liés a touché des usagères qui ont toutes commencé leur vie sexuelle avec la pilule contraceptive, alors au centre du modèle contraceptif français. Mais les générations

les plus jeunes sont de moins en moins sensibles aux enjeux sociaux et politiques qu'a pu représenter la disponibilité d'une méthode de contraception sûre, permettant aux femmes, pour la première fois dans l'histoire, de maîtriser elles-mêmes leur fécondité.

Le débat semble par ailleurs avoir terni l'image sociale et symbolique de la pilule. À ce titre, en 2016, 22 % des étudiantes SMEREP et 16 % des étudiantes françaises interrogées par nos enquêtes ne prennent pas la pilule car elles considèrent qu'elle a un impact négatif sur leur santé. Tandis que 12 % des étudiantes SMEREP et 10 % des étudiantes françaises interrogées n'ont pas confiance dans la pilule contraceptive.

En définitive, la problématique de la contraception, chez les jeunes, reste plus que jamais ouverte et nécessite une large action d'information et d'incitation à la contraception mais aussi à la consultation gynécologique, auprès des étudiantes. Afin que celles-ci puissent s'approprier pleinement ce sujet si complexe et délicat que peut être leur contraception.

→ **Le partenariat HRA/SMEREP, un partenariat novateur, créateur de valeur**

Pour améliorer l'information et la prise en charge de la contraception d'urgence, HRA et SMEREP ont noué un partenariat innovant et à forte valeur tant pour les étudiantes que les lycéennes. L'assureur et le laboratoire ont associé leurs savoir-faire, leurs outils pour contribuer à faire avancer un sujet majeur de santé publique en capitalisant pour l'un sur l'accès privilégié à une population spécifique et pour l'autre sur la connaissance et les supports d'information autour de la contraception d'urgence.

Gageons que ce type de partenariat fera des émules pour développer les synergies entre industrie pharmaceutique et assurance au profit d'une meilleure prise en charge et information du patient/assuré. •

SOURCES

- DRESS Rapport 2016 n°0968.
- INED janvier 2015 : Magali Mazuy, Laurent Toulemon, Élodie Baril : « Population et IVG : un recours moindre à l'IVG mais plus souvent répété ».
- Étude Fécond 2010.
- Bajos N et al. Contraception : from accessibility to efficiency, Hum Reprod. 2003; 18 (5): 994 – 9.
- Wynn LL et Trussell J. Reducing unintended pregnancy in the United States, Contraception, 2008; 77: 1-5.
- Nappi R E. et al. Use of and attitudes towards emergency contraception: A survey of women in five European countries, The European Journal of Contraception and Reproductive Health Care, 2013; Early Online: 1-9.
- Sondage Harris Interactive pour HRA Pharma réalisé en ligne du 14 au 17 septembre 2015 auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population féminine française âgée de 15 à 50 ans selon la méthode des quotas.

La diversité dans toutes ses dimensions

ICADE a souhaité apporter son témoignage car le secteur immobilier a des impacts importants sur l'environnement, comme le changement climatique et la consommation de ressources naturelles. 25 % des émissions de gaz à effet de serre en France proviennent de notre secteur.

Pourtant, bien appréhender ces enjeux peut constituer un atout pour l'entreprise. Icade a ainsi inscrit l'environnement au cœur de sa stratégie RSE et s'est fixé des objectifs ambitieux pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et écologique.

En effet, le changement climatique altère la qualité de vie et la santé des êtres humains. Nous devons viser à enrayer le réchauffement et nous adapter pour en minimiser les impacts. Ainsi, nous nous engageons à réduire nos émissions, qu'elles soient liées à l'exploitation ou à la construction de nos immeubles, d'ici à 2020.

Pour y parvenir, nous avons mis en place un plan d'action volontariste centré sur la rénovation de nos bâtiments, les contrats de performance énergétique signés avec ses exploitants, l'utilisation de matériaux de construction sobres en carbone comme le bois, le recours accru aux énergies renouvelables et les partenariats avec des industriels leaders de la transition énergétique. Nous croyons également que le changement passe par les femmes. Une grande attention est accordée à la politique sociale pour promouvoir la diversité dans toutes ses dimensions.

Dans un secteur traditionnellement perçu comme masculin, Icade a pris, en 2015, la première place du palmarès de la féminisation des instances dirigeantes des entreprises du SBF 120. Nous sommes également engagés activement dans le Réseau Alter'Egales, devenu le réseau Mixité du Groupe.

Nous avons l'intime conviction que c'est en unissant nos efforts que nous parviendrons à lutter efficacement contre le changement climatique et à nous adapter pour en limiter les impacts sur notre santé et notre qualité de vie. •

Marianne DE BATTISTI est membre du COMEX d'ICADE, en charge de l'innovation, des relations institutionnelles et de la communication. Administrateur d'Entreprises & Médias, de la SCET et certifiée ASC (IFA 2012) et fellow de la RICS (Royal Institution of Chartered Surveyor). Elle est membre du cercle des femmes de l'immobilier, de l'association des directeurs immobiliers et Vice-Présidente d'Alter'Egales (le réseau des femmes cadres du Groupe Caisse des dépôts), Présidente du Conseil d'orientation de l'IEIF.



CHRISTOPHE DESGRANGES ET JIMMY ZOU

Être un acteur engagé

Les citoyens sont préoccupés par l'impact environnemental de leurs investissements. La transparence s'impose progressivement avec la régulation, le Parlement Européen vient de proposer une nouvelle classification des investissements responsables, excluant au passage le charbon et le nucléaire et favorisant l'agribusiness. La notation extra-financière dite ESG fait également l'objet d'une très forte attention, nos équipes ont d'ailleurs anticipé depuis plusieurs années ces sujets qui sont en forte résonance avec les Objectifs de Développement Durable.

La transformation des entreprises et de la société devra être plus rapide tout en étant réellement intégrée dans un environnement mondial complexe et instable, c'est notre mission d'y contribuer afin de réduire l'impact du changement climatique dont les conséquences sont déjà terribles pour les personnes les plus vulnérables.

L'avenir de la finance est vert et responsable. En tant qu'acteur majeur de la société dont la mission est de réconcilier économie, entreprise et société, nous nous engageons auprès de nos clients, de nos collaborateurs et de l'ensemble des parties prenantes à contribuer à une approche plus responsable et éthique de la finance. •

Christophe DESGRANGES, Partner PwC France, Financial services leader.



Jimmy ZOU, Partner PwC France, Financial services consulting and Insurance market Leader.



L'Approche Genre et l'Éthique pour une justice climatique

Le changement climatique est l'enjeu principal de notre époque. Certaines populations et États en subissent injustement les conséquences négatives, auxquelles ils n'ont pas contribué. Les femmes, plus vulnérables, sont encore plus fortement impactées par l'ampleur de ces perturbations écologiques qui menacent même leurs droits les plus fondamentaux. En effet, force est de constater que malgré les différentes conventions et accords internationaux en leur faveur, les droits des femmes continuent à se dégrader. La santé, la sécurité civile, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'égalité des sexes, la justice sociale et la justice climatique sont affectées.

Aussi, la poursuite d'activités humaines responsables du changement climatique et par voie de conséquence de l'aggravation des inégalités sociales et de la pauvreté, doit soulever des questions d'éthique de grande portée.

La réalisation du Développement Durable ne peut tenir compte que du côté technique, mais aussi du comportement éthique. Le concept de l'éthique écologique est à prendre en considération pour revoir les comportements de l'homme.

Les femmes, contrairement aux hommes, malgré leur endurance et leur capacité à assurer plusieurs tâches simultanément et malgré leur savoir-faire ancestral, rencontrent des difficultés à trouver des solutions face au changement climatique, non pas qu'elles ne savent pas ou ne peuvent pas le faire, mais c'est que leur essor et leur volonté d'agir et de contribuer sont ralentis par les divers stéréotypes, leur statut social, mais aussi à cause de la faiblesse des réserves dont elles disposent, de leurs difficultés à accéder à la terre et aux ressources, en plus des barrières qu'elles rencontrent quant à l'accès à l'information, à l'éducation et aux moyens de protection, ce qui met en péril leur santé, leur vie et par conséquent aussi celles de la famille et de la communauté tout entière !

La vulnérabilité des femmes est également due aux diverses tâches ménagères épuisantes, les lourdes besognes de l'agriculture et de l'élevage, les grossesses répétées et l'allaitement, qui exigent d'elles des prédispositions physiques, morales et physiologiques plus intenses et surtout une alimentation équilibrée et suffisante pas toujours disponible.



Aicha DETSOULI est professeur chercheur de Zoologie à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II. Présidente de l'association **Travive Greening Madinaty**. Présidente de l'association **Réseau Maillage Maroc**. Membre de **La Dynamique Femmes**. Membre de la **Coalition Marocaine pour la Justice Climatique**. Présidente de **Tous pour Rabat Ville Verte**. Vice-Présidente **ESPOD Rabat**.

Le droit des femmes à une vie et à une maternité saines est également affecté par le manque d'infrastructures adéquates, tenant compte de leurs spécificités. Dans plusieurs régions rurales, les filles passent leur temps sur les chemins accidentés à la recherche de l'eau, ou dans les forêts, pour ramasser le bois, au lieu d'être sur les bancs de l'école. De même, l'absence de centres de santé équipés et accessibles aux femmes est responsable de la mortalité infantile et de celle des femmes en phase d'accouchement, qui ont du mal à accéder aux soins urgents et nécessaires pour leur survie et la survie des nouveau-nés. Les femmes subissent trop de pression et trop d'injustice et c'est pour cela que, lors des catastrophes naturelles, les risques de décès des femmes sont 14 fois plus élevés que pour les hommes.

Au Maroc, malgré les initiatives louables (INDH, Nouvelle Constitution, Charte de l'EDD) qui ont été enclenchées par le Roi Mohamed VI, à la suite du combat permanent et intense des associations féminines en faveur de la réduction des inégalités entre les diverses tranches de la population, mais aussi entre les femmes et les hommes, le combat se poursuit toujours et le terrain est encore jonché d'épines.

Mon devoir de citoyenne militante me permet de contribuer, ma petite part, aux côtés d'autres femmes et hommes, dans les grands chantiers sociaux ouverts, à travers les différentes associations que je préside ou dans lesquelles je suis membre.

Des actions humanitaires variées sont menées pour la scolarisation des filles, l'alphabétisation des femmes, l'organisation de caravanes médicales variées, des consultations gynécologiques spécifiques aux femmes avec des dépistages du cancer du sein et du col de l'utérus, l'encouragement à la création d'actions génératrices de revenus, de coopératives et de micro-entreprises féminines, permettent de contribuer en fonction de nos possibilités à améliorer les conditions de vie de quelques familles.

À travers l'association **Travive** que je préside depuis 2010, **La Dynamique Femmes** et la **CMJC** (Coalition Marocaine pour la Justice Climatique) dont je suis membre, nous menons des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, ainsi qu'un travail de plaidoyer pour l'approche genre et la justice climatique.

Notre forte présence et participation à la COP22 à Marrakech a été construite dans la perspective de mobiliser les femmes et les hommes, pour prendre conscience des enjeux environnementaux au Maroc, en Afrique et dans le Monde, de renforcer les capacités des associations féminines, en plaidant pour le respect des droits humains et environnementaux des femmes et de contribuer à l'adoption de l'approche genre dans les processus de négociations des parties, dans la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique. •

Pour une nouvelle génération d'agricultrices en Afrique du Sud

Bienvenue au Cap Occidental en Afrique du Sud. Cette province réputée pour ses paysages paradisiaques et sa production agricole riche, traîne l'héritage d'un lourd passé ségrégationniste. Le Cap Occidental est en effet une des provinces les plus affectées par l'Apartheid, ce régime de marginalisation systématique des populations noires et de couleur. Aujourd'hui encore, ces communautés restent plongées dans un système d'inégalités et de pauvreté et leur accès à la propriété de la terre demeure difficile. Les jeunes de ces communautés entretiennent ainsi un rapport très conflictuel à la terre et n'aspirent pas à y travailler malgré le peu d'alternatives.

C'est au vu de ce contexte que nous avons décidé de mettre en place un programme destiné à sensibiliser les jeunes aux différentes opportunités de carrières dans le secteur agricole. Nous avons ciblé les jeunes filles en cours d'orientation professionnelle (de 14 à 18 ans) et issues des communautés noires et de couleur de la vallée du Lynedoch et de Stellenbosh. Si nous avons choisi les femmes, c'est parce qu'elles accèdent plus difficilement que les hommes aux ressources telles que l'eau, les intrants agricoles, la terre, le financement ou encore les formations. Ces inégalités les rendent d'autant plus vulnérables aux effets des changements climatiques qui déjà affectent la productivité et la rentabilité du secteur agricole du Cap Occidental. En nous focalisant sur les femmes, nous avons aussi fait le choix de l'avenir puisque ce sont généralement elles qui, dans ces communautés, s'occupent d'éduquer les enfants et de les nourrir. Leur rôle de chef de famille est d'autant plus important que le taux d'alcoolisme chez les hommes reste élevé à cause du Dop System. Ce système hérité de l'Apartheid, désormais aboli, permettait de payer une partie du salaire des agriculteurs en vin. Chez les femmes, cette pratique explique le niveau anormalement élevé du syndrome d'alcoolisme foetal dans le pays (14/1000 naissances).

Au cours des quatre mois qu'a duré le programme, les cinquante jeunes filles ont participé à plus de dix ateliers pratiques et ludiques en lien avec l'agriculture biologique; deux excursions dans le Cap Occidental afin de rencontrer directement des professionnels du secteur agroalimentaire; et une séance d'orientation et d'accompagnement pour saisir les opportunités de carrière dans ce secteur. Tout au long de ce parcours, les participantes ont été exposées aux concepts de base de l'agro-écologie, aux méthodes d'exploitation de la terre dans le respect de l'environnement et à l'importance d'une alimentation saine et diversifiée. Elles ont aussi rencontré des agro-entrepreneurs issus des mêmes communautés de couleur et ayant réussi à améliorer leurs conditions de vie grâce au secteur agricole.

Ce projet a été financé par le Youth Innovation Fund de la Banque Mondiale et réalisé conjointement avec le Sustainability Institute de Stellenbosh. Il a rencontré un véritable succès puisque 75 % des participantes ont affirmé vouloir poursuivre des études ou une carrière dans l'agriculture à l'issue du programme. Notre questionnaire final a aussi montré que les participantes estiment avoir augmenté de moitié leurs connaissances en agriculture biologique. Ce programme représente une première étape pour déstigmatiser le rapport à la terre et rompre le cycle de pauvreté des communautés noires et de couleur du Cap Occidental, en tenant compte du rôle primordial des femmes dans le respect du climat et de la santé. •

Sarah DIOURI est consultante polyglotte en Agro-Business, Banque Mondiale (Washington DC, USA). Spécialisée dans l'analyse des politiques agricoles dans 13 pays d'Afrique et d'Amérique Latine et la construction d'indicateurs agricoles mesurant l'efficacité des politiques publiques régulant le marché des intrants agricoles.



L'histoire du Trèfle Rouge

Un jour en voiture...

Un jour en voiture avec Maman et mon frère Gabriel j'ai vu un immense panneau sur une grande tour à Paris. Sur ce panneau, il y avait une photo d'un petit garçon le visage en colère les bras croisés et on pouvait lire: un cancer à 7 ans, sérieux? Sérieux maman? Mais comment c'est possible maman? et elle m'a répondu: « *c'est l'injustice de la vie ma chérie, nous avons de la chance d'être en bonne santé et nous devons soutenir la médecine pour guérir tous ces enfants* ». Et puis chaque jour que je prends le

bus, je vois des gens par terre dans la rue sous la pluie, le froid. Tous les jours à la maison mes parents reçoivent des courriers d'associations qui montrent des images insupportables: vous voyez ces enfants décharnés, entre la vie et la mort... À 3 ans? 2 ans? 10 mois... c'est une honte! Et du plus profond de mon cœur, je ne veux plus voir ça! C'est injuste que certains aient de l'argent et que d'autres non, depuis toujours je vois qu'il y a beaucoup d'injustice. →

→ Le Trèfle Rouge

C'est pour cela que je viens de créer une Association qui permet de combattre la pauvreté et de venir en aide aux enfants hospitalisés. Elle s'appelle le Trèfle Rouge. Le Trèfle: c'est la Chance et le bonheur pour tout le monde... oui tout le monde et Rouge car je pense à la Croix Rouge qui vient toujours en aide et soigne.

Ce que je vous demande c'est de ne pas garder tout votre argent pour rien. Si vous donnez, vous aidez et donc vous sauvez.

Je ne suis pas l'Abbé Pierre

Je ne suis pas l'Abbé Pierre, ni Coluche ou Sœur Emmanuelle. Je suis Gala et je préfère, moi Gala, 10 ans, sauver 10 enfants que personne. Sœur Emmanuelle a dit quelque chose de très important pour moi: écouter... comprendre... pour mieux répondre aux besoins des plus démunis et là tout est possible.



Gala, 10 ans, Présidente de l'association Le Trèfle rouge.

À tous les enfants

Moi chaque année pour mon anniversaire, je vais désormais demander à mes copains, à ma famille des dons pour mon association et avoir moins de choses qui envahissent ma chambre et qui ne me rendent pas plus heureuse. Si tout le monde faisait ça, alors le monde irait beaucoup mieux. La générosité n'a pas d'âge, nous pouvons tous donner. À tous ces enfants heureux dans leur vie je veux les inviter à donner un petit peu. C'est aussi cela le sens de la vie et c'est cela qui donne du sens à ma vie. Et ne me dites pas que c'est impossible! •

Interdépendance entre le droit des femmes et le développement durable

Les inégalités entre les sexes se manifestent dans tous les aspects du Programme pour le Développement Durable à l'horizon 2030 et de ses 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Une fille née dans un ménage pauvre (ODD 1) est soumise à un fort risque de souffrir de la faim (ODD 2), d'abandonner l'école prématurément (ODD 4), d'être forcée à se marier jeune et de connaître la violence (ODD 5), de manquer d'accès à une source d'eau potable (ODD 6) et d'énergie propre (ODD 7), d'être disproportionnellement affectée par les dérèglements climatiques (ODD 13) et la dégradation des écosystèmes (ODD 14 et 15) avec toutes les conséquences que cela implique pour sa santé (ODD 3) et sa sécurité (ODD 16).

À l'inverse, la réalisation des droits des femmes est aussi une solution aux grands défis du développement durable. Prenons l'exemple de l'agriculture. Bien que représentant plus de 70 % de la main-d'œuvre agricole dans certains pays, les femmes ont un accès bien moindre que les hommes aux terres, aux financements, à l'information, aux technologies et aux marchés. Un accès égal à ces biens de production pourrait accroître la production des agricultrices de 20 à 30 % dans la zone sahélienne. Cela permettrait de progresser en matière de lutte contre la pauvreté (ODD 1), de sécurité alimentaire (ODD 2), de santé (ODD 3) et d'éducation (ODD 4) car les femmes réinvestissent une part plus importante de leurs revenus dans ces domaines, d'autonomisation économique des femmes (ODD 5) ou encore de lutte contre les dérèglements climatiques car un accès sécurisé au foncier est une précondition pour encourager les investissements requis pour une agriculture résiliente au climat.

Des coalitions multipartenaires seront nécessaires pour intégrer la dimension genre dans la nouvelle génération de stratégies multisectorielles pour le développement durable (CDN, Plans 2030, etc.) et réaliser ces synergies. •



Yannick GLEMAREC,
Sous-Secrétaire Général des Nations Unies,
Past-Directeur Exécutif Adjoint
d'ONU Femmes.

« L'école de la philanthropie »

Je m'appelle Benoît Golitin et je suis professeur des écoles dans le 18^e arrondissement de Paris. L'année dernière j'ai mené un projet appelé « L'école de la philanthropie » avec le concours de la Ligue de l'Enseignement de Paris. Mon objectif était de permettre à mes élèves de découvrir l'engagement citoyen, de leur donner la volonté d'« aider les autres » de manière désintéressée.

Le parcours est composé de deux phases qui ont chacune plusieurs étapes.

- La première phase dite de « sensibilisation » leur a permis de découvrir la notion d'empathie : pour aider les autres, il faut déjà pouvoir se mettre à leur place. Nous avons regardé le film « *La petite vendeuse de soleil* » et débattu autour. Quelques jours après, avec l'aide d'une comédienne, les élèves ont joué des saynètes de théâtre dans lesquelles un personnage rencontrait des difficultés et où il fallait improviser la fin dans le but de lui apporter de l'aide.

Enfin, nous avons réalisé une revue de presse autour de six grands thèmes philanthropiques : la santé, la pauvreté et l'exclusion, l'éducation, les droits humains, l'environnement et l'art et la culture.

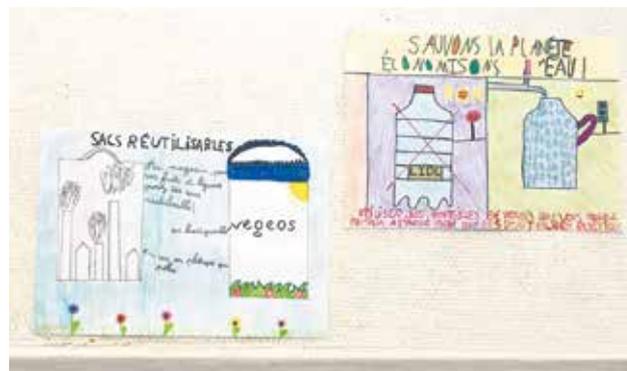
- À l'issue de cette première phase nous avons la possibilité d'en rester là mais les élèves étant très motivés, nous avons entamé la seconde dite d'« action ».

Il nous a d'abord fallu choisir un des six thèmes abordés lors de la revue de presse. J'ai donc demandé aux élèves de préparer des exposés sur le thème qui les touchait le plus puis la classe a voté et a sélectionné l'environnement. Il nous fallait donc mener une action philanthropique en faveur de l'environnement.

Ce thème étant très large, nous avons décidé de nous concentrer sur la question des déchets. Pour bien le comprendre, nous avons demandé à l'association Zero Waste de nous rendre visite et de nous expliquer les enjeux liés à la gestion des déchets et leurs actions.

Cette rencontre a été particulièrement riche et intéressante pour les élèves. Si bien que nous avons décidé de ne pas mener une seule action mais trois !

- Nous avons sensibilisé tous les autres élèves de notre école à cette question. Il s'agissait de leur enseigner les gestes de tri pour recycler les déchets mais surtout de leur apprendre à réduire les quantités de déchets produits. Les élèves étaient très fiers de leur slogan « *Recycler c'est bien, réduire c'est mieux !* ».



Ils ont passé beaucoup de temps et se sont énormément investis pour transmettre leur savoir de manière ludique à leurs camarades.

- Nous avons écrit à la mairie centrale et à la mairie du 18^e arrondissement pour leur demander la mise en place de composteur dans les écoles afin notamment d'y recycler la nourriture restante après les repas de la cantine.
- Nous avons également préparé des affiches avec des conseils « anti-gaspillage » que nous avons collées dans l'école ainsi que chez les commerçants du quartier. •

Benoît GOLITIN est professeur des Écoles, à Paris dans le 18^e arrondissement.



Les femmes sont les gardiennes de la Terre

Les femmes sont les gardiennes de la vie quotidienne des familles, de leur alimentation et leur sécurité. Elles sont les actrices incontournables de la sauvegarde de la Terre, de notre environnement, de ce qui constitue l'équilibre de notre planète, et assurent le bien-être de la société, c'est-à-dire celui de l'ensemble de l'humanité.

Qui se souvient qu'il y a bien longtemps, les femmes ont obligé les hommes à se sédentariser pour assurer une alimentation sécurisée pour leurs enfants, une vie de famille stable et des échanges sociaux pacifiques ?

L'évolution économique et sociale comme le changement climatique ont modifié la donne, mais le fondement du rôle des femmes reste le même.

Alors que les répercussions économiques, sanitaires et sociales du changement climatique modifient les modes de consommation, de recours aux ressources naturelles, d'organisation de la vie quotidienne, les femmes doivent se souvenir qu'elles sont les gardiennes de la Terre, et qu'elles doivent lutter contre toute atteinte à son intégrité, à sa capacité productive et aux effets du réchauffement climatique sur la santé des personnes, hommes, femmes, enfants.

Montée des océans, rétrécissement des terres émergées, aridité des zones autrefois fertiles, déforestation, bouleversement des sous-sols, urbanisation galopante propice à la montée des risques sanitaires... Le défi est mondial, les réponses sont prioritairement



Claude DU GRANRUT est Magistrate administrative et femme politique française, auteur de différents ouvrages dont « *Tous inachevés* ».

« Si la Terre ne peut plus fonctionner, nous périrons avec elle. » REEVES

dépendantes de l'action des femmes, de leur bon sens et du fruit de leurs expériences.

Qu'elles soient à la tête d'entreprises industrielles, employées de service ou caissières de supermarché, agricultrices (70 % des agriculteurs en Afrique sont des femmes), elles doivent assurer le bien-être alimentaire, social et environnemental de leur famille.

L'action des femmes devra s'exercer à la fois dans le quotidien et dans la prévision du long terme. C'est une nouveauté qui n'est pas insurmontable, car les deux sont liés. C'est pour assurer l'essentiel du quotidien qu'il leur faut porter leur réflexion et leur action sur la prévention des effets catastrophiques à venir : prévenir et modifier ce qui est encore contrôlable, organiser la réplique à ce qui apparaît comme dangereux et inéluctable.

Quelques exemples : mieux respecter l'équilibre du milieu marin, réglementation de la pêche, interdiction du rejet des déchets et protection des espèces qui vivent en milieu arctique et antarctique.

Pour les terres qui restent émergées, prévenir les effets collatéraux du réchauffement climatique : gestion des rivières, programmes d'irrigation, utilisation de leurs ressources énergétiques, développement des nouvelles sources d'énergie, soleil et éolien.

Réglementation des forages de toutes sortes qui défigurent les paysages et génèrent de la pollution. Arrêt des projets de déforestation par une gestion saine des besoins en bois...

Joindre les deux bouts de la chaîne, maintenir les cultures vivrières et autres, et maîtriser les éléments du désordre (inondations, tornades, feux de forêt, atteinte aux vies humaines). Et pour cela, utiliser les atouts que procurent les progrès de la technologie et de la communication et de la connaissance de l'univers pour les mettre au service de notre planète.

Reeves disait : « *Si la Terre ne peut plus fonctionner, nous périrons avec elle* ». C'est un appel raisonné qu'il nous fait, à nous, les gardiennes au quotidien de la Terre et de la vie qui se renouvelle à chaque génération. •

@GrossoCharlotte
www.onufemmes.fr

Les femmes, actrices du développement durable

Le climat est en train de changer rapidement et cela a des impacts dévastateurs sur l'écosystème. Dans les dix dernières années, 87 %¹ des désastres avaient une origine liée au changement climatique. Quand les averses ou la sécheresse arrivent, cela ne fait aucune discrimination entre les femmes et les hommes. Cependant, les effets du changement

climatique diffèrent selon le sexe et impactent majoritairement les femmes.

Cet impact différencié dépend de plusieurs facteurs. Premièrement, la majorité des personnes pauvres sont des femmes. Ensuite, les barrières à l'accès aux ressources naturelles, économiques et au pouvoir limitent la capacité d'adaptation des femmes au

changement climatique. Enfin, la répartition inégale des tâches domestiques (sécurisation de l'eau, de la nourriture et le *care*) entraîne une responsabilité majeure pour les femmes en cas de désastre naturel.

Cependant, les femmes ne sont pas seulement victimes du changement climatique mais de réelles actrices du changement. Les femmes ont des expertises qui peuvent être mises à profit dans la gestion des ressources naturelles, la réduction des risques et les stratégies d'adaptation.

Aujourd'hui, seulement 25 % des métiers verts et 12 % des ministres de l'Écologie et de l'Environnement sont occupés par des femmes. Il est nécessaire d'intégrer les femmes dans les espaces de négociation afin que leur voix soit entendue et prise en compte dans les stratégies d'adaptation au changement climatique.

QUELQUES MOTS SUR LE COMITÉ ONU FEMMES FRANCE

Le Comité ONU Femmes France soutient ONU Femmes, ses missions, ses messages et se fait le relais de ses actions sur le territoire français, en partenariat avec les associations, les universitaires et les institutions qui œuvrent en faveur de l'égalité des sexes. Le Comité est le relais des campagnes internationales menées par ONU Femmes (HeforShe et Orange Day) et développe des actions de plaidoyer, d'éducation et de sensibilisation du public. Il contribue à la mobilisation de ressources en faveur de programmes dans près d'une centaine de pays.

ONU Femmes promeut la participation des femmes aux instances décisionnelles à travers ses programmes phares. Placées en première ligne des négociations et des instances de pouvoir, les femmes apportent leurs savoirs dans la construction de solutions innovantes dans l'accès aux ressources renouvelables et dans la réduction des risques.

En tant que Vice-Présidente de Comité Français d'ONU Femmes, mon rôle est de porter ces messages auprès des plus hautes instances de pouvoir français et faire en sorte d'accroître l'engagement de la France auprès d'ONU Femmes.

Notre enjeu est donc double : d'une part promouvoir la place des femmes dans les instances décisionnelles en France afin de prendre en compte l'approche intégrée du genre dans les négociations sur le climat ; et de l'autre, faire en sorte que la France s'engage internationalement sur ce sujet. •

1. United Nations Office of Disaster Risk Reduction. Available at <https://www.unisdr.org/archive/42862>

En tant que membre du Bureau, **Charlotte GROPPPO** a notamment en charge le déploiement de la campagne HeforShe et la campagne Orange Day. Chercheuse sur les questions de politiques publiques et femmes immigrées, elle a travaillé sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes dans le secteur privé et dans une administration territoriale. Elle occupe aujourd'hui un poste de chargée de mission au Secrétariat d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes, et coordonne notamment la publication « *Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes – Chiffres clés* » du Ministère.



ISABELLE GUITTON ET ALRIC BARAL

Le moment est venu d'oser

Berceau des générations futures, conscientes de leur plus grande précarité les exposant aux aléas et menaçant leur santé, les femmes appréhendent les enjeux de changement climatique avec une vision souvent plus holistique et sur le long terme que les hommes.

Ce n'est donc certainement pas un hasard qu'un nombre croissant de femmes occupe désormais les devants de la scène pour inciter au changement dans la lutte contre le réchauffement : directrices de la RSE (responsabilité sociétale des entreprises), présidentes d'ONG, actrices de la sphère politique...

Dans notre réseau qui a pour vocation les échanges professionnels et le partage d'expériences depuis quinze ans, identifier des femmes pour parler du développement durable n'a jamais été un problème, bien au contraire. C'est un

sujet dont elles ont été les premières à s'emparer, notamment au niveau des entreprises et de la sphère politique. Rien n'était gagné d'avance. Non seulement les décideurs n'étaient absolument pas sensibilisés aux questions liées au climat (et ne le sont toujours pas assez), mais beaucoup d'hommes avançaient que le sujet n'intéressait personne, c'était un moyen pour les femmes de progresser dans leur hiérarchie. →

Isabelle GUITTON est Présidente de Femmes et développement durable, avocate chez Avistem et Alric Baral est Vice-Président de Femmes et développement durable, responsable communication et engagements sociétaux chez Generali.



→ Pourtant, quiconque s'est essayé à convaincre un climato-sceptique sait qu'il faut une énergie phénoménale pour ne pas avoir envie de baisser les bras – surtout si ce climato-sceptique est votre PDG, soutenu par son comité exécutif!

Saluons ces femmes qui osent, qui se battent. Saluons aussi ces hommes qui les soutiennent (notre association, ouverte aux femmes et aux hommes, peut en attester).

La question n'est plus de savoir si nous pouvons éviter les changements climatiques mais comment nous allons nous y adapter. Les femmes ont un rôle majeur à jouer car leur situation plus précaire dans le monde les rend plus vulnérables. Il faut alors oser y croire, oser aller de l'avant, oser vouloir changer. Les modifications des pratiques et des comportements pour un monde plus durable passeront par là. •

Militante, survivante, “taper sur le coin de la table”, colère des images...

Ma vie a changé le jour où j'ai foulé le sol d'un des territoires les plus menacés au monde, le Bangladesh. Je n'oublierai jamais le regard de cette petite fille réfugiée Rohingya au printemps 2014. Un regard lumineux et charbonneux gorgé à la fois d'enthousiasme à la vue d'humanitaires et d'un profond désespoir. Un désespoir sans doute encore plus profond que celui que j'ai pu vivre en frôlant la mort quelques semaines après cette rencontre avec cette ethnie, l'une des plus persécutées au monde. Ma vie dépendait d'une malformation cardiaque que des chirurgiens ont su prendre en charge à temps en me posant une prothèse en guise de valve. La sienne relève de décideurs politiques. En quelques mois mon problème de santé s'est pérennisé, le sien est toujours d'actualité et le sera sans doute encore malheureusement trop longtemps. Sa famille n'a pas d'avenir et le pays dans lequel elle survit est l'un des plus menacés au monde par la pauvreté du fait notamment des conséquences du dérèglement climatique. Née Rohingya, son avenir qui n'en est pas un semble déjà tout tracé du fait d'un immobilisme politique... et près d'un tiers des Bangladais, quant à eux, sont menacés par la montée des eaux qu'affecte notamment Dacca, la capitale, ville côtière victime d'érosion de plus en plus chaque année. Dans les terres ou sur le littoral, la population souffre, là-bas, ici et ailleurs. Mon cœur est révolté, bat plus que jamais la chamade avec cette envie de vouloir faire entendre la voie des plus vulnérables comme cette petite Rohingya. Élus, agissez! Agissez pour cette communauté, pour nos frères et sœurs citoyens d'autres contrées qui sont eux aussi victimes de cette machine climatique qu'affecte chaque année encore plus d'êtres humains et notre biodiversité. Cet attrait à l'humanitaire et à l'écologie est né petit à petit en moi en regardant évoluer les engagements humanistes de celui

qui m'inspire depuis mon enfance, Michael Jackson. Qui ne se souvient pas de ces images bouleversantes post-Éthiopie dans *Man in the mirror* ou de cet hymne solidaire international *We are the world*? Voulant comprendre ce qu'il se passait loin de mon quotidien confortable, j'ai eu envie d'aller sur le terrain et de comprendre les complexes problématiques humanitaires. Le dernier rapport du HCR estime qu'il y a plus de 65 millions de réfugiés dans le monde, soit la population du Royaume-Uni. Une tragédie mondiale stimulée par des conflits et des guerres ainsi que par le dérèglement climatique dont l'Asie est de loin la région la plus touchée au monde. Parmi ces déplacés, les réfugiés environnementaux occupent la première place en termes de nombre étant deux voire trois fois plus nombreux suivant les années.

Le climat est donc une problématique vitale de premier plan qu'il est important de prendre en considération par tous les chefs d'État du monde ainsi que chaque citoyen. Il n'y a certes pas de Plan B car il n'existe pas de planète B comme le soulignait très justement Ban Ki-Moon à l'approche de la COP 21. L'humanité doit donc s'affranchir dès à présent d'une vision long-termiste afin de préserver l'environnement et la qualité de vie de ses futures générations. Avec la révolution cognitive, l'Homo Sapiens a su s'émanciper et prendre le pas sur les autres espèces grâce à sa capacité de coopérer avec des masses d'étrangers pour aboutir à des objectifs communs. Aujourd'hui l'homme moderne, avec l'essor de nouvelles technologies, devenu connecté, performant et ultra-informé doit à son tour s'unir face à ce défi majeur du XXI^e siècle afin que notre planète soit plus que jamais durable et égalitaire pour la survie de chacun!

Au même titre que les peuples indigènes, les femmes dans la population active mondiale sont les premières victimes des catastrophes environnementales et pourtant, souvent vulnérables, elles font partie des pays les moins pollués. Les solutions durables existent, l'entraide internationale doit insuffler une intention plus conséquente sur leur protection pour la sécurité alimentaire et l'économie mondiale.

Agissons ensemble de manière solidaire et durable pour préserver Mère Nature et nos femmes! « *Quand on attaque la nature, on attaque les femmes* » Vandana Shiva.



Cyrielle HARIEL est Journaliste Green et Positive free-lance et chroniqueuse dans l'émission Ushuaia le mag sur Ushuaia TV. Fondatrice du blog www.cyrielleharriel.com Auteur du livre « *Faire battre le cœur du monde* ».

Il y a une féminisation de la pauvreté. Le changement climatique est synonyme de menace sur notre production agricole mondiale, notamment sur les cultures familiales souvent gérées par les mères de famille, donc les femmes. Au fil du temps les distances se rallongent, l'eau, le bois étant toujours de plus en plus loin... Les pays développés émettent, que ce soit de façon directe ou indirecte, des gaz à effet de serre... ce qui menace de facto les moins pollués mais sont en somme les premières victimes

de ce dérèglement climatique. Ils nous affectent tous mais ceux qui sont en première ligne sont les plus vulnérables et les moins pollués...

Il est temps d'agir et de tendre la main à nos frères – et surtout sœurs – humains afin de vivre dans ce même navire de façon plus durable et juste. Il faut dès à présent construire une économie plus humaine passant notamment par les femmes. •

ISABELLE HILALI

Méditerranée, tristesse et espoir

J'ai grandi au bord de la mer, et je suis attristée de voir l'impact de l'homme sur la Méditerranée. Les pollutions, le réchauffement climatique et la surexploitation font qu'il y a de moins en moins de poissons et de vie, des fonds marins dégradés, l'eau qui à certains endroits grignote année après année des lieux qui m'étaient chers. Comme elle est une mer fermée, la température de la Méditerranée augmente beaucoup plus vite que dans les autres régions marines. Une quarantaine d'espèces de poissons sont en voie de disparition. Beaucoup de choses que nos enfants ne pourront plus voir, toucher ou sentir.

C'est aussi une mer dans laquelle de nombreuses femmes et enfants périssent pour avoir voulu fuir un pays touché par des guerres ou famines, pour nombre d'entre elles liées aux évolutions climatiques...

Un des symboles visibles de notre pollution, ce sont les pailles qui figurent parmi les déchets les plus collectés sur les plages avec plus de 500 millions de pailles dans nos océans. Elles mettent entre 100 et 1000 ans à disparaître et sont recouvertes de produits toxiques. En France, la loi du 1^{er} janvier 2021 visant l'interdisant des pailles en plastique dans le secteur alimentaire, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Quel dommage que ce soit si lent... Dans certains pays, de l'autre côté de la Méditerranée, bien moins développés, on ne trouve plus de sacs en plastique

dans les magasins ou les marchés depuis longtemps et ce sont uniquement des pailles biodégradables qui sont proposées dans les cafés.

Un espoir malgré tout avec les mesures prises par les gouvernements, l'implication des jeunes générations et également des entreprises qui intègrent progressivement des critères de responsabilité sociétale dans leur gouvernance.

Il ne tient qu'à nous que les générations futures puissent continuer à voir des poissons pour comprendre la lettre de Vincent Van Gogh à son frère : *"La Méditerranée a une couleur comme les maquereaux, c'est-à-dire changeante, on ne sait pas toujours si c'est vert ou violet, on ne sait pas toujours si c'est bleu, car la seconde après le reflet changeant a pris une teinte de rose ou grise..."* •

Isabelle HILALI est fondatrice et CEO de datacraft. Elle a contribué au développement de nombreuses entreprises pionnières, dans l'industrie mobile, internet, et la santé digitale, en France et à l'étranger. Avant de fonder datacraft, elle dirigeait le Centre de Recherche Interdisciplinaires. Elle a été VP stratégie & marketing d'Orange Healthcare, et a fondé le Healthcare Data Institute.



Alain-houpert.fr

ALAIN HOUPERT

Catastrophe climatique, violence accrue sur les femmes

Introduire une division de genre parmi les victimes du dérèglement climatique peut a priori sembler étrange mais les faits sont là, rappelés lors des discussions de la COP21 à Paris. Au cœur de nombreux pays encore fortement ancrés dans des schémas économiques relevant de la tradition, les

femmes et les jeunes filles sont en première ligne pour assurer la subsistance des groupes humains dont elles font partie. Ce sont elles qui puisent et amènent l'eau potable, cultivent la terre, prennent soin des troupeaux, etc. À ce titre, elles sont les plus expertes à mesurer les ravages induits par les changements →

→ climatiques sur leur environnement vivrier. Elles en sont également les premières victimes. Nombre de témoignages réunis dans ce livre blanc sauront l'expliquer bien mieux par la relation d'expériences sur le terrain. En tant que parlementaire français, c'est sur les volets particuliers de la violence faite aux femmes que j'aimerais vous transmettre mon ressenti.

Qu'un ouragan dévaste une île, qu'un tremblement de terre détruit une région montagneuse et les secours doivent hiérarchiser les urgences. Urgence sanitaire pour éviter les maladies contagieuses, soigner les blessés et les personnes choquées par la perte de proches et de leurs biens ; urgence alimentaire pour fournir eau et nourriture aux survivants ; urgence à remettre en route les réseaux, à déblayer les ruines et reconstruire des logements pour les réfugiés. Quand l'urgence est aux besoins vitaux, il est normal que les actions humanitaires se concentrent sur ceux-ci en oubliant pour un temps les programmes d'éducation. Or, dans les pays en voie de développement, qui sont déjà ordinairement les oubliés de ces programmes ? Les femmes, dont le rôle traditionnel est d'assurer la subsistance du groupe.

Or l'éducation est, dans de nombreux pays, la porte par laquelle pourrait naître l'émancipation des femmes de lois séculaires qui les maintiennent dans des schémas de soumission à l'autorité



Alain HOUPERT est né en 1957 à Dijon, médecin-radiologue (en activité). Il est Sénateur de la Côte-d'Or depuis 2008, membre de la Commission des Finances au Sénat.

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. »

SIMONE DE BEAUVOIR

d'un père, d'un mari ou d'un chef de clan ainsi qu'à des pratiques mutilantes telle l'excision. La relation est tristement basique entre la violence du dérèglement climatique et une de ses conséquences sur les terrains exposés : les femmes et les jeunes filles, de plus en plus occupées à des tâches de subsistance dans un environnement devenu instable, plus pauvre et dangereux, ne sont plus aptes (ou autorisées) à suivre des programmes d'éducation. Une autre conséquence, constatée sur le terrain et relatée par de nombreuses ONG est que, dans les pays dévastés par une catastrophe climatique, les femmes et les jeunes filles (comme les jeunes garçons) sont tout particulièrement exposées à des violences physiques : inondations, sécheresse ou famine désorganisent les systèmes de protection, isolent très souvent les femmes, les jeunes filles et les enfants, les rendant extrêmement vulnérables à toutes sortes d'abus : maltraitance, viols, prostitution... Prendre aujourd'hui conscience de la violence faite à notre environnement, c'est aussi prendre conscience que derrière les statistiques des inondations, des ouragans, des tremblements de terre, des sécheresses, des épidémies et des famines, se dresse le spectre d'une dégradation mondiale des droits humains et en particulier ceux des femmes. Nous ne pouvons plus l'ignorer : notre dignité en tant qu'être humain est, désormais, de combattre cette menace pour bâtir dans le respect de chacune et de chacun un avenir commun. •

Acteurs de l'alimentation : responsabilisons-nous face aux enjeux du climat !

Lorsque j'ai commencé ma carrière de nutritionniste, la lutte internationale contre la pauvreté et la malnutrition battait son plein. Elle portait même ses fruits ! Les résultats présentés par l'ONU d'année en année montraient une régression de la faim dans le monde.



Nathalie HUTTER-LARDEAU est nutritionniste. Elle a fondé l'agence Atlantic Santé, spécialiste de la communication nutrition & santé (développement d'un call center nutrition et gestion de crise, conseils en health marketing, formations des salariés et prescripteurs de santé). Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages sur l'alimentation et la nutrition.

Malheureusement depuis 2006, la tendance s'est à nouveau inversée à cause du changement climatique et des conflits croissants. La malnutrition menace la santé de millions d'enfants et de femmes dans le monde.

Et pourtant nous vivons une situation paradoxale : alors que 15 % de la population mondiale souffre de la faim, 20 % de l'humanité est en surpoids ! L'Organisation Mondiale de la Santé parle même d'épidémie d'obésité... Face à ces enjeux démographiques, climatiques et alimentaires, tous les acteurs de la filière doivent se responsabiliser. Il faut remettre du sens dans les ressources et les choix alimentaires.

L'alimentation est un acte social du quotidien. Il évoque les notions de plaisir et de partage, communautaire et intercommunautaire. Il touche chaque individu de ce monde. La disponibilité des ressources et la qualité des aliments

doivent être au cœur des enjeux de demain : nous devons sensibiliser les populations avec pédagogie et éveiller les consciences pour faire comprendre à quel point l'alimentation est essentielle à notre santé et à celle de notre famille ! Je suis persuadée qu'une approche mêlant santé humaine et santé environnementale est la clé de la réussite du secteur alimentaire de demain ; apporter aux individus une meilleure connaissance de leurs besoins, de l'équilibre alimentaire, de l'origine et de la valeur des ingrédients ; valoriser les professionnels qui produisent et transforment des aliments de qualité avec convictions et transparence. Grâce à mon parcours et à mes nombreuses initiatives au sein d'Atlantic Santé, l'agence que je dirige, je rencontre des acteurs de la filière qui ont pris conscience de ces enjeux. J'observe en

particulier une formidable énergie qui se libère des start-up agroalimentaires. Leurs engagements sont nombreux : respect de la planète, anti-gaspillage, bien-être animal, promotion d'une fabrication locale et authentique, mise à disposition d'une nourriture saine et sans substances polémiques, écoute attentive des attentes, prise en considération des besoins de personnalisation...

Cette dynamique apportée par les start-up est à l'origine d'un éveil des consciences auprès des autres entreprises : la filière commence à se responsabiliser et, je l'espère, poursuivra sur cette voie.

Acteurs de l'alimentation, ne l'oublions pas : l'enjeu d'une alimentation meilleure et accessible à tous est le bien-être de chacun et celui de notre planète! •

ALBAN JARRY

@Alban_Jarry

Égalité des chances ?

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays occidentaux ont connu un tel essor qu'il est difficile pour leurs citoyens d'imaginer être confrontés en permanence à la guerre, à la famine, aux maladies ou plus généralement aux privations. Notre écosystème n'est que rarement soumis à ce qui se passe dans les pays défavorisés et ce ne sont pas les moyens de communication modernes qui nous permettent de nous décrocher pour imaginer la réalité du monde qui nous entoure.

Dans notre monde du XXI^e siècle, quelques événements sont cependant venus bouleverser notre quotidien sans toutefois révolutionner fondamentalement nos habitudes. Les attentats ont créé un climat d'insécurité, la dérégulation climatique nous a soumis au défi de limiter nos excès, mais, finalement, au quotidien nous pouvons estimer que nous sommes toujours relativement protégés à court terme.

Imaginer qu'elles auraient pu être les conséquences des récentes crues de la Seine dans un pays défavorisé, moins bien équipé, fait froid dans le dos car, ce que nous avons brièvement vécu, relève pour certains des événements récurrents et dont les conséquences sont à chaque fois dévastatrices. Imaginer que notre système des eaux potables ait pu être atteint en plein cœur de Paris n'a provoqué que l'achat de bouteilles d'eau et un phénomène de stockage de cette denrée pour laquelle nous n'imaginons plus qu'elle puisse valoir de l'or et être vitale.

Au cœur de notre système, si l'eau était venue à manquer, si l'eau avait été polluée, nous aurions rapidement basculé dans cet autre monde qui n'est pas si éloigné de nous. Nous aurions été amenés à nous déplacer pour la collecter, nous aurions été confrontés aux maladies dont nous avons presque oublié les noms, nous aurions été confrontés à ce quotidien de femmes et d'hommes qui devrait attirer toute notre attention.

Les femmes ont « 14 fois plus de chance que les hommes de périr en cas de catastrophe naturelle ». Notre devoir est d'agir pour que l'égalité des chances soit respectée, pour que nos actes passés, présents et futurs n'accentuent plus à ces déséquilibres que nous connaissons aujourd'hui. À notre échelle, nous sommes tous responsables de ce qui se passe sur notre planète et chacun d'entre nous doit se mobiliser pour faire en sorte que l'égalité des chances soit universelle. •

Alban JARRY est Président Délégué et membre du comité scientifique sur le numérique et le big data de l'École Polytechnique d'Assurances, cofondateur de #i4emploi, intervenant à HEC sur les stratégies numériques, la communication, l'influence et les réseaux sociaux.



Le droit pour les femmes de décider de leur avenir

Pour la COP 21 à Paris, nous avons souhaité au Sénat, avec l'Assemblée nationale et le Haut Conseil à l'Égalité, rédiger un manifeste sur le lien très spécifique femme et climat. Je m'étais déjà engagée sur une question mieux connue "Femme et eau". Or, l'enjeu "Femme et climat" est encore plus criant, même s'il est méconnu.

Les changements climatiques affectent profondément la qualité des sols, dégradent fortement les rendements agricoles, réduisent les ressources en eau, accélèrent les phénomènes climatiques extrêmes et les déplacements massifs de populations.

Or, 70 % des agriculteurs en Afrique sont des femmes ; la grande majorité des victimes de catastrophes naturelles sont des femmes ; 80 % des réfugiés dans le monde à cause des conflits sont des femmes et des enfants. Elles sont les premières victimes des changements climatiques et les grandes oubliées des négociations climatiques. 70 % des négociateurs sont des hommes et la grande majorité des financements publics internationaux bénéficie à des pouvoirs masculins.



Chantal JOUANNO est ancienne Sénatrice et ancienne Secrétaire d'État chargée de l'Écologie (2009) et des négociations du Grenelle de l'Environnement.

Femmes victimes mais femmes d'avenir. Les réponses aux changements climatiques sont féminines. Elles ont une meilleure connaissance de leur environnement quotidien pour développer des stratégies d'adaptation, une plus grande préoccupation de la soutenabilité de leur environnement. Elles sont confrontées au défi de la survie.

Nombre d'études de la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ou de l'OCDE ont chiffré les gains attendus par l'intégration des femmes dans les politiques climatiques et la reconnaissance du droit à décider de leur avenir.

Au-delà des politiques climatiques spécifiques, toutes les initiatives contribuant à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes auront un effet positif sur le climat. Les femmes ne mendient pas leurs droits, elles les revendiquent.

Mais pour reconnaître aux femmes cette place légitime, encore faudrait-il que les responsables politiques reconnaissent universellement aux femmes leur libre droit à décider de leur avenir. Hypothèse impensable qui remettrait en question le contrôle masculin du corps des femmes et leurs droits reproductifs.

L'insoutenabilité environnementale et sociale de notre modèle de développement n'est pas une fatalité. Il n'est que l'expression d'une société dominée par ses inégalités sociales et plus encore sexuées. Le refus de reconnaître aux femmes la libre disposition de leur corps n'est que la conséquence d'une société patriarcale. •

Wallis et Futuna face aux changements climatiques

J'ai souvenir d'un reportage sur les îles Tuvalu, où un habitant, les yeux remplis de larmes, était face à la montée des eaux dans son jardin, aucun mot et des pleurs, nous devons abandonner nos îles pour un pays d'asile.

Je suis née à Wallis et Futuna. Nous, les femmes, avons pris les choses en main en créant des plantations de palétu-



Originnaire de Wallis, **Honorine KOENIG** est élue conseillère municipale à la mairie des Mureaux en 2014 et ambitionne de devenir un jour la première femme députée de Wallis et Futuna.

viers, triant les déchets, créant des associations sensibilisant et portant notre voix. La femme du Pacifique intervient dans la construction et la préservation de notre patrimoine culturel et familial. Les dirigeants des pays industriels, n'oubliez jamais, à chaque fois que vous prenez des décisions pour la planète, de l'autre côté de la terre des femmes et des hommes laissent derrière eux leurs terres, leurs traditions, leurs cultures et leurs patrimoines.

Nos barrières de corail sont menacées, des bateaux pillant nos mers en prélevant les espèces protégées ou qui nourrissent les populations autochtones. Les cyclones sont de plus en plus fréquents et lors de périodes où il n'y en avait pas, causant de sévères destructions. À Wallis et Futuna, nous avons beaucoup

fait évoluer certaines choses comme la culture de nouvelles variétés de racines pour s'adapter aux changements climatiques en gardant notre culture culinaire.

Le réchauffement climatique ne se règle pas dans une salle où les intervenants pensent tout révolutionner. Voyez nos difficultés, nos richesses, nos patrimoines, intégrez-nous, consultez-nous,

intéressez-vous à nous. Je suis une femme engagée politiquement et je me dois de porter la voix de toutes les femmes de mon territoire et du Pacifique pour nous faire entendre. Femmes de Wallis et Futuna, femmes du Pacifique, tissons ensemble la natte océanienne pour que nos enfants puissent un jour dire « merci à nos ancêtres de nous avoir protégés ». •

NAIMA KORCHI

africawomensforum.org

Les femmes, le climat et la paix

Comme dans beaucoup de préoccupations touchant la survie même de l'humanité, les femmes sont les premières victimes, alors qu'elles ne sont jamais, ou très rarement, les responsables de ces catastrophes. Il en est de même pour le climat.

Les récentes catastrophes naturelles ont montré que la majorité des victimes, des déplacés, voire de réfugiés dits climatiques sont des femmes et des enfants.

Et pourtant les femmes jouent un rôle crucial dans la prévention de l'environnement. Dans beaucoup de pays, et notamment dans le monde rural, part non négligeable, ce sont les femmes qui ont la charge d'aller chercher les ressources vitales telles que l'eau, le bois, la nourriture. Le travail sur le terrain démontre combien les femmes gèrent ces ressources avec responsabilité et solidarité.

Or les femmes, du fait de leur faible représentativité dans les grandes sphères de pouvoir, nationales ou internationales, dans l'économique ou le politique, n'ont pas de prise sur les décisions ayant un impact grave sur l'environnement. Ceci est d'autant plus préoccupant que, de nos jours, ces changements climatiques ne s'arrêtent plus au problème de pollution mais menacent la paix et la sécurité mondiales. La prochaine cause des conflits

sera certainement en lien direct avec la pénurie des ressources naturelles. On parle déjà de guerre de l'eau, demain ce sera la guerre pour la terre.

En Afrique, continent que je connais bien, la Femme plus qu'ailleurs joue un rôle fondamental, y compris dans la préservation de l'environnement.

C'est afin de renforcer le rôle de ces femmes extraordinaires que j'ai fondé en 2014 le *Africa Women's Forum*. Le plaidoyer de ce forum, auquel ont déjà participé des leaders de plus de trente pays africains, est de renforcer le leadership des femmes et également la coopération des États par les femmes afin qu'elles soient pleinement décisionnaires dans toutes les politiques qui impactent leur avenir. •

Naima KORCHI est Juriste Internationale, Présidente du *The Africa Institute* (Basé au Maroc), Fondatrice/Présidente du *Africa Women's Forum*. Elle est ancienne membre du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (ONU).



VÉRONIQUE LACAM-DENOËL

État de santé des femmes en France en 2017

À travers ses rapports successifs sur *l'État de santé de la population en France*¹, la DREES lève le voile sur la situation sanitaire de la France. Le rapport publié en mai 2017 dresse un bilan à la fois positif mais inégalitaire de l'état de santé des Français, mettant l'accent sur des groupes de population plus vulnérables dont font partie les femmes.

En 2015, le record de l'espérance de vie à la naissance des femmes en Europe est tenu par la France avec une espérance de vie de 85 ans, supérieure à celle des hommes (78,9 ans) mais en recul par rapport à 2014 (85,4 ans). Des facteurs conjoncturels expliquent

ce recul comme les variations climatiques avec notamment les épisodes de canicule de 2015 durant lesquels 65,4 % des décès ont concerné les plus de 75 ans² ou encore l'épidémie de grippe hivernale de 2014-2015 (90 % des décès ont concerné des personnes de plus de 65 ans³). L'impact de ces épisodes est accentué par des facteurs structurels comme la fragilisation de la population âgée qui concerne plus particulièrement les femmes; elles représentent en effet plus des 2/3 des plus de 85 ans en 2016. Plus globalement, parmi les déterminants liés à l'environnement et au changement climatique, l'impact →

→ de la pollution de l'air mesurée par le dépassement des valeurs recommandées par l'OMS constitue un enjeu de santé publique majeur. Le respect de ces valeurs partout en France continentale permettrait d'éviter 17 700 chaque année. Le gain serait en moyenne de 7 mois d'espérance de vie à 30 ans dans les communes de plus de 100 000 habitants, sans compter l'impact probable sur la prévalence de pathologies (maladies cardiovasculaires, respiratoires ou encore neurologiques, et cancers)⁴.

Si le taux de fécondité reste l'un des plus élevés des pays industrialisés avec 1,96 en 2014 contre 2,03 en 2013, on observe un recul progressif de l'âge moyen à la naissance, stabilisé légèrement au-dessus de 30 ans depuis 2013. La part des mères de plus de 40 ans reste encore minoritaire à 5,1 % des naissances mais elle a été multipliée par 5 depuis 1980. Ces deux phénomènes risquent à terme de développer de nouveaux enjeux pour la santé reproductive de la femme. S'agissant de l'impact de la pollution sur la fertilité, aucune étude n'a encore été publiée en France. Une recherche menée aux États-Unis, suggère quant à elle que les femmes vivant à moins de 200 mètres d'un grand axe routier avaient 1,1 fois plus de chance d'avoir des problèmes d'infertilité⁵.

Même s'il existe toujours une surmortalité masculine, la diminution de la mortalité est plus conséquente chez les hommes que chez les femmes avec une réduction respective de 20,2 % contre 18,3 % entre 2002 et 2013. Les principales causes de mortalité chez les femmes sont constituées par les maladies cardio-vasculaires suivies par les tumeurs malignes en particulier



Véronique LACAM-DENOËL, fondatrice du cabinet Proxicare en 2014, spécialiste de la Santé, elle a été Directrice Générale Adjointe de Viamedis, Directrice e-santé et services médicalisés du Groupe Malakoff Médéric et Directrice Générale de Vigisanté.

du sein et des voies respiratoires. Entre 2002 et 2013, on observe même une augmentation de 49,2 % de la mortalité prématurée liée aux cancers des voies respiratoires chez les femmes alors qu'elle diminue de 18,9 % chez les hommes. Cette évolution différentielle entre les sexes est notamment due aux changements de comportement des femmes : leur consommation journalière de tabac est passée de 23 % à 24,6 % entre 2005 et 2014, les comportements d'ivresses répétées chez les 18 à 25 ans de 14 % à 21 % entre 2010 et 2014, le surpoids de 32,2 % à 36 % entre 2008 et 2014 et l'obésité de 9,8 % à 11,7 % entre les mêmes années.

Concernant le taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans, il est de 67,6 % en 2015 contre 74,7 % pour les hommes alors que sur la même année, 67,5 % des femmes de 35-44 ans ont obtenu leur baccalauréat contre 58 % des hommes. En 2014, le revenu annuel moyen d'un homme est plus élevé de 23,8 % que celui d'une femme, renforçant leur vulnérabilité économique⁶.

Ainsi, les femmes bénéficient encore d'un meilleur état de santé que les hommes en France en 2017. Mais les évolutions récentes en termes d'expositions aux risques et de modification des comportements tendent à réduire l'écart entre les deux sexes. Les vulnérabilités économiques et sociales des femmes doivent être prises en compte pour améliorer leur accès aux soins et leur état de santé. •

1. Rapport « État de santé de la population en France » publié par Santé publique France et la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, mai 2017.
2. « Bilan au 15 septembre 2015 des épisodes de canicule survenus à l'été 2015 », Bulletin épidémiologique de l'Institut de Veille National (InVS), 09/10/2015.
3. « Grippe – Bulletin de la saison 2014-2015 », Bulletin épidémiologique de l'Institut de Veille National (InVS), 22/05/2015.
4. « Impacts de l'exposition chronique aux particules fines sur la mortalité en France continentale et analyse des gains en santé de plusieurs scénarios de réduction de la pollution atmosphérique » Santé Publique France juin 2016.
5. S. Mahalingaiah, J.E Hart et al, « Adult air pollution exposure and risk of infertility in the Nurses' Health Study II », Human Reproduction, Vol. 31, No. 3, 2016.
6. Femmes et hommes, l'égalité en question, édition 2017 - Insee Références.

Le Cercle InterElles se mobilise en faveur des femmes face aux changements climatiques

Lutter contre le réchauffement climatique est une responsabilité qui incombe à chacun d'entre nous, femmes et hommes de toutes générations. Il s'agit de notre avenir et de celui de nos enfants.

Aujourd'hui, une attention particulière est portée à l'impact sur la vie des femmes de ces changements climatiques qui creusent les inégalités, notamment dans les pays en difficultés. D'où la mobilisation des réseaux féminins à laquelle nous sommes fières de participer au sein du Cercle InterElles.

Certes, dans le confort de nos vies personnelles et professionnelles, nous ne sommes pas aussi gravement confrontés aux aléas de ces changements climatiques dans notre quotidien, mais nombre de nos entreprises opèrent dans des pays où les femmes connaissent des conditions de vie plus rudes et nous nous sentons solidaires de leur sort et de leur avenir.

Le Cercle InterElles regroupe les réseaux de femmes et d'hommes de quatorze entreprises dans l'environnement scientifique et technique, engagées pour lutter contre les inégalités de tous

types et en faveur de la mixité. Depuis plus de quinze ans, ces réseaux œuvrent pour aider les femmes à progresser dans leurs carrières dans un environnement largement masculin. L'équilibre de vie, les modèles de management, la parentalité, la lutte contre les stéréotypes, le mentorat, les filières techniques: au fil des ans, le Cercle a étudié ces différents sujets, livrant le résultat de ses travaux lors de sa conférence annuelle.

Les femmes et hommes du Cercle InterElles se mobilisent aujourd'hui pour soutenir celles et ceux qui se préoccupent des questions touchant la santé et le climat en lien avec les femmes. C'est dans cet esprit que nous avons signé l'appel lancé à l'occasion de la COP 21 par SupplémentdElles et Femmes & Développement Durable dont nous saluons l'action et l'engagement. Désormais nous sommes solidaires et convaincus de poursuivre cet engagement afin que les femmes ne soient pas,

une fois de plus, les premières victimes des chocs climatiques. Il nous appartient de construire ensemble un avenir plus égalitaire dans un monde mieux équilibré, en harmonie avec la terre que nous habitons et qu'il nous faut préserver pour les générations futures. •

Catherine LADOUSSE est co-fondatrice et Présidente du Cercle InterElles créé en 2001. Il compte désormais 14 entreprises industrielles et technologiques: Air Liquide, Areva, Assystem, CEA, ENGIE, GE, Gemalto, IBM, Intel, Lenovo, Nexter, Orange, Sanofi, Schlumberger. Elle est Directrice Exécutive de la communication Lenovo Europe, Moyen Orient, Afrique.



SARAH MANTA

Genre, dérèglement climatique et urbanisation: le triangle oublié

La lente intégration du genre, de Rio, Cancun, Doha, Lima, Paris, Marrakech, à Bonn...

Les femmes assument 66 % du travail effectué dans le monde et produisent 50 % de la nourriture mais ne perçoivent que 10 % des revenus. Elles possèdent seulement 1 % des biens fonciers. Les femmes s'acquittent des deux tiers des heures de travail dans le monde! Quel que soit le pays, elles consacrent davantage de temps que les hommes au travail non rémunéré avec un écart de 2,5 heures en moyenne par jour et en moyenne 3,4 heures non rémunérées par jour. Le travail domestique des femmes représente ainsi 60 milliards d'heures non comptabilisées dans le PIB. Ainsi, la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, réunie en 2009 par Joseph Stiglitz, préconisait la nécessité de mettre en place des indicateurs plus larges pour l'activité économique des ménages (contrairement aux méthodes de calcul actuel du PIB qui ne tient pas compte du travail féminin non rémunéré...). Le dérèglement climatique accentue et accélère déjà l'exode rural et l'urbanisation massive. Or, les estimations des agences onusiennes nous indiquent que, d'ici 2030, 67 % des habitants seront dans des villes, 2 milliards vivront dans un bidonville et une majorité d'entre eux seront des femmes. De plus, des défis spécifiques s'imposent aux villes côtières: augmentation brutale des températures, du niveau de la mer et augmentation des tempêtes tornades. 65 % des villes de plus d'1 million d'habitants sont situées sur les côtes et dans des zones qui seront sous la mer ou salinisées (UNEP & UN-Habitat, 2005) et 90 % des besoins énergétiques des foyers reposent encore actuellement sur les femmes (recherche du bois de chauffage, eau, etc.) dans la plupart des régions du monde.

L'équation dramatique est donc la suivante: D'ici 2030, **les habitants pauvres des villes qui vont manquer d'alternatives énergétiques seront majoritairement des femmes, alors qu'elles sont simultanément les principales productrices de revenus informels et de ressources naturelles énergétiques et non rémunérées!**

Qu'il s'agisse d'améliorer l'éducation dans le monde en développement, de lutter contre le changement climatique à l'échelle de la planète ou de quasiment n'importe quel autre problème, renforcer leur pouvoir d'action constitue un élément essentiel de l'équation.

Face au changement climatique, l'invisibilité des enjeux de genre dans les politiques publiques urbaines induit un risque bien réel: l'accentuation de ce qu'on peut appeler un développement différencié, d'une résilience différenciée – ou encore un développement à deux (voire trois ou quatre) vitesses.

Depuis des décennies, on constate une double omission. D'une part, la question du genre fait partie (même de manière imparfaite) des politiques et programmes pour le développement des zones rurales dans les pays des Suds. En revanche, cette dimension →

Sarah MANTA est spécialiste des questions de genre en France et à l'international auprès des Nations Unies et en poste au Ministère des Droits des femmes français. Membre actif de BPW (Business and Professional Women), GENRE en ACTION, WEF (Women Economic Forum) et de la coalition des femmes africaines et méditerranéennes contre le dérèglement climatique.



→ n'est toujours pas prise en compte dans la planification et la gestion des villes. D'autre part, les politiques de lutte contre les changements climatiques se concentrent sur les territoires ruraux et n'ont pas encore pris la mesure entière des implications des dérèglements climatiques dans les espaces urbains et en forte voie d'urbanisation.

À *Genre en Action*, nous défendons l'idée qu'une approche sensible au genre rend les politiques climatiques plus justes et équitables, en prenant en compte le fait que les personnes les plus démunies sont aussi souvent celles qui émettent le moins de rejets carbone mais qui souffrent le plus des changements climatiques. Les femmes sont parmi ces personnes.

La santé est un domaine où les effets négatifs des changements climatiques sur les femmes s'observent aisément dans les villes : à cause des inondations récurrentes, les maladies hydriques et épidémies sont en recrudescence. On note aussi des reprises de malaria dans des zones où elle avait été éradiquée. Les infrastructures de santé sont en péril, à la merci des crues, et leur accès devient plus difficile. Quand la santé des membres du ménage se détériore, les femmes sont les premières à devoir trouver des solutions sanitaires et à devoir libérer du temps pour s'occuper des malades. Quand les changements climatiques créent des épisodes climatiques extrêmes, les capitaux physiques des femmes s'érodent : leurs échoppes, boutiques, stocks de marchandises sont endommagés, leurs revenus diminuent, réduisant leur capacité économique à se soigner. L'exode rural et la faiblesse des opportunités économiques qui s'offrent aux femmes tendent à augmenter leur vulnérabilité face aux violences machistes, et à accroître le recours au sexe tarifé qui les expose aux maladies et à la violence.

Les politiques d'urbanisation doivent répondre aux besoins et aux capacités de tous les citoyens et citoyennes pour lutter contre les changements climatiques. Les femmes, comme les hommes, doivent être impliquées dans la prise de décision relative aux politiques climatiques, au niveau de la ville comme au niveau des environnements des villes. Ceci est non seulement un droit (en lien avec la gouvernance égalitaire des villes) mais aussi un facteur de pertinence des stratégies développées pour et dans l'espace urbain. L'intégration totale de la dimension sociale et de genre dans les politiques climatiques maximise leur effet et augmente l'accès des ressources pour tous/toutes.

Un autre point de plaidoyer concerne le fait que les politiques climatiques ne relèvent pas uniquement de la technologie mais aussi des questions sociales. Or, **les politiques d'atténuation du climat sont trop souvent axées sur des solutions scientifiques, économiques ou techniques** – comme la gestion technologique des services à travers des grilles numériques dans les *smart cities* ou les *eco cities*. Or, ces solutions ont (souvent) pour caractéristique

d'être insensibles aux relations de pouvoir inégalitaires entre les femmes et les hommes qui entretiennent de fortes disparités dans l'accès aux ressources, aux informations, aux décisions, et dans la prise de décision des ménages face à ces nouvelles stratégies. Renforcer la résilience des villes via le développement et la mise en pratique de dispositifs genrés représente des solutions concrètes.

C'est pourquoi notre association a entrepris, de plusieurs manières, de mettre en avant l'importance de tenir compte des questions de genre dans les politiques de lutte contre les changements climatiques concernant les villes. Nous nous reconnaissons ainsi dans les revendications du programme de UIN HABITAT sur l'intégration du genre dans les nouvelles perspectives urbaines¹.

Quelles sont les actions de notre association et réseau *Genre en Action* ?

Nous plaidons pour des réponses aux changements climatiques en milieu urbain qui tiennent compte de l'égalité femmes-hommes et des enjeux de genre. Deux actions concrètes illustrent notre position :

- 1 **Genre en Action a impulsé une réflexion** en partenariat avec le Développement Planning Unit de l'Université UCL (Londres) et avec le soutien de l'Institut Français de Londres autour du triangle invisible : « *Genre, Climat et Urbanisation* » : Nous avons contribué à la réalisation d'un film qui tente de répondre à plusieurs questions :
 - Qu'est-ce que le croisement de « genre, climat et urbanisation » peut apporter à notre compréhension de l'urbanisation, aux politiques de lutte contre les changements climatiques ou encore à l'égalité des femmes et des hommes ?
 - Travailler dans ce « triangle » peut-il aider à affiner et même stimuler les revendications militantes en cours pour une réorientation des approches afin de dépasser la notion de résilience et aller vers une véritable justice climatique ?
 - Est-ce que ce « triangle » peut nous aider à affûter les interventions stratégiques et la planification d'action stratégique dans notre « monde en voie d'urbanisation » ?



Claudy Vouhe, co-fondatrice et membre active de Genre en Action, est intervenue lors de plusieurs rencontres de la COP21 et a participé à l'élaboration du film sur « Genre, climat et urbanisation »² avec le DPU.

1. Integration of a gender sensitive approach into local climate policy- la perspective urbaine (programme UN HABITAT) :

- Les hommes comme les femmes ont le droit d'être impliqués dans la prise de décision relative aux politiques climatiques, au niveau de la ville comme au niveau des environnements des villes.
- Les politiques climatiques ne relèvent pas uniquement de la technologie mais aussi des questions sociales.
- Les politiques doivent répondre aux besoins et aux capacités de **tous** les citoyens, incluant les femmes comme les hommes, et les précaires comme les groupes marginalisés.

- Une approche sensible au genre rend les politiques climatiques plus justes et équitables, en prenant en compte le fait que ceux qui émettent le moins de rejets carbone sont ceux qui en souffrent le plus (plus vulnérables).
- L'intégration totale de la dimension sociale et de genre dans les politiques climatiques maximise leur effet et augmente l'accès des ressources à tous et à toutes.

2. Lien vers le film réalisé par Genre en Action et le DPU : <http://www.genreenaction.net/ville-genre-climat.html>

2 Genre en Action a participé également au plaidoyer

« Féministes pour la justice climatique ³ » impulsé depuis la COP21 dont voici les principales revendications :

- Développer et diffuser le principe d'une **responsabilité commune mais différenciée !**
- Chiffrer l'impact financier des changements climatiques (ex : comment chiffrer l'érosion lente/rapide des capitaux des femmes ?)
- Lutter contre les conflits et la guerre qui sont des facteurs aggravants de l'exode rural et souvent une résultante de conflits liés à la raréfaction des ressources ;
- Identifier, chiffrer et lutter contre le travail domestique gratuit/care des femmes ;
- Renforcer les lois pour l'accès des femmes au foncier, au capital, au patrimoine à l'héritage, au droit à la terre ;
- Adopter au niveau institutionnel une double approche « genre » dans les politiques publiques (spécifique et intégrée) ;
- Placer le respect de l'ensemble des droits humains au centre de l'accord climat de Paris, y compris le droit à un environnement sain, à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire ainsi que les droits sexuels et reproductifs ;
- Assurer la parité décisionnelle dans tous les processus des négociations et mécanismes climat ;
- Inscrire les principes des droits des femmes et de l'égalité dans l'ensemble des textes et mécanismes climatiques :

3. Lien vers l'appel des « féministes pour la justice climatique » : <http://www.genreenaction.net/COP22-Feministes-pour-la-justice-climatique.html>

atténuation (diminution des émissions de gaz à effet de serre), adaptation aux effets du changement climatique, pertes et dommages, technologies...

- Intégrer une perspective de genre et de budgétisation sensible au genre dans les mécanismes climat et toutes les stratégies climat énergie, de développement durable et les agendas 21 ;
- Mettre en place des évaluations documentées sur l'impact des initiatives publiques ou privées en matière de droits des femmes (ex : agriculture intelligente, réduction des émissions par la déforestation ou la dégradation et REED +) ;
- Soutenir des modes de production et de consommation intégrant le genre !
- Financer l'égalité femmes-hommes et l'approche de genre :
 - Dans le cadre du fonds vert et des fonds d'adaptation climatique, affecter un pourcentage de l'aide aux organisations de femmes engagées dans la préservation de l'environnement et activités économiques soutenables, ainsi qu'à l'appui aux déplacées et réfugiées climatiques.
 - Affecter des moyens pour recueillir et valoriser les connaissances et savoir-faire des femmes, leurs pratiques locales, et pour favoriser les transferts de compétences. •

N.B. ← En 2016 : seulement 37 % des contributions mentionnent les femmes ou le genre ; et en 2013 selon l'OCDE, 29 % des financements bilatéraux comportent une dimension genre → Objectif 50 % d'ici 2018 → des expert.e.s doivent être formé.e.s sur le montage de ces projets !

BLANDINE MÉTAYER

@BlandineMetayer

38

Les deux combats du XXI^e siècle

En ce XXI^e siècle, à mon sens, les deux combats majeurs à mener sont : la lutte pour l'égalité réelle, pleine et entière entre les femmes et les hommes et la lutte pour la sauvegarde de notre planète dans le respect et l'équité de toutes les espèces qui la peuplent. Le premier combat est encore loin d'être gagné et le deuxième lui, en passe d'être perdu si on ne fait pas plus qu'il n'est fait !

J'utilise à bon escient le « on » car « on » dans ma tête regroupe une foultitude : les pays, les gouvernements bien sûr mais aussi nous, vous, eux, elles, tou.te.s ceux.celles... Chacun, chacune qui à son niveau peut faire quelque chose... Même une toute petite chose... infime... Comme celle d'avoir toujours sur soi un petit sac pliant pour les courses... Pour ne pas utiliser le sac plastique qui ira peut-être une nouvelle fois dans le ventre de Miti la petite tortue de l'Île de la Réunion... Est-ce sa faute à elle si ces sacs blancs, vestiges dérisoires de notre société archiconsumériste, ressemblent à s'y méprendre aux méduses dont elle est friande ?

Même en petits morceaux, le sac plastique reste indigeste. Il se retrouve en microparticules dans l'estomac des tortues, poissons, cétacés, oiseaux... Cette matière provoque des occlusions intestinales et l'animal finit souvent par mourir de faim après des semaines de souffrance.

Et ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Mais que ferons-nous quand la faune et la flore auront quasiment disparu, étouffées par la croissance, la rentabilité, la compétitivité ? →

Blandine MÉTAYER est actrice, autrice, notamment de la pièce « *Je suis Top !* », pièce militante sur l'égalité professionnelle et Marraine de l'association FDFA, Femmes pour le dire, Femmes pour agir.



→ Nous ne pouvons plus attendre que les gouvernements et les pays prennent les décisions qui s'imposent. Assister en spectateurs impuissants à la dégradation de territoires entiers de notre planète, au réchauffement climatique, au milliard d'êtres humains qui meurent de faim dont une majorité de femmes et d'enfants, à la sécheresse qui pousse des populations à migrer en quête de l'eau, source indispensable de vie... Je pense souvent à ces femmes qui de par le monde vont chaque jour plus loin pour rapporter sur leurs têtes quelques litres de ce précieux liquide.

Alors, nous devons, nous pouvons agir. Les consommateurs que nous sommes ont un pouvoir énorme... et souvent insoupçonné. Imaginons par exemple que tous dans les pays industrialisés, nous décidions effectivement de ne plus manger de viande rouge qu'une fois par semaine. De ne plus consommer des produits du bout du monde ou bourrés de pesticides mais uniquement du local et du bio. De boycotter tous ces aliments ultra-transformés qui ruinent la santé, en particulier des populations les plus pauvres (obésité, diabète, etc.) et qui coûtent, si on y réfléchit bien, au demeurant fort chers quand on ramène le prix au kilo. Que se passerait-il ? Les industries agroalimentaires ne seraient-elles pas obligées de changer leur fusil d'épaulé ? Et les femmes et les enfants victimes en première ligne du réchauffement climatique et de la famine ne s'en porteraient-ils pas mieux ? Raisonnablement simpliste et proche de l'angélisme ? Peut-être et pourtant... Voici juste quelques chiffres que je soumetts à votre réflexion :

- Plus de la moitié de l'eau potable des États-Unis va au bétail. Il faut un demi-hectare de terre cultivable pour produire

70 kg de bœuf ou 10 000 kg de pommes de terre. Il faut environ 15 000 litres d'eau pour produire 1 kg de viande de bœuf et 800 litres d'eau pour 1 kg de blé. Près de 50 % de toutes les récoltes alimentaires dans le monde sont mangées par le bétail. 64 % des terres cultivables du monde servent à la production de viande (pâturage et fourrage). Les pays industrialisés avec 26 % de la population mondiale utilisent 56 % des ressources alimentaires.

- Les excréments de bétail représentent 110 tonnes par seconde pour les USA et l'Europe : cela entraîne 50 % de toute la pollution des nappes phréatiques du monde. Sans oublier le méthane produit par les bovins : au niveau planétaire, ils seraient responsables de 15 % des émissions de méthane, dont le pouvoir de réchauffement climatique est 25 fois plus élevé que celui du dioxyde de carbone (CO₂).

Vous en voulez encore ? Allez, une dernière statistique :

- Le bétail des pays riches mange autant de céréales que les Indiens et les Chinois réunis !

Donc oui, je pense que nous avons le pouvoir de changer les choses... Et comme 75 % des tâches ménagères sont (hélas !) encore effectuées par les femmes, alors à nous de choisir ce que nous voulons consommer comme nourriture, produits ménagers, d'entretien et autres cosmétiques. Et comme pour l'égalité Femmes-Hommes, l'éducation est la base de tout, à nous aussi d'éduquer les enfants, dès le plus jeune âge, pour les faire devenir comme nous, des consomm'acteurs et des consomm'atrices responsables. •

Un impact très fort pour les femmes en Amérique Latine

Les impacts du changement climatique imposent la nécessité de trouver un nouveau consensus social, vers un changement délibéré des fondements des économies actuelles.

Le changement climatique a un impact plus important sur les populations les plus vulnérables et il aggrave les inégalités existantes. Les femmes en situations de pauvreté sont souvent confrontées aux risques et aux conséquences les plus lourds du changement climatique, notamment en raison des discriminations multiples et intersectionnelles qu'elles subissent. Lorsque les solutions au changement climatique tiennent compte de ces différentes réalités, leurs effets se répercutent sur la société, en contribuant à l'égalité de genre et à l'autonomie économique des femmes.

L'impact du changement climatique sera considérable pour les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, en raison de leurs conditions géographiques et climatiques (régions à températures élevées, manque d'irrigation et événements extrêmes importants), ainsi que de leurs conditions institutionnelles et socio-économiques

(dépendance à l'agriculture et aux ressources naturelles). La croissance économique récente dans la région a permis de réduire la pauvreté et les inégalités, cependant dans la plupart des pays, des niveaux importants de pauvreté persistent, en particulier en Amérique centrale et dans les Caraïbes, où les femmes (jeunes, rurales, autochtones, etc.) sont davantage touchées.

En Amérique Latine et dans les Caraïbes (ALC) les femmes rurales sont parmi les plus exposées aux risques climatiques. Près de la moitié de la population vivant dans les zones rurales sont des femmes. En moyenne, 78,5 % d'entre elles sont engagées de manière dynamique dans des travaux agricoles de 15 à 59 ans¹. De nombreuses travailleuses agricoles sont confrontées à de graves inégalités dans l'accès à la terre, au crédit et aux intrants essentiels

1. Arana, M. T., (2017). Género y cambio climático en América Latina. (Climate and Development Knowledge Network, CDKN). Disponible en : https://cdkn.org/wp-content/uploads/2017/07/Arana_G%C3%A9nero-y-cambio-clim%C3%A1tico-en-Am%C3%A9ricahttps://cdkn.org/wp-content/uploads/2017/07/Arana_G%C3%A9nero-y-cambio-clim%C3%A1tico-en-Am%C3%A9rica-Latina-ULTIMOS-CAMBIOS_05-de-JULIO-1.pdf

tels que les engrais, l'irrigation, la technologie, l'information et les marchés. Parmi les salariées, la majeure partie des personnes employées dans l'agriculture exercent des activités journalières ou temporaires, dont les conditions de travail sont généralement caractérisées par l'informalité². De plus, elles doivent faire face à une grande surcharge de travail domestique et de soins domestiques. Au cours des missions d'étude, d'évaluation ou d'assistance technique que j'ai conduit dans le contexte latino-américain, j'ai pu constater le rôle clé joué par les femmes rurales dans l'approvisionnement de la nourriture et des revenus pour leurs familles, ainsi que dans la mise en œuvre de mécanismes d'adaptation au changement climatique, et d'atténuation de ses impacts les plus néfastes. Les femmes contribuent à la réduction des risques de catastrophes naturelles, étant les premières à réagir lors des interventions à l'échelle locale, et à apporter des réponses efficaces aux premiers besoins de leurs familles, lors du rétablissement post-catastrophes. Dans les zones rurales, les femmes sont responsables de l'approvisionnement en eau, de l'élimination des déchets, du nettoyage des aliments, étant donc des actrices stratégiques dans la prévention de la propagation des maladies endémiques. Une action réussie sur le changement climatique dépend de la participation des femmes dans l'utilisation durable et la gouvernance responsable des ressources naturelles, ainsi que de leur engagement en tant que parties prenantes et responsables de la planification des actions. En associant les femmes à des projets d'adaptation et d'atténuation, les résultats obtenus ont souvent

été optimaux à long terme et, de plus, contribuent à la résolution d'autres problèmes sociaux, tels que la santé et l'éducation. Le changement climatique offre la possibilité de mettre en œuvre des processus de transformation sociale visant à l'autonomisation économique des femmes, ainsi qu'au renforcement de leur résilience, leur participation, leur leadership et leur visibilité au niveau local. Il est important de parvenir à une vision globale du problème, en tirant parti des capacités développées par les femmes, pour d'autres objectifs (tels que la gestion des risques de catastrophes), et en reliant la question du climat aux actions de développement, où les organisations de la société civile, et les femmes doivent jouer un rôle central. •

Francisca MIRANDA est docteure en Anthropologie Sociale (EHESS, Paris) et collabore depuis quinze ans avec des ONG, des organisations internationales et des gouvernements, dans le renforcement des capacités en matière d'égalité femmes-hommes et les droits des femmes, en Amérique Latine, Europe et Afrique. Experte en genre et développement durable, elle a travaillé comme Spécialiste associée des Affaires Sociales, dans la Division des Affaires du Genre de la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (UN ECLAC) et travaille actuellement comme consultante pour l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en abordant le changement climatique sous l'angle de la parité et des Droits Humains.



2. CEPAL. (2018a). CEPALSTAT. Disponible sur : http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/web_cepalstat/estadisticasindicadores.asp

FRANÇOISE MORVAN

@Francoisemorvan

Le respect des Droits et de la Santé sexuels et reproductifs (DSSR) pour toutes les femmes : un enjeu clé du développement durable

Développer l'autonomisation des femmes permet de renforcer leurs capacités à décider et à agir dans leur vie personnelle, économique et citoyenne. Parmi les facteurs essentiels à l'émancipation des femmes, l'accès à leurs droits et aux services de santé sexuelle et reproductive, tels la contraception, l'interruption volontaire de grossesse et les services de santé pré et postnataux, renforce leurs capacités à décider pour elles-mêmes, à disposer de leur corps et dans une certaine mesure à prévenir les violences à leur encontre. Les DSSR sont la condition première du processus d'autonomisation des femmes et ils sont, indéniablement, source de développement durable pour tous les États qui en font le choix.

Le développement durable, parce qu'il implique une triple exigence d'équité sociale, d'efficacité économique et de qualité environnementale, et qu'il impose le respect de principes fondamentaux parmi lesquels la solidarité et la participation de chacun(e) à l'effort collectif, ne saurait être réalisé sans les femmes.

Mais il est clair que les femmes ne peuvent devenir des actrices économiques à part entière que si elles sont en mesure de choisir le nombre d'enfants qu'elles souhaitent et le moment de les avoir. L'accès des femmes et des filles à des services de planification familiale est donc un droit fondamental. Il est un levier déterminant pour leur épanouissement et par ricochet pour le niveau de développement de leur pays. Aujourd'hui le lien entre →

→ démographie et niveau d'éducation des femmes est reconnu. En Europe, l'inflexion de la croissance démographique a été structurée par l'accès à la contraception et à l'avortement, lié au niveau d'éducation des filles. Réciproquement, les femmes subissant des grossesses prématurées et/ou se succédant rapidement sont le plus souvent contraintes à l'abandon de leurs études et confrontées à un risque accru d'enfermement dans la pauvreté. Leur manque d'autonomie face à la sexualité et à la procréation et le peu d'influence qu'elles exercent sur les décisions sont autant de réalités sociales nocives pour leur santé.

Chaque personne doit avoir le droit et la possibilité de vivre une vie saine, productive et épanouissante selon Anand Grover, rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Le respect des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes est un facteur-clé de la réussite de la mise en œuvre des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015, par les États membres de l'ONU. Ils constituent l'Agenda du développement durable à l'horizon 2030, centré sur les êtres humains, et dont l'objectif 3 sur la santé et l'objectif 5 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes visent à leur assurer l'accès universel à la santé sexuelle et procréatrice.

Ce programme a fait l'objet d'un long processus de consultations et de négociations intergouvernementales pour en déterminer

les priorités en matière de financement. Les attentes sont donc immenses pour des millions de femmes, filles et garçons, de voir leurs DSRR respectés à l'échelle individuelle et globale et parvenir, ainsi, à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

D'ici 2020, il s'agit par exemple de permettre à 120 millions de femmes et de filles supplémentaires d'utiliser des contraceptifs. Aujourd'hui, dans le monde, 225 millions de femmes ont un besoin non satisfait en contraception, notamment les plus vulnérables d'entre elles, les adolescentes.

Chaque année, 80 millions de femmes subissent des grossesses non désirées (souvent à la suite de violences sexuelles). 22 millions d'entre elles recourent à des avortements clandestins. 50 000 femmes meurent par an des suites de ces avortements représentant 13 % de la mortalité maternelle à l'échelle mondiale. Il s'avère urgent que les femmes et les jeunes filles puissent accéder à leur droit à interrompre une grossesse non désirée sans y exposer ni leur vie, ni leur liberté.

La responsabilité des États est donc clairement engagée dans les réponses aux besoins en termes de droits et de santé sexuels et reproductifs. Cette évolution positive dans la vie des femmes et des filles dépend directement de leur capacité à légiférer pour faire respecter les droits humains fondamentaux de leurs citoyennes et citoyens, au-delà des stéréotypes et des schémas culturels et religieux. Cette exigence inscrite dans les conventions internationales, d'une santé sexuelle épanouie et d'une fécondité maîtrisée pour les femmes, est capitale pour chacun des pays de notre planète afin de faire face aux défis du développement durable et répondre à ses exigences d'éradication de la pauvreté et de ralentissement du changement climatique, tout en garantissant l'Égalité entre les femmes et les hommes. •



Françoise MORVAN, Militante féministe,
Secrétaire générale de Femmes Santé Climat,
Administratrice ONU Femmes France,
Ancienne membre HCEfh et de la CNCDH,
Past présidente de la Coordination française
pour le Lobby européen des femmes.

Plus d'ambition chez les femmes pour l'émergence d'un nouveau modèle social

Août 2009 à Dakar au Sénégal, je revois la plage, le rivage, les pirogues, les pêcheurs et surtout les femmes qui attendent leur retour. Mareyeuses, plongeuses, elles se font une place, elles spéculent, elles vendent, elles s'imposent... pour nourrir les familles et surtout les diriger.

Août 2018, je revois la plage, le rivage, sans le retour des pêcheurs. Ils vont plus loin, restent plus longtemps et reviennent souvent bredouilles. Sur le rivage, toujours des femmes, cette fois-ci elles ont trouvé d'autres solutions; elles vendent de la glace, des légumes et se caractérisent toujours par leurs sourires synonymes d'optimisme.

Entre ces deux scènes neuf années se sont écoulées. J'ai découvert la résilience comme toutes ces femmes léboues (nom de l'ethnie sénégalaise historiquement installée sur le littoral) et j'ai surtout perçu l'impact direct du réchauffement climatique sur leur quotidien.

Les peuples vivant sur le littoral sont les premiers à constater et subir les impacts environnementaux. Et pour s'adapter et survivre, ils n'ont pas attendu l'intervention des politiques et des pouvoirs publics. À travers de longues discussions avec les léboues, j'ai admiré leur courage, leur détermination et par-dessus tout leur ambition. Elles en veulent et elles passent à l'action tous les jours.

Maintenant, lorsqu'on me demande le lien entre les femmes, la santé et le climat, un seul mot me vient en tête : évidence. Nul besoin de chiffres ou de faire appel à l'histoire car le constat est là. Il est vrai qu'il faut donner plus de pouvoir et d'autonomie à toutes ces femmes qui se battent, les protéger et militer pour une équité sociale. Mais que deviennent le pouvoir et l'équité sans ambition ?

Et si on misait sur l'ambition pour changer de paradigme ?

Pour sauver la planète, les discours sont alarmistes à juste titre. Et le rôle des femmes dans ce combat qui les place en première ligne n'est plus à démontrer ; elles sont une grande partie de la solution si ce n'est la plus importante. C'est pourquoi il est crucial de leur parler d'ambition.

Faire émerger l'ambition chez toutes les femmes, où qu'elles soient, c'est se donner une chance de bâtir une société nouvelle. C'est pourquoi, à travers le réseau Énergie Femmes, nous œuvrons

afin que les femmes assument leur ambition pour aller plus loin, avec audace et détermination, dans tous les domaines. Réveiller l'ambition permet de s'ouvrir un champ des possibles dans un contexte où toutes les forces doivent être mobilisées pour rectifier le tir ou, *a minima*, nous adapter aux bouleversements qui nous attendent.

Alors, oui, pour plus de femmes qui en veulent et partout dans le monde ! •

Minetou NDIAYE est manager dans le conseil et spécialisée en assurance sur les projets réglementaires et la protection sociale. Elle est la fondatrice et la présidente du réseau professionnel féminin Énergie Femmes dont l'objectif est d'accompagner les femmes à assumer leur ambition.



YVELINE NICOLAS

Genre, climat, santé : articuler les politiques

2016 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée depuis les relevés de températures réalisés à partir de 1880, avec une hausse de 1 °C par rapport à l'époque préindustrielle. Les dérèglements climatiques ont un impact sur la santé et il devient urgent de sensibiliser sur ces enjeux et d'adapter les politiques publiques, qui doivent tenir compte des nouveaux risques : épisodes extrêmes (tempêtes, cyclones...), sécheresses et inondations, stress thermique des populations, extension de maladies à transmission vectorielle, pollutions accrues de l'air et de l'eau. L'Organisation mondiale de la santé, qui avait tenu en 2016 sa deuxième Conférence internationale sur la santé et le climat, dénombre 12,6 millions de morts par an dus à la pollution de l'environnement, dont la moitié liée à la pollution atmosphérique.

Le focus sur les effets directs des catastrophes climatiques ne doit pas occulter les impacts indirects des modes de production et de consommation non durables, qui sont à la fois générateurs d'émissions de gaz à effet de serre et de dégradation de la santé environnementale : dissémination de pesticides et de perturbateurs endocriniens par l'agriculture et l'alimentation industrielles, pollutions aux particules fines des transports, pollution sonore et visuelle liée à une urbanisation qui est, de plus, surconsommatrice d'énergie et de matériaux, etc.

Femmes et hommes peuvent être affectés de façon différente par tous ces facteurs, en raison de leurs rôles sociaux spécifiques et des inégalités d'accès aux ressources et aux processus décisionnels. Partout dans le monde, les femmes sont fortement représentées parmi les couches sociales les plus précarisées ou victimes de discriminations, et donc vulnérables aux perturbations environnementales. Partout elles assument gratuitement une

surcharge de travail domestique et de soins aux enfants et aux proches, qui s'alourdit dans le contexte des maladies chroniques (allergies, asthme qui touchent de plus en plus d'enfants au Nord, paludisme au Sud), des épidémies, des canicules, des conflits, mais aussi d'aménagement des territoires mal conçu et de carences des services publics (inégalités foncières, constructions précaires sur le littoral, insuffisance des transports publics, de la gestion des déchets, de l'eau et de l'assainissement...).

Au Sud, les femmes et filles paient un lourd tribut à la raréfaction de l'eau douce, du bois, des terres cultivables, aux violences et trafics qui s'aggravent lors de catastrophes climatiques et de conflits armés liés à la compétition sur des ressources et minéraux. Les régions les plus pauvres, dont les habitant-es (particulièrement les femmes) émettent de très faibles quantités de gaz à effet de serre sont aussi les plus touchées : au Sahel la fréquence des orages extrêmes a triplé durant les trente-cinq dernières années, causant des inondations qui aggravent l'érosion. Les catastrophes « naturelles » liées au climat causent en moyenne de 60 000 mort-es par an, essentiellement dans les pays pauvres et les femmes connaissent un taux de surmortalité cinq fois supérieur à celui des hommes. →

Yveline NICOLAS travaille et milite depuis vingt-cinq ans dans des ONG et réseaux sur la solidarité internationale, le développement durable, les droits humains et l'égalité femmes-hommes. Elle est actuellement coordinatrice de l'association Adéquations.



→ Dans les pays riches, les femmes, particulièrement les cheffes de famille monoparentales, les migrantes et réfugiées, les femmes âgées seules sont plus nombreuses à souffrir de précarité énergétique, de logements insalubres, d'isolement en milieu rural faute de transports adaptés, d'insécurité liée à l'urbanisme. Les fillettes sont spécifiquement impactées par les perturbateurs endocriniens (puberté précoce) et les femmes par les cancers du sein liés à des facteurs environnementaux, tandis que les femmes enceintes sont vectrices de contaminants chimiques dus à la pollution à l'intérieur des appartements, aux cosmétiques et aux aliments. Beaucoup reste à faire pour former le personnel soignant à une nouvelle approche éco-systémique de la santé.

Les plans nationaux d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, articulés aux stratégies pour la biodiversité, la lutte contre la désertification, l'agro-écologie, la ville durable, etc. devraient donc prendre en compte de façon transversale à la fois une approche de genre et une approche de santé environnementale au sens large du terme. Par ailleurs, la transition écologique et énergétique peut offrir de nombreuses opportunités dans le domaine des emplois verts, des nouvelles formations pour intégrer le climat dans d'anciens métiers, mais aussi en termes de participation à la gouvernance locale, à la définition des budgets, de développement de l'économie solidaire, de l'agriculture biologique – domaines où partout dans le monde les femmes et leurs associations prennent de nombreuses initiatives. •

Unis pour la justice climatique

Comme Coco Gauff l'a dit : « *Les jeunes dirigent des mouvements et le monde doit s'y habituer. Nous sommes habitués à ce que les personnes âgées nous disent quoi faire. Notre génération vient de décider qu'il était temps de parler de notre propre chef.* » Le changement climatique n'est pas « une nouvelle tendance ». Les mouvements de jeunesse non seulement en Europe mais partout dans le monde exigent des changements face à l'urgence climatique.

Les manifestations dirigées par des jeunes dans le monde entier, le 20 septembre 2019 à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU) à New York, étaient la plus grande manifestation contre le climat de l'histoire moderne. Mais ce qui diffère dans les manifestations actuelles du passé, c'est que pendant ces actions, les adolescents (génération Z) et les jeunes adultes (milléniaux) ne sont plus considérés comme des victimes qui doivent être protégées du changement climatique mais plutôt comme des acteurs et des parties prenantes clés qui se battent pour un vrai changement. Il était tout à fait symbolique qu'à l'occasion du Sommet des jeunes sur le climat de l'ONU, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, portait le titre d'« auditeur principal ». Même si cela reflète la volonté de la politique mondiale d'accorder une attention aux milléniaux et à la génération Z aux plus hauts niveaux de gouvernance mondiale, nous devons souligner le fait que les prévisions scientifiques alarmantes concernant l'avenir ont accentué les divisions et les tensions déjà existantes entre les milléniaux, Gén Z et autres

générations. C'est pourquoi nous ressentons le besoin d'appeler à plus de solidarité intergénérationnelle lors de la création et de la mise en œuvre des politiques locales, nationales, transnationales et internationales. En plus de cela, il est important de souligner que les jeunes manifestants considèrent la lutte contre le changement climatique comme une question de justice mondiale – comme un appel à lutter contre les inégalités mondiales Nord-Sud mais aussi les injustices inter et intra-pays au sein de nos sociétés. Cela explique pourquoi le phénomène mondial #ClimateJusticeNow sur les médias sociaux est devenu le message central des manifestations de rue massives qui se déroulent dans le monde entier et nous le soutenons.

De nos jours, dans le débat sur la sphère publique, nous parlons d'actions climatiques, de crises et d'urgences, mots qui soulignent la position dramatique dans laquelle nous nous trouvons et le type de solutions que nous appelons : un nouveau contrat mondial social et écologique. Certains appellent à un accord vert complètement nouveau tandis que d'autres défendent le fait que la base d'un tel contrat se trouve dans les accords de Paris – qui, à notre avis, doivent être transformés en une législation contraignante pour tous les signataires. Cependant, les critiques soutiennent que même cela ne serait pas suffisant pour contrer les conséquences déjà existantes. Seules la volonté et l'action politiques peuvent renverser la situation et instaurer une justice climatique efficace. La justice climatique, un concept essentiel pour les sociaux-démocrates (à juste titre).

1. Joueur de tennis américain.



Anna PIRTSKHALAVA, Secrétaire générale de l'Union internationale des jeunes Socialistes, représentant des organisations de jeunesse actives dans plus de 100 pays depuis 1907.



Céline GUEDES, Chargée de mission à la FEPS, une Fondation millénaire progressiste travaillant sur la justice climatique.

En fait, l'équité sociale est l'une des valeurs fondamentales depuis sa création. Des élections européennes de 2019 aux prochaines élections présidentielles américaines, ce message vient fortement en partie pour répondre aux appels de la rue

mais aussi pour revenir à nos valeurs essentielles. Nous laissons ici le message suivant : le changement n'est pas une option, c'est une exigence – instaurer la justice climatique pour tous et par tous ; il est maintenant temps d'agir ! •

LAURENCE ROSSIGNOL

Promouvoir l'égalité femme-homme et défendre un projet viable, durable et inclusif

L'égalité femmes-hommes a été érigée en priorité par la France lors des négociations sur les Objectifs du Développement Durable (agenda 2030) et la Conférence de Paris pour le Climat (COP 21). La société civile française, largement mobilisée durant les négociations, a contribué à cette dynamique. Il faut poursuivre et amplifier ce mouvement pour la COP 22 de Marrakech en associant et en mobilisant les femmes. Concrètement, cela passe par trois leviers : la participation, l'intégration, l'accès au financement.

Il faut d'abord promouvoir leur participation dans les négociations et les espaces de décision du développement durable. Les États-parties à la Convention doivent montrer l'exemple en poursuivant des objectifs de parité ou de quotas de femmes dans leurs délégations.

Il faut ensuite développer des stratégies d'adaptation sensibles à l'égalité femmes-hommes. Les deux-tiers de la population mondiale vivant sous le seuil de pauvreté sont des femmes. Le changement climatique a un impact différencié entre les hommes et les femmes, principalement pour des raisons de normes sociales inégalitaires. Ces stratégies doivent permettre un meilleur accès des femmes au foncier, au crédit, à l'entrepreneuriat féminin.

Enfin, il faut garantir le financement des projets contribuant directement à l'autonomisation des femmes. En 2013, 29 % de l'aide bilatérale pour le climat intégrait l'égalité femmes-hommes soit 6,9 milliards de dollars (OCDE). Davantage d'efforts sont nécessaires pour pleinement associer les femmes à la transition écologique et à l'économie verte. Les mécanismes de financements doivent mesurer et fixer des objectifs sur le nombre de projets financés qui sont portés par les associations de femmes, à destination des femmes, ou promouvant l'égalité femmes-hommes.

Pour assurer la pérennité de cet agenda dans la convention cadre des Nations Unies sur le climat, la France souhaite relancer le programme de travail de Lima sur le genre, en vue de la COP22. Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, ce n'est pas seulement défendre un principe éthique et politique, c'est aussi défendre un projet de société viable, durable et inclusif. •

Laurence ROSSIGNOL est Sénatrice et ancienne Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes.



@Michele_SABBAN

MICHÈLE SABBAN

Le fonds vert en action

En 2016, j'ai eu le grand plaisir d'écrire dans le Livre Blanc « Femmes, Santé et Climat » pour présenter le lancement de notre Fonds vert R20 pour les femmes destiné à financer la réalisation de projets à impact environnemental positif portés par des femmes ou en faveur de celles-ci.

Dans cette nouvelle édition, je souhaite remercier les organisatrices de cette initiative de me donner l'opportunité de vous faire connaître nos avancées et de vous proposer d'y contribuer.

Il est aujourd'hui prouvé que les femmes sont affectées différemment et plus sévèrement que les hommes par le dérèglement climatique. En cause, les impacts sur l'agriculture, la fréquence et la sévérité des catastrophes naturelles, les construits sociaux, les tâches qu'elles se voient attribuer, les discriminations et la pauvreté.

Pourtant, elles jouent un rôle majeur dans la mise en place de stratégies d'adaptation et d'atténuation face au dérèglement climatique et s'attachent davantage que les hommes à →

trouver des solutions concrètes pour leur communauté.

La vision du Fonds vert R20 pour les femmes est celle d'un monde où les femmes et les hommes bénéficient de chances égales pour accéder à l'éducation, à la formation et à l'emploi. C'est également la vision d'un monde plus propre, plus respectueux de l'environnement. Les femmes et les jeunes filles doivent avoir le pouvoir de concrétiser les changements auxquels elles aspirent, et nous souhaitons les encourager dans ce sens. Notre fonds doit permettre d'opérer des changements inclusifs et durables, dont la planète et l'humain tireront entièrement profit.

Depuis sa création, nous n'avons cessé d'œuvrer pour l'autonomisation des femmes et la préservation de l'environnement dans les pays en voie de développement. En novembre 2017, nous nous engageons devant les Premières Dames d'Afrique, présentes à Abidjan en marge du Sommet Europe-Afrique, à soutenir des projets locaux à impact social et environnemental positif.

De nombreux dossiers ont alors été portés à notre connaissance. Nous avons étudié chacun d'entre eux et nous sommes déplacées sur le terrain, pour sélectionner minutieusement les projets qui retiendraient notre attention.

Ainsi, nous avons finalisé l'étude de faisabilité d'un projet d'exploitation agricole raisonnée de gingembre sous bois.

L'objectif général du projet est de développer une exploitation agricole de gingembre sous bois dans les régions du Bounkani et du Kabadougou au nord de la Côte d'Ivoire en vue d'accroître le revenu des populations féminines pauvres en milieu rural tout en préservant l'environnement. Le projet consiste à modifier



Michèle SABBAN est Présidente du R20 – Regions of Climate Action – organisation non gouvernementale fondée en 2010 avec le soutien de l'ONU œuvrant pour la création d'une économie verte avec une action au niveau des régions.



les structures de production traditionnelles afin d'aller vers un modèle agricole plus respectueux de l'environnement en privilégiant les circuits courts, les systèmes de cultures écologiques et une économie plus modérée, plus humaine.

Grâce à notre collaboration avec l'association France Libertés, nous avons pu également soutenir financièrement trois projets, en Ouganda, au Sri Lanka et au Soudan du Sud œuvrant à la restauration du climat et au respect du cycle de l'eau, grâce au lancement d'un appel à projets commun.

À travers la sensibilisation, la formation, la création d'ateliers et de plantations, ces trois projets ont pour but commun que les communautés locales, et plus particulièrement les femmes, puissent devenir actrices d'un changement positif pour leur environnement, leur accès à l'eau et leur mode de vie.

Nous espérons continuer à jouer un rôle dans l'action climatique en développant nos projets et en renforçant nos actions de plaidoyer en France et à l'international.

Qu'il s'agisse de préserver notre biodiversité, d'encourager le déploiement des énergies renouvelables, d'aider les communautés vulnérables à adopter des moyens de subsistance résilients, de créer des emplois pour les femmes, de participer aux prises de paroles qui nous sont offertes etc., nos efforts globaux auront toujours pour objectif de contribuer à l'autonomisation des femmes et à la lutte contre le dérèglement climatique. •

Écoutons les femmes, elles ont beaucoup à dire

La COP 21 l'a démontré, les liens entre les changements climatiques et la santé sont indéniables. Les études disponibles le confirment, les femmes sont plus vulnérables et plus durement touchées par les dérèglements du climat. Or, le fait de les écouter est très récent, et le fait de les accepter comme actrices du développement durable l'est encore plus.

Et pourtant. Ce sont elles qui trouvent des idées simples et efficaces pour irriguer leurs champs. Ce sont elles qui possèdent un savoir ancestral dont notre environnement aurait tant besoin aujourd'hui car ce sont elles le plus souvent qui sont chargées,

entre autres, de la récolte de l'eau et de la cuisson des aliments. Ce sont elles qui créent leur petit commerce pour nourrir la famille et qui, lorsqu'elles sont éduquées, limitent leur nombre d'enfants afin d'en assurer l'éducation.

Alors pourquoi ne pas les écouter ? Et si l'on cessait de considérer les femmes comme des victimes, mais qu'on les regardait comme actrices en les invitant dans les discussions, en allant les voir dans les villages, les voir et les écouter surtout.

Les grandes entreprises ont récemment découvert qu'il s'avérait utile d'écouter les idées de leur personnel. Pourquoi les villes et

les villages n'en feraient-ils pas autant en écoutant leur population, femmes comprises ? Voilà une révolution qui serait plus grande que celle du changement climatique, voilà un progrès démocratique qui modifierait la donne. Et si on donnait confiance aux femmes en les écoutant, on ose y croire. Certaines femmes lors de la COP 21 de Paris ont déjà commencé. Continuons avec elles. C'est en découvrant à travers mes nombreux voyages les hésitations des femmes à partager leurs idées, alors que très souvent elles sont très utiles pour améliorer le monde, que j'ai décidé de créer ma société en formation au leadership. Et ce mot, si banalement utilisé aujourd'hui, signifie pour moi simplement accompagner les femmes à faire entendre leurs voix sans hésiter. Donner confiance à une femme afin qu'elle se donne le droit de partager ses idées, et entraîner les personnalités à les écouter, voilà la révolution.

Le dérèglement climatique oblige le monde à repenser son organisation, à reconsidérer les responsabilités entre les grands et les petits pays, à rééquilibrer les droits des hommes et des femmes, à éduquer les femmes tout comme les hommes. C'est donc une problématique qui nous apporterait un bénéfice secondaire, comme le disent les psychanalystes, mais repensons ce nouveau monde ensemble, femmes et hommes, au même niveau. •

Muriel DE SAINT SAUVEUR est Présidente de Women Masterclass, société de conseil en leadership au féminin. Auteure et spécialiste des questions d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, cette ancienne directrice de la communication et de la diversité met désormais son expertise au service de la carrière des femmes dans de nombreux pays.



FLORENCE SANDIS

www.brisezleplafonddeverre.com

La réalisation personnelle, moteur de l'écologie ?

Le désir de réalisation personnelle est de plus en plus fort chez les femmes. A-t-il une incidence sur l'écologie ? En prenant du recul, on constate que la recherche de l'épanouissement a oscillé entre deux grandes voies au cours de l'Histoire : soit la contemplation (la recherche de la sagesse et le repos étant considérés comme source de plénitude de l'Antiquité jusqu'au XVIII^e siècle), soit l'action.

Le terme de *réalisation personnelle*, quand il est apparu au début du XIX^e siècle, était très fortement lié à l'action, issue d'un puissant désir de promotion sociale, incarné par l'ambitieux Julien Sorel dans « *Le rouge et le Noir* ». Au cours des deux derniers siècles, l'action est en fait devenue une valeur prépondérante avec de grands héros comme Napoléon, Livingstone, Mermoz, et plus proches de nous – et en vrac – Steve Jobs, Bernard Tapie ou Beyonce. Avec les dérives que l'on connaît aujourd'hui : hyperactivité ; logique du succès à tout prix ; obsession de la grandeur. Ces dernières sont les pièges qui nous guettent sur le chemin de notre réalisation personnelle.

Alors, comme le préconise Michel Lacroix dans sa *Philosophie de la réalisation personnelle*, sans doute est-il venu le temps de trouver un juste milieu entre vie active et vie contemplative. En redonnant de la place aux valeurs délaissées de lenteur et de tranquillité, en s'inspirant par exemple du bouddhisme et de la méditation ou en prenant juste le temps de profiter de moments simples dans la Nature ou avec sa famille, en privilégiant les émotions calmes, naturelles, plutôt que la quête frénétique d'émotions fortes artificiellement produites, le philosophe assure que nous obtiendrons un résultat bienfaisant non seulement sur le plan individuel mais également sur plan collectif.

Individuellement, cela nous rendra moins stressés, plus heureux et en meilleure santé. Collectivement, cela créera plus d'harmonie entre l'activité industrielle et l'environnement, entre la vie économique et la nature, nous permettant de mieux répondre aux grands défis de ce siècle que sont la protection écologique, le développement durable, la santé et le climat.

Injectons donc dans nos vies ces notions de tranquillité, d'empathie, d'intériorité, et nous nous donnerons la chance d'inverser le rapport existant aujourd'hui entre l'être et l'avoir, nous nous libérerons peu à peu de la frénésie de consommation à outrance, nous gaspillerons moins, nous serons moins destructeurs des ressources de notre planète.

C'est un processus psychologique certain : moins nous sommes heureux, plus nous consommons, comme si la frustration allait être comblée par l'acquisition de biens matériels. À l'inverse, plus nous sommes heureux et détendus, moins nous avons ce besoin de possession, d'emprise sur la nature. « *Loin d'être antagonistes, l'épanouissement de l'homme et la préservation de la planète sont complémentaires ; la réalisation de soi est la meilleure alliée de l'écologie* » assure Michel Lacroix.

Les femmes, souvent plus enclines à l'introspection, à la réceptivité et au développement personnel, ont un rôle moteur à jouer dans ce réajustement. •

Florence SANDIS est journaliste conférencière, fondatrice de son agence de conseil, et auteure du livre *Brisez le plafond de verre : 12 clés pour réussir au féminin* (Éditions Michel Lafon).



Plaidoyer pour un futur commun

L'Humanité est aujourd'hui à une Croisée des Chemins où il appartient à chacune et chacun, individuellement et collectivement, de rendre un Avenir possible.

Est-il besoin de rappeler que le réchauffement climatique pose sérieusement la question d'une sixième extinction des espèces ? La liste rouge des espèces menacées d'extinction compte déjà le quart des mammifères, un oiseau sur huit, le tiers des amphibiens, de nombreuses espèces végétales et des écosystèmes entiers. Est-il nécessaire de rappeler que les liens entre santé et climat sont avérés : prolifération de bactéries et virus, apparition de nouvelles maladies... ? Est-il important de relever que le modèle de croissance actuel a atteint ses limites : épuisement des ressources, appauvrissement des sols, pollution de l'air et de l'eau, multiplication des déchets, dérèglements des cycles naturels... ?

Responsable et parfois coupable, l'humanité est également victime de ses errements. Les déplacés climatiques en sont le douloureux témoignage avec des familles entières éclatées, loin de chez elles, et sans repères.

La COP21, puis la COP22, ont démontré la mobilisation de la société civile et ont invité toutes les nations à s'interroger sur les liens entre les modes de développements économiques et les diverses crises que traversent nos sociétés : crises écologique, environnementale, politique, identitaire, sanitaire... Au-delà des constats objectifs et alarmants, des solutions existent et se fondent d'abord sur la responsabilisation et la conscientisation individuelle. Bien que les problématiques soient globales, les solutions peuvent être locales, fondées sur l'intelligence collective afin d'œuvrer au développement de réels écosystèmes territoriaux sobres, efficaces et durables.

« Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible ».

ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY

De nouveaux vocables et concepts se multiplient : économie circulaire, économie de la fonctionnalité, économie sociale et solidaire, ancrage local... Toutes ces notions partagent la même vision et questionnent sur les modèles économiques d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Nouveaux modes de production, nouveaux modes de consommation, renforcement de la responsabilité sociétale des organisations, respect et protection accrue de la biodiversité : autant de chantiers qui peuvent, et doivent, tous être menés de front. Le développement de nos territoires peut être repensé en termes de coopérations locales et de synergies entre parties prenantes. À cet égard, l'économie circulaire – démarche globale, systémique, multi-acteurs et territoriale – implique de travailler sur tous les flux, secteurs d'activité et types de territoires.

Le Temps est à l'Action, rendue nécessaire et vitale. Individuellement et collectivement, chacune et chacun avons le devoir d'être porteurs d'un message positif et constructif de la Société. Ensemble – unis, forts et convaincus qu'une autre vision économique, humaine et environnementale est possible – nous pourrions accompagner notre société dans son indispensable mutation écologique, énergétique et humaine.

Puissions-nous – chacun à nos niveaux – « faire notre part » pour contribuer aux actions en cours, tendant à promouvoir la responsabilisation individuelle et collective, en vue d'une Responsabilité universelle partagée. Jamais peut-être dans l'histoire du Monde la notion d'interdépendance et de Communauté de Destin n'aura été aussi évidente. Puisque l'humain est en très grande partie la cause des problèmes, elle doit et peut être la solution, en Conscience, en Humanité et en Responsabilité Universelle. Personne ne pourra jamais changer le monde avant de s'être lancé dans la plus grande des aventures : son aventure intérieure. Alors, tendons, avec Foi, Force, Courage et Détermination, à « être le changement que nous voulons voir dans le monde », pour ceux et celles que nous aimons et pour notre planète. « Ce qui nous rassemble doit être plus fort que ce qui nous divise. » Ce qui nous rassemble d'abord, c'est notre Terre et notre Humanité. •



Présidente de l'association Orée, **Patricia SAVIN** est avocate associée au sein du Cabinet DS Avocats. Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'honneur et l'Ordre national du Mérite, elle est responsable de la Commission Développement durable de l'Ordre des avocats de Paris et d'AFILOG.

Faire confiance aux femmes pour faire avancer l'économie et le développement de leur pays

L'es femmes représentent la moitié de la population de la planète mais elles ne bénéficient pas des mêmes facilités que les hommes. Et que dire des pays en voie de développement où elles peinent à exister professionnellement,

à intégrer les instances de décision ou tout simplement à avoir accès à l'éducation qui leur permettrait de devenir les acteurs d'une société en devenir.

Même constat sur le continent asiatique et, de manière encore plus prégnante, sur le continent africain où les femmes sont victimes de la paupérisation, du manque de places à l'école, de leur rôle dans la sphère privée qui les empêche d'accéder aux études supérieures. C'est aussi elles qui sont confrontées aux problèmes de santé dus aux mariages forcés, aux viols comme armes de guerre, à des pratiques anciennes, excision ou infibulation, ou sujettes aux accouchements sans hygiène.

Mais des solutions existent, celles qui ont accès à l'enseignement, à la vaccination, au planning familial, sont celles qui s'intègrent le mieux dans le monde moderne. Si les gouvernements sont souvent laxistes en matière d'éducation et de santé, les ONG internationales ou ONU Femmes qui se consacrent à l'égalité des sexes et à l'autonomisation féminine font doucement évoluer les mentalités.

S'il n'y a pas de Bill Gates pour l'éducation, les collectes de fonds des pays du Nord doivent répondre au projet de l'école pour tous, même pour les filles. De même pour les changements climatiques, l'accès difficile à la nourriture, à l'eau potable, doivent modifier les habitudes de culture pour lutter efficacement contre les terres arides, le surpâturage et la destruction des forêts pour le bois de chauffe.

En plus de l'argent, il faut aussi faire confiance aux femmes qui ont des réponses à leurs maux et convaincre les gouvernements qu'elles peuvent faire avancer l'économie et le développement de leur pays, si seulement on leur donne les moyens de s'exprimer. •

Vicky SOMMET est journaliste et associée à Mid & Plus.



MYRIAM ULLENS DE SCHOOTEN

www.mimi-foundation.org

Soutenir la lutte contre le changement climatique

Des étés toujours plus chauds induits par le changement climatique affecteront de plus en plus notre santé. La canicule de 2003 a engendré 70 000 morts en Europe¹. Entre 1990 et 2010, les mélanomes ont augmenté de 45 % chez les hommes et de 19 % chez les femmes². Les aléas du climat touchent également l'agriculture, qui pousse à l'utilisation massive de pesticides se retrouvant dans nos assiettes et affectant notre santé. L'exposition au DDT, certes interdit mais encore très présent dans l'environnement, a quadruplé le risque de cancer du sein³. L'augmentation du nombre de cancers corrélée au rallongement de l'espérance de vie questionne la façon dont nos sociétés peuvent faire face et soutenir les malades, pas seulement d'un point de vue strictement médical, mais également psychologique.

En effet, la santé est particulièrement mise à mal dans le cadre d'un cancer. Physiquement, psychologiquement, socialement, les effets de la maladie et de ses traitements peuvent être extrêmement dévastateurs, pour les hommes, mais plus souvent encore pour les femmes.

Partant de ce constat il y a plus de dix ans, la Fondation Mimi Ullens a initié une démarche d'accompagnement aux personnes malades – notamment les femmes – tout au long de leur traitement. Prenant diverses formes (esthétique médicale, massages

thérapeutiques, soutien psychologique), l'objectif est d'offrir un temps d'écoute privilégié autour du rapport au corps, des effets de la maladie et des traitements (prise ou perte de poids, perte des cheveux, éruptions cutanées...). L'accompagnement psychologique est indispensable face à l'annonce du diagnostic, aux perturbations physiques, à un éventuel sentiment de culpabilité, notamment dans l'amoindrissement de son rôle social (difficulté à maintenir son rôle de parent ou de grand-parent). Ces soins permettent à ces femmes de rester connectées à la vie, de se sentir belles à nouveau et plus simplement, de continuer à vivre. En accompagnant ainsi tant de malades atteints du cancer, la Fondation Mimi Ullens souhaite donc apporter son soutien à la lutte contre le changement climatique, consciente des risques additionnels liés au dérèglement du climat qui pèsent tout particulièrement sur l'avenir de la santé des femmes. •

Myriam ULLENS DE SCHOOTEN est Présidente de la Fondation Mimi Ullens qui vient en aide aux personnes malades du cancer pour leur offrir du réconfort, notamment à ceux ne disposant pas des moyens financiers nécessaires pour combattre la maladie avec sérénité.



1. www.lemonde.fr/planete/article/2007/03/23/la-canicule-de-l-ete-2003-a-fait-plus-de-70-000-morts-en-europe-selon-l-inserm_886917_3244.html
 2. www.francetvinfo.fr/sante/cancer/rechauffement-climatique-vers-une-hausse-des-cancers-de-la-peau_1202285.html
 3. <http://sante.lefigaro.fr/actualite/2015/06/19/23867-risque-cancer-sein-quadruple-par-lexposition-ddt>

La santé environnementale au prisme du genre : une question d'éthique en santé publique

En matière de santé publique, les connaissances sont encore très limitées sur la façon dont les facteurs de l'environnement physique, les aliments, l'habitat, les lieux de travail, se répercutent sur la santé. Leur impact différencié sur les femmes et les hommes est encore moins connu. Des études ont mis en évidence les effets délétères des polluants sur la fertilité des femmes et des hommes, et sur le développement du fœtus. Au-delà de la santé reproductive, les effets sur l'apparition ou l'aggravation d'un spectre large de pathologies se doivent d'être explorés. Rares sont les programmes de recherche internationaux sur la santé environnementale qui intègrent explicitement la dimension du genre, à l'exception des

situations de vulnérabilité des femmes liées aux changements climatiques dans les pays du Sud.

Il est essentiel d'élargir les recherches sur l'impact sanitaire des dérèglements de l'environnement en prenant en compte des conditions sociales et économiques liées au genre. De par la répartition sociale des tâches et des métiers, les femmes et les hommes ne sont pas exposés aux mêmes nuisances de santé. Les critères de pénibilité au travail et de reconnaissance de maladies professionnelles concernent principalement les métiers exercés par des hommes. Les femmes sont davantage touchées par la précarité économique, avec pour conséquence la dégradation des conditions de vie : alimentation industrielle, habitat insalubre, stress au travail, chômage, etc.

Dans cette perspective, le Comité d'Éthique de l'Inserm a lancé un nouveau thème de travail sur « Genre, Santé et Environnement »¹. L'enjeu est de faire émerger des questionnements transversaux entre disciplines en croisant les recherches sur « santé-environnement », « santé-travail » et « santé-genre ». Il s'agit aussi d'affiner les réflexions sur les moyens de prévention et d'information auprès des populations vulnérables, et des femmes en particulier. •



Catherine VIDAL est neurobiologiste, directrice de recherche honoraire à l'Institut Pasteur, membre du Comité d'Éthique de l'Inserm et co-responsable du groupe « Genre et Recherche en Santé ». Elle est membre de ONU Femmes France et experte associée à la commission santé du Haut Conseil à l'Égalité. Livre récent : *Femmes et santé, encore une affaire d'hommes ?* Belin 2017

1. voir la note 2019 : <https://www.inserm.fr/recherche-inserm/ethique/comite-ethique-inserm-cei/groupes-reflexion-thematique-comite-ethique>

Femmes, santé et numérique : de nouvelles opportunités

La e-révolution industrielle est en cours et repense nos systèmes de production afin d'inclure la robotisation et les objets connectés. Les soins médicaux vont devenir plus efficaces grâce à l'intelligence artificielle, à une meilleure connaissance de notre génome et de nos comportements.

Cependant, ces améliorations de production et de santé vont :

- D'abord profiter aux pays industrialisés, alors même que c'est dans les pays en voie de développement que le réchauffement climatique impacte plus fortement la santé des femmes, fragilisées par leur condition de vie ;
- Continuer de creuser les inégalités entre les femmes et les hommes, les femmes étant minoritaires dans les STEM (Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques) ;

- Détruire des emplois peu qualifiés pouvant être automatisés, et détenus en grande majorité par des femmes (secteurs de l'administration publique et de l'enseignement-santé-action sociale). Le World Economic Forum prédit ainsi, du fait des robots, une perte nette de 5,1 millions d'emplois dans 15 pays, France comprise, d'ici à 2020.

Le rapport du McKinsey Global Institute prévoit la création de nouveaux métiers : d'ici 2030, 400 à 800 millions de personnes dans le monde devront changer d'emploi.

Comment faire bénéficier les femmes de cette mutation ?

- Il est crucial d'œuvrer tous ensemble pour donner ou renforcer l'accès des femmes à ces nouvelles opportunités du

numérique, outil indispensable pour s'émanciper et se former, quel que soit le pays.

De nombreuses associations et des programmes de « mentoring » existent déjà. Il faut les multiplier et les soutenir, notamment dans les pays où les changements climatiques sont importants. Et pourquoi ne pas tirer davantage des compétences en numérique de certains chômeurs, qui pourraient ensuite en tirer de nouvelles idées d'innovation ?

- Ce monde en transformation est générateur de stress, de doutes et d'angoisses. Or, le stress favorise la sécrétion de catécholamines qui, à grandes doses, peuvent par exemple accroître le risque de cancer. À cet égard, dans les pays industrialisés, l'oncologie traverse elle-même une révolution profonde notamment par la mise en place de soins en ambulatoire, isolant un peu plus les femmes qui sont les piliers de la cellule familiale. Les neurosciences ont montré que notre cerveau émotion-

nel en transmettant à notre corps nos émotions, bonnes ou mauvaises, modifie sa chimie. Il est donc important de mettre en place des stratégies pour rester positif en sachant se protéger et s'entourer de gens bienveillants et attentifs et ce, quels que soient les dérèglements climatiques subis.

La vie est courte, chaque instant précieux. Soyons solidaires. •

Docteur ès Sciences Physique, conférencière, enseignante, coach certifiée, **Marie-Michèle VASSILOU** a créé sa première entreprise il y a plus de quinze ans (Conseil en marketing digital) et la 2^e il y a dix ans (Propriété intellectuelle). Experte mobile auprès de la Commission Européenne, elle enseigne notamment dans plusieurs grandes écoles le Management et le Design Thinking.



SYLVIANNE VILLAUDIÈRE

Lancé à Paris pendant la COP21, l'Appel des femmes sur Santé-Climat devrait plus que jamais mobiliser tous les réseaux d'acteurs !

La conférence qui s'est déroulée au Grand Palais pendant Solutions COP21 en décembre 2015 a marqué le lancement de l'Appel des femmes Santé-Climat. Déjà en 2015, nous avons alerté et souligné que le changement climatique, par ses effets directs et indirects, aggrave les risques sanitaires et les inégalités d'accès aux soins à la surface du globe, avec l'apparition de maladies émergentes et d'épidémies, la désorganisation des systèmes de santé, le développement de crises humanitaires de grande ampleur...

Nous avons rappelé que la santé est à la fois l'un des enjeux les plus importants de l'humanité et l'un de ses biens les plus fragiles. De fait, les femmes sont les premières concernées par la défense de la santé car elles jouent un rôle familial de premier plan en termes de soins ; elles sont également les plus exposées à la précarité dans la majeure partie des pays du monde, ainsi qu'aux conséquences sanitaires, économiques et sociales du changement climatique.

Engagée de longue date sur ces sujets avec l'association « Femmes, Débat et Société », je suis consciente de l'urgence et de l'ampleur de ces défis compte tenu aussi de mes fonctions et expériences dans le domaine du développement durable.

Je sais combien l'intelligence et l'action collectives peuvent contribuer à progresser et permettent de passer à l'échelle nécessaire. Je veux à cet égard saluer les associations « Femmes et Développement durable », « SupplémentdElles » et « Femmes, Débat et Société » qui ont pris avec moi l'initiative de lancer l'appel

Santé-Climat et su rassembler une trentaine de Présidentes de réseaux de femmes signataires dès la COP21 en décembre 2015.

Toutefois, pour être efficace, bien entendu l'action de toutes les parties prenantes des sujets Santé-Climat est nécessaire. La révolution numérique ouvre le champ du possible. Chacun peut et doit s'engager pour agir en faveur d'une meilleure prévention et prise en compte des risques sanitaires liés au changement climatique.

Après la COP21, la COP22 en Afrique a été en 2016 l'occasion de constater combien les réseaux d'acteurs – et en particulier les réseaux de femmes – sont mobilisés. L'égalité femmes-hommes et la santé intégrée à la justice climatique sont des enjeux de plus en plus portés politiquement... La COP23 sera bien certainement encore l'occasion de l'entendre.

L'appel des femmes sur Santé-Climat concerne toute l'humanité, mais au-delà des mots appelle finalement surtout l'action au quotidien de chacune... comme de chacun. •

Femme engagée, **Sylvianne VILLAUDIÈRE** est dirigeante fondatrice du cabinet Alliantis, Déléguée générale du "Collège des Directeurs du Développement durable" (C3D), membre du Comité de pilotage du "Club France Développement durable", membre du Conseil d'administration de Femmes, Débat et Société, coordinatrice de France-Maroc "Entreprises COP 22".



Les inégalités environnementales aggravent les inégalités sociales

Les interactions entre les enjeux environnementaux et les questions sociales sont de mieux en mieux connues. Les inégalités environnementales contribuent à aggraver les inégalités sociales. Si les changements du climat touchent l'ensemble de la population, leurs effets touchent plus particulièrement et plus gravement les plus vulnérables. Les différentes formes de vulnérabilité sont des facteurs aggravants avérés, mais peu ou pas du tout prises en compte aujourd'hui.

Bien que trop peu nombreuses, des études internationales montrent la vulnérabilité spécifique des femmes au changement climatique, dans le monde et tout particulièrement dans les pays en voie de développement. Et ce, pour plusieurs raisons. Les femmes sont souvent à l'origine de la production alimentaire de la famille qui subit directement les impacts de la sécheresse, d'inondations ou d'événements extrêmes plus fréquents. Ensuite, partout dans le monde, elles sont les premières victimes des catastrophes environnementales générées par le dérèglement climatique. La mortalité s'avère toujours plus forte parmi les plus vulnérables. Même le retrait d'un littoral ou d'un estuaire exposé par exemple au niveau de la mer, même les migrations environnementales comme moyens d'adaptation, cela a été démontré y compris dans les pays développés, ne sont possibles qu'aux populations ou individus qui ont plus de moyens pour les entreprendre. Enfin,

elles souffrent plus longtemps des conséquences en raison de la différence de protection de leurs droits économiques et sociaux par rapport aux hommes.

On pourrait parler de double injustice climatique en superposant la question du genre à celles des autres formes d'inégalités : elles sont donc à la fois plus impactées individuellement et ont moins de capacités sociales d'adaptation. La situation financière et sociale des femmes les défavorise fortement face au changement climatique. En effet, les différences d'opportunités, d'accès inégal à l'éducation et à l'information entre les filles et les garçons, de possibilités de ressources, déterminent leur niveau de vulnérabilité et leur capacité de rebondir après un bouleversement majeur de leur environnement. De plus, les femmes sont toujours sous-représentées dans les structures de réflexion, les processus de décision, les représentations électives et médiatiques, et plus globalement dans la gouvernance.

L'égalité des sexes est désormais citée à trois reprises dans l'Accord de Paris sur le climat et la justice climatique est mentionnée. Il reste à lui donner corps. La prise en compte du genre par les instances de l'ONU dans la lutte contre le changement climatique est engagée : la Journée internationale 2016 pour les droits des femmes a été placée par l'ONU sous le signe du Programme de développement durable pour 2030, dont un des objectifs est dédié à l'égalité et l'autonomisation des femmes. L'UNESCO s'est engagée par ailleurs à prendre en compte le genre dans toutes ses activités, groupes de travail, comités, programmes et projets liés à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique. En France, les politiques climatiques ne sont pas orientées par le principe de justice climatique et ne se donnent pas pour objectif de prévenir les effets pour les plus vulnérables.

Des études nationales et internationales, avec des données désagrégées femmes-hommes, qualitatives et quantitatives, seraient particulièrement utiles pour suivre et mieux prendre en compte cette vulnérabilité et appréhender les éventuelles inégalités d'expositions aux risques climatiques en fonction des différents contextes économiques, culturels, sociaux... Par exemple, la surexposition des femmes à certains risques climatiques ou les distinctions de vulnérabilité selon les territoires, les catégories socioprofessionnelles, les conditions de vie, l'âge, la situation familiale...

Mieux intégrer la justice climatique aux stratégies et politiques nationales ou internationales du climat permettrait d'intégrer des objectifs relatifs à l'égalité. •



Pascale VION, Membre du CESE au titre de la cohésion sociale et territoriale et vie associative, Représentants de l'économie mutualiste, coopérative, solidaire et non agricole, Désignée par Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), Vice-présidente de la Mutualité française.



Anne-Marie DUCROUX, Cheffe d'entreprise, Consultante, Membre du CESE au titre de la protection de la nature et de l'environnement, Représentants des associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement, Désignée par Ligue pour la protection des oiseaux.

YSÉ BRISSON

Festival Droits des Femmes & Cinéma

L'objectif principal de cet événement est de présenter des films qui soulèvent des problématiques de femmes au-delà des frontières. Il s'agit également de sensibiliser le public à cette cause et d'inspirer de nouveaux modèles féminins à la jeunesse d'aujourd'hui. Pendant quatre jours, les femmes du monde entier seront à l'honneur autour de six films internationaux sélectionnés en compétition.

Cette 2^e édition du Festival Droits des Femmes & Cinéma s'engage en faveur de la parité et soutient les femmes courageuses qui veulent changer le monde.

Depuis près d'un an je visionne des centaines de films du monde entier, et cela m'a permis de réaliser à quel point les femmes résistent et souffrent sans se plaindre. Elles ont une dignité silencieuse.

Aussi, par la projection de ces films, nous contribuons à notre manière à libérer leur parole et à mettre en avant des femmes qui agissent et qui osent. •



Ysé BRISSON, Productrice de films et Déléguée générale
du Festival Droits des femmes et Cinéma.



MARION GABORIT

Le projet “Au Goût du Monde”

Dans certains pays, les femmes représentent 80 % de la main-d'œuvre agricole. Pourtant elles sont rarement propriétaires, ont moins d'accès à l'éducation ou aux subventions et aux crédits. Si elles avaient plus de facilités et de reconnaissance, elles seraient une force encore plus influente pour la production des richesses. Les agriculteurs représentent 11 % de la population active mondiale alors que les agricultrices ne représentent que 8 %. Comblar cet écart entre les genres et donner de meilleures conditions de travail aux femmes représenteraient une solution à part entière pour nourrir la population des décennies à venir, réduire la famine et améliorer les conditions de vie des pays en développement. →

“
Art
”



Mais qui sont donc ces travailleuses qui œuvrent chaque jour dans l'ombre, exerçant un métier indispensable à la vie ?

Après un an de voyages à filmer et photographier quelques-unes de ces héroïnes anonymes, voici les portraits d'agricultrices rencontrées sur quatre continents et à travers une dizaine de pays d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et d'Amérique latine.

Mes rencontres avec certaines de ces femmes courageuses, à la fois simples et bouleversantes furent, pour moi, une aventure réellement passionnante et bouleversante. Une expérience faite de moments de vie, de rires et d'émotions, parfois d'inquiétudes mais surtout d'espoir.

L'alimentation est un besoin vital qui a toujours suscité des stratégies, des migrations, des conflits ou des alliances mais aussi des inventions et des tendances propres à chaque époque. Mais l'alimentation est aussi le reflet indéniable d'un pays : son niveau de développement, son climat, sa géographie, sa population ou encore ses croyances et ses traditions. Les problématiques et les sujets qu'elle soulève sont innombrables, surtout aux prémices d'un XXI^e siècle où l'on parle agriculture biologique ou intensive, métissage culturel ou identité communautaire, commerce équitable ou mondialisation menaçante.

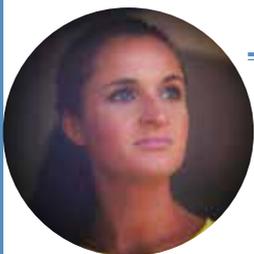
Mais alors qui sont ces femmes d'aujourd'hui, qui représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole des pays en développement, qui cultivent la terre et travaillent aussi dur que les hommes pour nourrir les êtres humains ?

En filmant et en photographiant les agricultrices dans le monde, « Au goût du monde » a voulu montrer le rôle capital de ces millions de femmes dont le travail est un véritable espoir pour l'avenir de la planète.

En effet, si les femmes agricultrices disposaient d'une parcelle de terrain ou de bétail, si elles avaient plus facilement accès au crédit et aux formations, ou encore si elles bénéficiaient des

mêmes intrants agricoles que les hommes, la situation serait complètement différente. Dans les pays en développement, elles pourraient ainsi augmenter de presque 30 % leurs rendements, accroître la production agricole nationale de 2 à 4 % et éventuellement réduire le nombre de gens souffrant de la famine d'environ 15 %, soit sortir 100 à 150 millions de personnes de la pauvreté.

En mettant en exergue la transmission du travail de la terre et la transmission de la cuisine – acte essentiellement féminin – le projet permet de dresser les portraits de ces travailleuses héroïques et de les découvrir dans leur quotidien. Raconter leur histoire en écoutant leurs témoignages, leurs rêves, leurs doutes et leurs difficultés est le moyen de leur rendre hommage mais aussi de remplir un devoir de sensibilisation face à un sujet dont les enjeux nous concernent tous dans un avenir proche. •



Après quatre ans à travailler pour la télévision française comme assistante caméra, j'ai voulu mener à bien un projet personnel qui me tenait à cœur. Je suis donc partie un an en voyage pour réaliser un premier documentaire (photographique et vidéo) sur les femmes agricultrices dans quelques pays d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et d'Amérique Latine. De retour en France depuis maintenant presque deux ans, je continue à travailler sur des projets de documentaires photographiques et vidéo.

Toucher pour toucher

Les derniers rapports de l'IPCC¹ soulignent la responsabilité humaine dans le dérèglement climatique global ; plus de 15 000 scientifiques tirent la sonnette d'alarme : il faut absolument baisser les émissions de gaz à effet de serre qui s'élèvent à 52 gigatonnes annuelles². Plus de 40 % de ces derniers sont liés à la construction. Diminuer la consommation de matière et d'énergie est donc une voie à privilégier.

Le consommateur est un (contre-) pouvoir fort. Une sensibilisation générale (notamment des femmes qui représentent la majorité des acheteurs) est indispensable pour faire avancer le combat contre la pollution qui impacte l'ensemble de la planète et entraîne des problèmes de santé majeurs chez les femmes et les enfants. Pour ceci, il faut porter aux yeux et à la compréhension du public deux choses : les problèmes et des exemples modèles.

L'œuvre *Pyramidion* entend contribuer à ces objectifs. Cette mini-pyramide de 4 m de haut est la continuité de la sculpture monumentale, fédératrice et innovante *Phares*³. Cette dernière, née sur la Place de la Concorde en 2015⁴, a nécessité le travail de plusieurs centaines de personnes dont plusieurs ingénieurs.e.s.

Les économies de matière et d'énergie, la fabrication locale (tout à fait compatible avec sa portée internationale de dialogue Orient-Occident), sa protection par la nature... ont permis à cette "piece of art and of engineering" de recevoir plusieurs labels développement durable et d'être l'une des deux œuvres promues au Bourget pendant la COP 21.

L'humain est au cœur du processus : lorsque le public effleure le capteur cardiaque de *Phares*, l'œuvre s'allume à son propre rythme et la Tour Eiffel et la Tour Montparnasse peuvent également s'allumer à la même pulsation⁵. Cette même interactivité est possible avec *Pyramidion*, le "visiteur-acteur" entre ici physiquement dans l'œuvre et ressent donc son battement de cœur autour de lui à travers le halo de lumière de *Pyramidion*.

Pour la COP24, nous imaginons que le rythme de la lumière soit toujours celui du public mais que la teinte dépende du taux de pollution de l'air environnant : le bleu d'un air pur virant alors en un orange vif, celui du ciel "pollué".

L'on pourrait également imaginer une application Web qui permette à chacun sur terre de se géo-localiser et d'indiquer le taux de pollution de l'air l'environnant. Ainsi l'on pourrait mettre en exergue les sites particulièrement pollués. La pression médiatique résultante pourrait être efficace car elle pourrait impliquer le local : les employés peu fiers de se rendre compte qu'ils travaillent en contribuant à la destruction de la planète. •

1. Intergovernmental Panel on Climate Change, GIEC en français (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). https://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_d%27experts_intergouvernemental_sur_l%27%C3%A9volution_du_climat
2. Il faudrait les limiter à 36 Gt pour rester en dessous d'une élévation de la température de 2 °C.
3. Site officiel : www.sculpturephares.com
4. Film sur : https://www.youtube.com/watch?v=_O6G7SmgLag&list=Ply-7MO_49HqVMJqseExe5n1fyr3iGAeyAZ
5. Film sur : https://www.youtube.com/watch?v=XV_kgdg5qk&index=2&list=Ply-7MO_49HqVMJqseExe5n1fyr3iGAeyAZ



Le public allumant PYRAMIDION à son propre rythme grâce à son capteur cardiaque connecté, 2018. ©Milène Guermont/ADAGP.

Milène GUERMONT est artiste et ingénieure.

Pour matérialiser ses idées, elle a développé plusieurs innovations. Ses créations en « Béton Polysensoriel » réagissent quand vous les touchez. Elle est la seule à avoir érigé une œuvre sur la Place de la Concorde : PHARES, une sculpture interactive de 30 m de haut. Elle représente les Ingénieurs et Scientifiques de France et Femmes Ingénieurs auprès de plusieurs organismes internationaux comme la World Federation of Engineering Organizations.



Festival de cinéma international « Le Temps Presse »

Le Temps Presse, festival de cinéma international inspirant, célèbre sa 9^e édition du 22 au 26 janvier 2020 à Paris. Ce festival mêle le divertissement à l'émotion pour éveiller les consciences et réfléchir tous ensemble à un futur qui donne envie.

Comme chaque année, nous mettrons à l'honneur un jury prestigieux, du cinéma inspirant (court et long métrages), des débats, des discussions et, nouveauté cette année, un village.

Depuis 2011, le festival Le Temps Presse ne cesse de prendre de l'ampleur. L'image sera au cœur du rendez-vous, car l'émotion présente dans les films, reste le meilleur moyen de sensibiliser le public. Aussi, nous accordons toujours une grande importance à la discussion et aux échanges.

Nous ouvrons donc, en plus des compétitions de courts-métrages, une compétition de longs-métrages dont les films seront projetés dans trois cinémas parisiens : Cinéma UGC Lyon-Bastille (12^e arrondissement), Cinéma Gaumont Convention (15^e arrondissement) et Cinéma 7 Batignolles (17^e arrondissement).

Toujours en adéquation avec les Objectifs de Développement Durable, qui sont les critères de sélection pour le choix de notre programmation.

Cette nouvelle édition se veut résolument tournée vers le grand public ! C'est ainsi que nous prendrons nos quartiers à Ground Control (12^e arrondissement), lieu culturel et pluridisciplinaire où l'accès est gratuit. Convivialité, partage et découverte sont nos maîtres mots, vous y trouverez le Village du Festival avec les débats, des animations, des expériences lives, des expositions...

Venez nous rejoindre du 22 au 26 janvier 2020 ! •

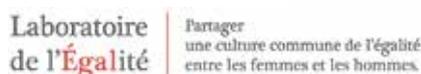


Marc OBERON, producteur de films et
Directeur du festival "Le Temps presse".



© Marion Gabont

Ce Livre Blanc a été publié avec le soutien de contributrices issues de



ILS NOUS SOUTIENNENT ÉGALEMENT

Entreprises, associations, écoles, médias

nous donnons vie à la ville



Icade

Icade.fr

Axielles

Application web et bientôt mobile qui facilite le networking professionnel, des femmes actives à titre individuel à travers l'espace Women in Business ou entre membres d'une association ou collaborateurs d'une entreprise au sein de l'Espace Corporate.



axielles.com

STABIPLAGE® Stabiplate

Stabiplate.fr



Fondation Mimi Ullens

mimi-foundation.org



DEFHISS, association des juristes et entrepreneurs

Y defhiss@gmail.com



Réseau féminin breton



Association de femmes dirigeantes Parité Assurance



École Polytechnique d'Assurances

epassurances.fr



Revue politique et parlementaire

revuepolitique.fr



Mediatico

Mediatico.fr



Axylia

axylia.fr



Le Meunier Qui Dort

E-reputation et Personal Branding

lemeunierquidort.com



Éditions Belin

editions-belin.com



Société de Gestion Responsable

www.athymis.fr

L'UNICEF ET U-REPORT

Développé par l'UNICEF à l'échelle mondiale, U-Report est un outil numérique d'expression et de mobilisation sociale pour les jeunes.

U-Report a pour but d'engager les jeunes de France et du monde à s'interroger, débattre et se faire entendre sur les problèmes et les sujets qui les concernent au quotidien.

Disponible gratuitement sur Facebook, Twitter ou Viber, U-Report a été créé par l'UNICEF pour porter la voix des jeunes et il existe déjà dans plus de 60 pays, fédérant ainsi plus de 8 millions de jeunes dans le monde.

Plus d'infos sur : <http://france.ureport.in/>



Philippines, 2013. Le 12 novembre, une femme portant un bébé se tient parmi des débris et d'autres destructions causées par le Super Typhon Haiyan, dans la ville de Tacloban - la région la plus touchée par la catastrophe - sur l'île centrale de Leyte. ©UNICEF/UNI153654/Maitem